



**Université Paris Diderot**

Sciences Humaines et Sociales

UFR Institut Humanités Sciences et Sociétés

Année Universitaire 2019 – 2020

**S’emparer de la cause du droit des femmes et des lesbiennes  
depuis l’expérience d’un collectif militant dans une ville moyenne  
des Hauts-de-France**

**Mémoire rédigé et présenté par :**

Audrey GONDALLIER  
N° étudiante : 21811026

**Sous la direction de :**

Jules Falquet

**En vue d’obtenir :**

**Master :** Deuxième année universitaire

**Domaine :** Sciences humaines et sociales

**Mention :** Sciences sociales

**Parcours :** Genre et changement social et politique : perspectives transnationales

**Membres du jury :**

Jules Falquet  
Sam Bourcier

# Remerciements

Je remercie Jules Falquet de m'avoir encadré pour ce mémoire de Master 2, pour sa disponibilité, ses précieux conseils et ses encouragements constants dans la conduite de ce mémoire. Je remercie également les enseignantes pour leur accompagnement, leurs apports et la diffusion de textes et de théories si passionnantes et éclairantes.

Je remercie mes camarades de Master de m'avoir rassuré, relu, guidé et fait vivre une parenthèse de vie d'étudiante féministe.

Je remercie Clara, qui en plus d'être mon amie et ma colocataire amiénoise, est aussi post-doctorante. Grâce à elle, j'ai pu préciser ma question, mes hypothèses être plus fines dans mes analyses. Elle m'a permis de mieux structurer méthodologiquement ce mémoire. Je la remercie aussi de m'avoir si souvent écouté lorsque je traversais des périodes de doutes et rassuré sur ma légitimité à écrire.

Je remercie Delphine, qui en plus d'être mon amie et ma colocataire choisyenne, est aussi une fervente militante. Son aide a été précieuse pour plusieurs choses. Elle m'a éclairé sur des points théoriques et pratiques, concernant le militantisme lesbien et féministe. Elle m'a prêté d'innombrables livres qui ont facilité le travail de mémoire, dans un contexte sanitaire où toutes les bibliothèques étaient fermées. Je la remercie aussi pour le temps qu'elle a passé à relire et corriger ce mémoire.

Je remercie également et particulièrement Marie, ma précieuse camarade de lutte avec qui j'ai milité ces trois dernières années au sein des Bavardes, avec qui j'ai eu des centaines de conversations éreintantes, mais passionnantes.

Enfin, et c'est avec beaucoup d'émotions, que je remercie les membres du collectif les Bavardes, mes sœurs, mes amies, sans qui finalement, ce mémoire n'aurait pas été possible. Marie, Louise, Catherine, Célia, Blandine, Maud, Marion, Marion, Louiza, Estelle, Angélique, Alexandra, Jade, Ludivine, Marine, Orlia, Lucille, Pauline, Sarah, Véronique, Sylvie, Raymonde, Andréa et toutes les autres.

J'ai aimé ...

J'ai aimé coller des affiches et faire mes premiers tags dans l'espace public, boire des bières chez Marie après avoir repeint la ville et avoir tâché nos pantalons de colles,

J'ai aimé danser avec vous, voir vos corps se mouvoir, sentir vos corps contre les miens,

J'ai aimé peindre 1252 pancartes pour chaque rassemblement organisé,

J'ai aimé jouer avec vous, découvrir des jeux de société et surkiffer les lotos,

J'ai aimé animé des émissions de radio, nous partager des chroniques intimes et passionnantes, rire et pleurer à vos côtés, avoir les voix rauques d'avoir trop chanté, trop bu de shooter et trop fumer la veille au soir en les enregistrant le dimanche matin,

J'ai aimé lire des livres avec vous, en discuter, voir ce qu'on a compris, avec quoi on est d'accord, ce qui fait écho à nos vies, s'approprier des concepts théoriques et construire un discours politique,

J'ai aimé, sur un coup de tête, organiser avec vous une fausse campagne municipale lesbienne et féministe, repeindre les murs avec nos tronches, créer un site internet, écrire un manifeste, se positionner dans l'espace public et politique pour revendiquer « Amiens sera lesbien »,

J'ai aimé nos séminaires à la campagne pour penser politiquement notre collectif, apprendre ensemble ce que pouvait être l'autogestion et la démocratie, j'ai aimé la soirée anecdote parce que pour la première fois j'ai compris que nous serions liées à jamais,

J'ai aimé rencontrer les copines des Immédiannes, Raymonde et Odile et les autres avec vous, organiser une rencontre intergénérationnelle, apprendre l'histoire des lesbiennes d'Amiens depuis les années 50 et me rendre compte qu'une histoire commune est possible,

J'ai aimé le 20 juin 2019, une date historique pour notre collectif, notre communauté et notre ville.

Je vous remercie infiniment d'être qui vous êtes et pour tout ce que j'ai pu apprendre et vivre à vos côtés. Au départ, lorsque j'ai repris un master à 30 ans, je voulais faire un travail universitaire pour me sentir plus légitime, apprendre des concepts, comprendre le monde différemment. Bien sûr, ça a compté et ça a bouleversé ma vie, mais ce qui m'a tenu tout ce temps c'est vous, j'ai pris du plaisir à écrire parce que je pouvais parler de vous, de nous, de ce qu'on a accompli toute ensemble.

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
1. MISE A L'AGENDA .....	6
1.1 Contexte d'élaboration des politiques publiques sur les violences basées sur le genre.....	6
1.2 Répondre à des enjeux nationaux à partir d'une expérience militante lesbienne localisée...	9
2. CADRE THEORIQUE .....	12
2.1 Le lesbianisme à l'épreuve des contraintes de l'État.....	12
2.2 Le point de vue lesbien : une catégorie utile d'analyse ?.....	15
3. CADRE METHODOLOGIQUE .....	16
3.1 Chercheuse militante : une ethnographie féministe.....	16
3.1 La pédagogie féministe au service de la recherche.....	20
3.3 La photo elicitation ou le photolangage : une sociologie visuelle.....	22
<b>I. PENSER ET STRUCTURER L'ARMATURE D'UN GROUPE MILITANT : « LES BAVARDES », UN MODELE HYBRIDE ?.....</b>	<b>24</b>
INTRODUCTION .....	24
I.1 COLLECTIF ET ASSOCIATION : UNE TAMBOUILLE AU SERVICE DE LA CAUSE .....	26
I.1.1 Un collectif autogestionnaire ?.....	27
I.1.2 L'association : tutelle de l'État ou outil militant ?.....	30
I.1.3 Modalités d'intégration des membres du collectif, entre cooptation et exclusion : des règles implicites.....	32
I.2 UN REPERTOIRE D'ACTION « A LA CARTE ? » : DES MODES OPERATOIRES SPECIFIQUES .....	35
I.2.1 Taguer les sols et faire des demandes de subventions.....	36
I.2.2 Un répertoire d'action local .....	42
I.3 PROPOSER UNE PEDAGOGIE FEMINISTE.....	43
I.3.1 Le cas des universités populaires féministes .....	45
I.3.2 Conjuguer la théorie et la pratique .....	47
CONCLUSION .....	55
<b>II. PARCOURS D'ENGAGEMENT.....</b>	<b>56</b>
INTRODUCTION .....	56
II.1 LES DISPOSITIONS A L'ENGAGEMENT.....	57
II.1.1 Trajectoires sociobiographiques.....	58
II.1.2 Effet de génération .....	60
II.1.3 Lesbianisme et féminisme.....	63
II.2 LIBIDO MILITANTE ET COUTS DE L'ENGAGEMENT .....	65
II.2.1 L'engagement et la vie quotidienne.....	66
II.2.2 L'engagement et l'amour.....	68
CONCLUSION .....	71
<b>III. LES DISSONANCES DE L'INSTITUTIONNALISATION .....</b>	<b>72</b>
INTRODUCTION .....	72
III.1 LA SORORITE ET LA NON-MIXITE .....	73
III.1.1 Une sororité conditionnelle.....	74
III.1.2 La non-mixité à l'épreuve de « l'égalité femme-homme ».....	77
III.1.3 Une sororité lesbienne particulière.....	79
III.3 STRATEGIES D'ALLIANCES.....	82
III.3.1 Économie du travail militant et usages des ressources publiques.....	83
III.3.2 Subvertir l'Éducation Nationale : passer deux heures avec une classe de seconde .....	86
III.3.3 Entre dissidence et légitimation : lutter contre les violences basées sur le genre .....	91
CONCLUSION .....	94
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>95</b>

<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>97</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>102</b>

# Introduction

## 1. Mise à l'agenda

### *1.1 Contexte d'élaboration des politiques publiques sur les violences basées sur le genre*

Depuis quelques années, autour des années 2010, deux problèmes sociaux ont été, parmi d'autres, mis à l'agenda politique français. Le premier concerne la lutte contre les violences et les discriminations faites aux personnes LGBT et le second, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes. Ces éléments politiques s'inscrivent en complément et en réponse à une longue sociohistoire de mouvements sociaux notamment féministes et LGBT. Ces problèmes sociaux m'intéressent particulièrement dans la mesure où mon sujet de mémoire concerne les lesbiennes, les institutions et le militantisme.

Retraçant l'histoire et les conditions d'émergence de la question LGBT comme problème public, nous constatons qu'il se construit à partir des années 1960 au moment où un amendement est voté pour que l'homosexualité soit déclarée « fléau social », ce qui a pour conséquence d'accroître les violences et la stigmatisation des personnes homosexuelles jusque dans les années 80. En 1981, le gouvernement socialiste de François Mitterrand tend à étendre les droits des personnes homosexuelles, et l'homosexualité est retirée de la liste des maladies mentales par l'Organisation Mondiale de la Santé. En 1982, elle est dépénalisée. Dans le même temps, les années 70 sont marquées par des mouvements sociaux en faveur des droits des femmes et des homosexuel·les. Les actions du Mouvement de Libération des Femmes (MLF), du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) et des Gouines Rouges marquent un tournant décisif dans l'expression du droit à vivre et être en tant que personne homosexuelle. Cette construction d'une cause homosexuelle s'accompagne d'une première scission entre les mouvements féministes hétérosexuels et les lesbiennes, et entre les gays et les lesbiennes. Les années 80, quant à elles, sont profondément marquées et touchées par le VIH, ce qui contribue en partie à l'émergence de la cause gay et d'une approche politique axée sur la santé. Les mouvements lesbiens, quant à eux, autant au travers de productions universitaires que de mobilisations collectives, n'ont eu de cesse de mettre au jour les mécanismes d'oppressions liés aux rapports sociaux de domination de sexe, de classe et de race, et de l'hétéronormativité comme régime politique. Nous ne pouvons pas affirmer qu'il y ait eu un vrai mouvement social lesbien, tant il a été difficile de rendre audible leurs

revendications comme légitimes, au regard des mobilisations pour les droits des femmes, entendues hétérosexuelles, et des hommes gays. Toutefois, cette construction de la cause gay et lesbienne en problème public aboutit à plusieurs avancées législatives. En 1999, le PACS est accessible aux couples de même sexe. Depuis 2013, les « couples de même sexe » peuvent prétendre au mariage civil et depuis 2020 la révision de la loi de bioéthique, ouvre la procréation médicalement assistée aux femmes célibataires et aux couples de femmes. Dans le même temps, pour la première fois, un plan national a été adopté pour agir contre les discriminations appelées lgbtphobes. Sur la question LGBT, « le 30 juin 2016, à la veille de la Marche des Fiertés LGBT (lesbiennes, gays, bi et trans) de Paris et deux semaines après l’attentat homophobe d’Orlando, le Président de la République annonçait aux associations LGBT l’extension du champ d’intervention de la DILCRA (délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l’antisémitisme) à la lutte contre la haine et les discriminations envers les personnes LGBT et la mise en place d’un nouveau plan gouvernemental de mobilisation »<sup>1</sup>. Ainsi, on peut dire que la prise en charge par l’État de la lutte contre les violences et les discriminations faites aux personnes Lesbien.nes, Gay, Bisexuel.les et Trans (LGBT), dans le contexte français, par le déploiement de dispositifs et de mesures gouvernementales est relativement récente. Sans nier les avancées en matière de droits, dues aux mobilisations passées, l’acquisition de droits n’est non seulement pas une réponse suffisante pour supprimer les violences faites aux lesbiennes, mais n’est pas non plus une réponse adaptée aux enjeux posés par certaines militantes et théoriciennes lesbiennes, notamment Monique Wittig, sur la critique de l’hétéronormativité comme régime politique, idéologique et matérielle et sur les processus d’hétérosexualisation. Autrement dit, avoir la possibilité de se marier et de faire des enfants donne aux lesbiennes les presque mêmes droits et opportunités que les couples hétérosexuels, mais cela contribue à ce phénomène d’hétérosexualisation. Par ailleurs, du côté de la sphère militante, la question du militantisme lesbien est souvent envisagée et circonscrite à l’espace LGBT comme entité uniforme dont les causes seraient communes du fait de la supposée similarité des pratiques sexuelles et des identités de genre. L’acronyme LGBT donne à voir une unité unifiée alors qu’il a tendance à gommer les spécificités des discriminations ou des oppressions notamment vécues par les

---

<sup>1</sup> Extrait de l’introduction du « Plan de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT » [consulté le 23/06/20]

[https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2017/01/plan\\_de\\_mobilisation\\_contre\\_la\\_haine\\_et\\_les\\_discriminations\\_anti-lgbt\\_dilcrah.pdf](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2017/01/plan_de_mobilisation_contre_la_haine_et_les_discriminations_anti-lgbt_dilcrah.pdf)

lesbiennes, au croisement des rapports sociaux de sexe et de l'hétéronormativité comme régime.

Après avoir retracé les conditions d'émergence des questions LGBT comme problèmes sociaux et sa prise en main par l'État, je vais ici m'attacher à retracer les conditions d'émergence de la prise en main de la lutte contre les violences basées sur le genre / le sexe, en considérant, au regard de l'État, que les lesbiennes sont des femmes. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, ou l'égalité entre les femmes et les hommes est déclarée « grande cause du quinquennat » de la part de l'État, en 2017. Cela se traduit par le déploiement de campagnes de sensibilisation et de prévention en matière d'égalité professionnelle ou de lutte contre les stéréotypes, au moyen de subventions de droit commun ou de dispositifs législatifs. Dans l'espace militant, un regain de mobilisation féministe s'est exprimé au moment du phénomène hashtag #metoo<sup>2</sup>, et du mouvement « nous toutes »<sup>3</sup>, mettant au jour les questions de la culture du viol, de la lutte contre les féminicides et de la (re)mise au jour du large continuum des violences sexistes et sexuelles dont les femmes sont les premières cibles. La question « des droits des femmes » s'inscrit dans une sociohistoire militante plus ancienne, souvent caractérisée par des vagues, marquant des avancées majeures par l'acquisition de droits. Sans revenir sur toute l'histoire des mouvements féministes, des luttes et des victoires, je vais plutôt me concentrer sur les scissions politiques entre les lesbiennes et les hétérosexuelles. Au cœur des années 70, dans un contexte social marqué par une crise économique et des mouvements de grèves issus des milieux ouvriers, l'environnement est propice aux révoltes, ce qui est aussi le cas pour des femmes qui militent pour acquérir plus de droits. C'est notamment le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) qui va contribuer à l'essor de cette lutte. Pourtant, rapidement, une scission va naître entre les lesbiennes et les hétérosexuelles, les premières considérant le régime hétéropatriarcal comme source des rapports de dominations, les secondes considérant les pratiques sexuelles comme secondaires au regard des droits à acquérir. Les années 80 et 90 sont quant à elles relativement marquées par l'institutionnalisation des luttes féministes par l'acquisition de droits, la création d'associations ou d'ONG, et l'intégration du genre par et dans le droit, avec des séries de mesures comme sur l'égalité professionnelle.

---

<sup>2</sup> Le hashtag #metoo est un mouvement social virtuel international qui encourage les femmes à s'exprimer sur les agressions sexistes et sexuelles qu'elles ont subies. Ce mouvement est popularisé au moment de ce qu'on appelle « l'affaire Weinstein », une personnalité de l'industrie du cinéma accusée de harcèlement sexuel, d'agression sexuelle et de viol.

<sup>3</sup> Créé en juillet 2018, le collectif « nous toutes » fait suite au mouvement #metoo. Il est fondé par Caroline De Haas



Ainsi, fruit d'une histoire longue, les causes du droit des femmes et des personnes LGBT ont été construites comme problèmes publics et placés à l'agenda gouvernemental. Ce mémoire propose d'interroger la manière dont ils sont traités et pris en charge par un collectif lesbien et féministe, localisé dans une ville moyenne du nord de la France, à Amiens.

## ***1.2 Répondre à des enjeux nationaux à partir d'une expérience militante lesbienne localisée***

L'espace local militant amiénois a une longue histoire de lutte, qui pourrait s'expliquer par de multiples raisons qu'il serait complexe de détailler. Globalement, les villes sont des épicentres de mobilisations<sup>4</sup> dans lesquelles il y a des réseaux, des associations, des liens de solidarité et des espaces militants. Amiens est marqué par une histoire de lutte plutôt issue de la classe ouvrière, marquée par les mobilisations comme « les Goodyear ». C'est également la ville d'origine du président Emmanuel Macron, lieu donc symbolique et relativement propice à une médiatisation et incarnation géographique et politique des luttes contre le système. Amiens est une ville dans laquelle il y a fréquemment des manifestations en écho à des luttes nationales : lutte contre les violences policières, lutte contre le racisme systémique, droit des migrants, réforme de l'assurance chômage, réforme de la fonction publique hospitalière, etc. Ce sont, par ailleurs, souvent les mêmes militant·es qui circulent dans ces manifestations. Concernant la question féministe ou LGBT ou LGBTQI+ (Lesbienne, Gay, Bisexuel.le, Trans, Queer, Intersexe et le « + » couvre un spectre plus large des identités de genre, sur lequel je ne m'étendrais pas ici), c'est beaucoup plus compliqué. Tout d'abord, lorsque j'ai commencé à militer pour les droits des femmes à Amiens, en 2015 en organisant un premier festival pour les droits des femmes, il n'y avait que peu d'outils et de collectifs à disposition en matière de lutte contre le sexisme, sinon des associations plutôt historiques comme Femmes Solidaires ou une délégation locale du Collectif National pour les Droits des Femmes, dans lesquelles la question lesbienne était plutôt marginale, voire inexistante. Sur la question LGBT, deux associations sont présentes sur le territoire depuis quelques années déjà, *Flash Our True Colors (FOTC)* une association LGBT qui organise des « apéros rencontres », des sorties et qui réalise un travail de sensibilisation du grand public aux droits des personnes

---

<sup>4</sup> Bellanger, Emmanuel. « 48. Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville », Michel Pigenet éd., *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. La Découverte, 2014, pp. 543-554.

LGBT ; et *Translucide*, une association qui milite politiquement et juridiquement pour les personnes trans, intersexes et autres.

En juin 2017, je réorganise un festival avec Flora, alors salariée de l'association GAS, que je préside, qui est lesbienne et qui lors de son entretien professionnel annuel révèle vouloir orienter ses missions de salariée davantage sur les questions LGBT. De mon côté je suis alors salariée d'une association d'éducation populaire et sensible aux questions féministes. C'est donc d'abord une initiative associative conjointe qui nous amène à organiser ce festival, qui propose dans son programme : deux formations, une sur le sexisme et une sur la lesbophobie ; des spectacles humoristiques et politiques, et une conférence-débat autour d'un livre. Suite au festival, nous avons été approchées par Christine et Nicole-Claude, deux lesbiennes plus âgées et au détour d'une bière et d'une conversation, nous avons pris rendez-vous la semaine suivante pour imaginer une collaboration. Nous avons également convié Virginia, une figure lesbienne amiénoise, musicienne, sportive et engagée dans FOTC. Nous avons posé les jalons de ce collectif, partant du constat qu'il n'y avait pas d'espaces pour les lesbiennes à Amiens. Nous souhaitons proposer un espace militant, éducatif et culturel à toutes les femmes et en particulier les lesbiennes d'Amiens et des alentours de la région. Rapidement un nom est trouvé au collectif, « les Bavardes », en réponse au stigmate souvent associé aux femmes qui parleraient beaucoup trop, sous-entendu pour ne rien dire. Christine, graphiste de métier, élabore le logo, un doigt qui pointe un téton. Au départ c'est vraiment la question du local et du besoin d'espace social lesbien qui fait naître le collectif, pour autant deux paramètres vont m'amener à me questionner. Le premier élément, ce sont les premières actions du collectif qui traitent de la Procréation Médicalement Assistée et des violences à l'encontre des lesbiennes. Le deuxième élément, c'est la constitution du collectif en association dite de loi 1901, début 2018, pour prétendre aux subventions de droit commun.

C'est donc à partir du contexte politique des droits des femmes et des LGBT et depuis l'expérience localisée d'un collectif lesbien de taille moyenne que je tire ma problématique et construis mes hypothèses.

**La question centrale de mon travail de recherche est de comprendre de quelle manière un collectif militant lesbien localisé dans une ville de taille moyenne compose et négocie avec les injonctions - nationales, locales et institutionnelles - produites par la mise à l'agenda politique. Comment se déploient localement les mesures**

## **gouvernementales en matière de droits des femmes et de droits des LGBT ? Comment le collectif et ses militantes s'organisent pour y répondre ?**

Pour répondre à cette question, je pars de l'hypothèse que l'action publique se nourrit, alimente, structure et codifie tout ou partie des modalités d'actions des espaces locaux militants qui entendent répondre aux mots d'ordre nationaux par le biais d'actions spécifiques. Ainsi, comment Les Bavardes ont-elles répondu aux enjeux posés par l'action publique et l'agenda politique ? Comment ont-elles fait face aux injonctions institutionnelles à la fois nationale, mais également locale notamment vis-à-vis de la mairie, mais aussi des délégations et déclinaisons locales de l'État ? Je ne m'intéresserai pas tant à la construction des politiques publiques, mais davantage à leurs circulations et effets sur l'espace local militant. Autrement dit, de quelle manière est reçue, appropriée et transformée la mise à l'agenda politique ? Je cherche ainsi à comprendre comment depuis un espace local militant, un groupe lesbien et féministe milite et agit pour lutter contre les violences basées sur le genre. Peut-on réellement parler d'un groupe militant quand celui-ci est constitué en association et répond à des appels à projets émanant de l'État ? Un collectif peut-il se passer des institutions pour mener à bien un projet politique ? Par ailleurs, je me demande en quoi est-ce intéressant d'observer un espace local militant et plus particulièrement un collectif lesbien et féministe et en quoi cela peut contribuer à répondre à ma question initiale ? Je m'intéresse également au collectif en lui-même, qu'est-ce qui a fait et fonde la création d'un collectif lesbien ? Quel était le contexte d'opportunités qui a mené à sa formation ? Pourquoi un collectif existe-t-il, comment fonctionne-t-il, quelles questions pose-t-il ? Je me demande également quel répertoire d'actions mobilise-t-il ? Qui en sont les membres, leurs places et leurs rôles au sein de l'organisation ? La formation d'un collectif se fait-il en seule réponse au contexte politique ou y a-t-il d'autres paramètres ?

Je me demande comment quelques militantes questionnent, prioritairement leur rapport aux institutions et de manière annexe aux sphères militantes localisées. En quoi leur engagement s'inscrit en continuité ou en rupture avec les mouvements sociaux dits traditionnels ou historiques ; par exemple ceux des mouvements féministes français des années 70, ou de la longue sociohistoire des mouvements syndicaux et ouvriers. Ainsi, en quoi l'espace local militant lesbien se distingue-t-il ou s'inscrit-il dans la continuité des mouvements sociaux ouvrier et féministe ? Autrement dit, à partir d'une expérience localisée, peut-on envisager le militantisme lesbien comme spécifique, marginal ou traditionnel ? Est-ce

que des ponts ont été construits à la fois avec l'espace local militant, mais aussi avec certaines institutions locales comme la mairie d'Amiens ou la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité du département de la Somme (une délégation locale d'une politique publique nationale) ? Je m'intéresse également à la manière dont le fait associatif permet ou ne permet pas de porter un projet politique lesbien, qui cherche à questionner le patriarcat global, le néolibéralisme, le néocolonialisme et l'hétérosexualité comme régime politique, idéologique et matériel. En cela, je questionne plus précisément le rapport à l'argent public : est-il plutôt un moyen de subvertir les rapports sociaux de domination ou conditionne-t-il et influence-t-il le travail de terrain des militantes ?

Tout en empruntant les chemins de la sociologie des rapports sociaux de sexe et du lesbianisme, je m'appuie sur les outils mobilisés par des militantes lesbiennes amiénoises pour répondre aux mots d'ordre national et local concernant la lutte contre les violences basées sur le genre. Je délimiterai mon terrain entre juin 2017 et juillet 2020, période qui correspond à la création du collectif jusque-là fin du Master 2 et du temps imparti pour accumuler de la matière.

## 2. Cadre théorique

### 2.1 Le lesbianisme à l'épreuve des contraintes de l'État

Mon cadre théorique se situe au croisement du féminisme matérialiste<sup>5</sup>, des courants lesbiens et notamment du lesbianisme radical<sup>6</sup> et de la critique de l'hétéronormativité<sup>7</sup> comme construction sociale, dans une perspective intersectionnelle<sup>8</sup> et transnationale<sup>9</sup>. Je m'intéresse aux formes d'analyses qui cherchent à croiser et faire discuter les courants précités, ainsi que la circulation et l'appropriation de ceux-ci en dehors ou à côté des sphères académiques. Je mobilise également la sociologie de l'action collective, des mouvements sociaux et de l'engagement.

---

<sup>5</sup> Falquet, Jules. « Pour une anatomie des classes de sexe : Nicole-Claude Mathieu ou la conscience des opprimé·e·s », *Cahiers du Genre*, vol. 50, no. 1, 2011, pp. 193-217.

<sup>6</sup> Wittig, Monique. *La pensée straight*. Amsterdam. 2018

<sup>7</sup> Rich, Adrienne. La contrainte à l'hétérosexualité. *Nouvelles Questions Féministes*, No. 1, Mars 1981, pp. 15-43

<sup>8</sup> K. W. Crenshaw, O. Bonis. Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *L'Harmattan. Cahiers du Genre*. 2005/2, n°39, pages 51 à 82

<sup>9</sup> Bacchetta, Paola. « Chapitre 16 / Réflexions sur les alliances féministes transnationales », Jules Falquet éd., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Presses de Sciences Po, 2010, pp. 259-274.

À la lumière de mon sujet de recherche, il me semble incontournable de mobiliser le courant lesbien et plus particulièrement Monique Wittig, et notamment son concept de « Pensée Straight » comme rupture épistémologique majeure, à la fois vis-à-vis des productions androcentrées et en rompant avec une partie du féminisme matérialiste sur la question de la construction des catégories de sexe et plus largement la question lesbienne. À titre plus personnel, cela m'a permis également de changer de regard sur le monde social et d'adopter un « regard lesbien », pour comprendre le caractère construit non seulement de l'hétérosexualité comme régime politique, économique et idéologique, mais également des catégories de sexe et de pensée, qu'elle nomme aussi « arsenal ». L'arsenal de pensée a modelé structurellement les rapports de pouvoir et construit la catégorie de sexe, le langage, la spiritualité, les codes sociaux. Les femmes n'existent pas sans les hommes et ces constructions qui justifient en partie les rapports sociaux de domination de sexe. Cette domination pénètre toutes les strates de nos vies « nos pensées, nos gestes, nos actes, notre travail, nos sensations, nos relations<sup>10</sup> ». L'auteure poursuit son raisonnement et formule un autre argument selon lequel « la catégorie de sexe est une catégorie politique qui fonde la société en tant qu'hétérosexuelle »<sup>11</sup>. Aussi, par un processus d'hétérosexualisation, les femmes sont fabriquées en tant que classe asservie à celle des hommes dans leur sexualité, au travers du travail de production d'enfants et de leur fonction sociale dans les rapports sociaux. De sorte que les femmes sont appropriées par les hommes, dans la perspective défendue par Colette Guillaumin, au travers des concepts « d'appropriation privée et collective » et de « sexage »<sup>12</sup>. Le contexte d'exploitation et l'appropriation des femmes se font notamment par le contrat de mariage. En dehors de la catégorie de sexe, « la femme » est un impensé qu'on ne peut pas séparer des hommes. C'est une « catégorie totalitaire », qui passe par une domination mentale, physique et institutionnelle. Il faut donc détruire la catégorie de sexe, totalitaire et hétérosexualisante, pour redéfinir les catégories de pensée et ainsi se penser différemment, changer de perception de la réalité, de telle manière à abolir la déclaration de sexe. À la lecture de Monique Wittig et au regard de la question que je pose sur le militantisme lesbien localisé et son rapport aux institutions, il est difficile d'affirmer théoriquement auprès des financeurs que les lesbiennes ne sont pas des femmes lorsque l'association mobilise des financements de droit commun notamment à la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité. Ainsi, comment conjuguer cette dichotomie, est-elle

---

10 Wittig Monique, op. cit., p. 47

11 Ibid.

12 Guillaumin Colette, op. cit.

conjugable et si oui dans quelle mesure ? Peut-il y avoir une existence lesbienne en dehors des catégories de pensée dites hétéronormatives quand l'existence des lesbiennes et des « sociétés lesbiennes »<sup>13</sup> démontre que la réalité sociale hétérosexuelle est le produit d'une construction sociale, naturalisante et biologisante : « nous avons été reconstruites idéologiquement en un "groupe naturel" »<sup>14</sup>. Les lesbiennes ont dû se confronter à l'idée de nature, d'être ainsi « contrefaites » ; or, comme je l'ai dit précédemment, il n'y a pas de groupe naturel de femme en soi. Il s'agit donc de remettre en question « la-femme »<sup>15</sup> comme « mythe »<sup>16</sup>. Se dire lesbienne c'est d'abord échapper à la catégorie de sexe, et donc à l'appropriation privée. C'est échapper aux hommes, en tant que classe d'opresseur, puis à la contrainte hétérosexuelle comme régime, ainsi détruire les catégories de pensée, leur binarité et la dialectique aristotélicienne. En d'autres termes, être lesbienne ce n'est pas échapper aux hommes pour faire naître « la-femme » et faire vivre « le mythe » en dehors de l'appropriation privée ; c'est détruire la catégorie de sexe et l'hétérosexualité.

Théoriquement c'est très intéressant, mais dans les faits c'est difficilement défendable dans un dossier de subvention émanant de l'État, lui-même incarné par une classe, souvent d'homme, blanc, cis et hétérosexuel. Cela l'est tout autant quand ce sont des femmes qui instruisent des dossiers et qui ont plutôt une approche universaliste et qui maîtrisent les discours de l'action publique. Globalement, il ne s'agit pas tant d'un problème de sexe, mais de classe. Par ailleurs, il ne suffit pas de pouvoir exploiter politiquement les concepts de Monique Wittig pour échapper totalement à la contrainte du milieu associatif, de sa marchandisation et de sa professionnalisation, ainsi qu'à la technicité des dossiers et la méthodologie de projet : échapper à cet « arsenal » que nomme Wittig. En effet, je reviendrai sur un exemple de partenariat avec la LIG, le fond de dotation lesbien, et sur la critique de l'approche par projet. En cela, les écrits de Monique Wittig résonnent encore beaucoup aujourd'hui dans le milieu militant et notamment lesbien, car « se passer du regard des hommes est un immense défi »<sup>17</sup> et un défi majeur dans les réalités concrètes et matérielles que les lesbiennes vivent au quotidien. De là, les lesbiennes, en tant que « transfuges de classe », incarnent une catégorie utile d'analyse pour regarder le patriarcat et l'hétérosexualité comme régime politique.

---

13 Wittig Monique, op. cit., p. 53

14 Ibid., p. 54

15 Ibid.

16 Ibid.

17 Affirmation d'Alice Coffin dans une interview (consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2020), <https://www.nationalgeographic.fr/photographie/2019/11/se-passer-du-regard-des-hommes-est-un-immense-defi>

## 2.2 Le point de vue lesbien : une catégorie utile d'analyse ?

Je mobilise le genre comme catégorie d'analyse<sup>18</sup>, qui, d'après les travaux de Joan Scott, apparaît au milieu des années 70 comme un concept pionnier. Bien qu'elle soit historienne, il me semble intéressant de replacer ses interrogations dans un cadre plus sociologique, puisqu'elle se demande comment et à quelles fins mobiliser le concept de genre pour historiciser l'effacement des femmes dans l'histoire, la manière dont elles ont toujours été essentialisées pour les réancrer dans une histoire située, traversée par des rapports sociaux, politiques et économiques complexes. Ainsi, la question n'est pas tant de montrer qu'il y a eu des femmes dans l'histoire, mais de comprendre comment elles ont été montrées, à la fois séparées des hommes et centrées sur l'analyse de la cellule familiale. Dès lors il s'agit plutôt de questionner le « rapport entre les expériences masculines et féminines dans le passé, mais aussi du lien entre l'histoire du passé et les pratiques historiques actuelles »<sup>19</sup>. L'histoire a été produite dans un positionnement androcentrique et occidentalocentré se tissant autour de l'idée de nature produisant un rapport de subordination des femmes aux hommes. Le sexe biologique a déterminé le sexe social et donc le genre, les différences biologiques ont produit une division sexuée des rôles sociaux, inscrivant les hommes dans le travail productif et les femmes dans le travail reproductif. Tous ces éléments ont concouru à maintenir l'analyse de la présence des femmes dans l'angle de la sphère privée et reproductive, sans jamais les lier « à d'autres systèmes sociaux économiques, politiques ou de pouvoir »<sup>20</sup>. Dès lors, il s'agit d'inclure « les récits des opprimé(e)s et une analyse du sens et de la nature de leur oppression »<sup>21</sup> et de prendre en compte l'importance des rapports de pouvoir dans la production des inégalités, dans des contextes sociohistoriques circonscrits. Au regard de mon sujet d'étude et dans le prolongement de Scott, non seulement l'histoire a été racontée dans une perspective androcentrée et occidentalo-centrée, mais également dans une perspective hétéronormée. Ainsi je vais tenter de mobiliser la catégorie lesbienne comme catégorie utile d'analyse historique et sociologique, et défendre l'idée qu'il existe un point de vue lesbien spécifique, un prisme lesbien particulier. Les lesbiennes ont donc été effacées et considérées comme inexistantes. Les lesbiennes n'existent pas, ou sinon sexuellement pour nourrir des

---

<sup>18</sup> Scott Joan, Varikas Éléni. Genre : Une catégorie utile d'analyse historique. In: Les Cahiers du GRIF, n°37-38, 1988. *Le genre de l'histoire*. pp. 125-153

<sup>19</sup> Ibid. p.128

<sup>20</sup> Ibid. p.136

<sup>21</sup> Ibid. p.127

fantasmes masculins, ou comme problème social pris en charge par l'État au moyen d'actions pour lutter contre la lesbophobie.

Je cherche ici, modestement, à contribuer au travail de mémoire et de lutte contre l'invisibilité des lesbiennes dans le champ politique et militant notamment féministe. En lisant « Combat pour la libération de la femme »<sup>22</sup>, texte fondamental pour ce qui deviendra par la suite le Mouvement de Libération des Femmes, corédigé en partie par Monique Wittig, je me demande pourquoi finalement, on parle si peu de la contribution des lesbiennes dans la lutte pour l'émancipation des femmes, comme classe de sexe. Par ailleurs, la récente thèse de Ilana Eloit, soutenue en 2018 « Lesbian Trouble : Feminism, Heterosexuality and the French Nation (1970-1981) » démontre comment s'est construite la lutte lesbienne, comme lutte propre, au-delà des mouvements féministes et de la communauté homosexuelle masculine, comment les lesbiennes ont dû se battre pour affirmer le point de vue lesbien comme point de vue épistémologique et non seulement comme pratique sexuelle ou identité de genre.

### 3. Cadre méthodologique

#### 3.1 Chercheuse militante<sup>23</sup> : une ethnographie féministe

Ce sujet de recherche me tient particulièrement à cœur et me passionne. En effet, je suis entrée en Master avec l'intention de questionner mes pratiques professionnelles d'un point de vue sociologique, et ainsi me doter d'outils intellectuels et critiques pour aborder certains enjeux de société que j'abordais de manière technique, pédagogique et réflexive. Je considère comme nécessaire de me situer dans la recherche et d'écrire d'où je parle, tant mon parcours est atypique au regard des trajectoires universitaires.

En 2006 j'obtiens mon baccalauréat littéraire, puis en 2008 je m'engage dans une association en tant que service civique. Un an plus tard, je suis embauchée comme animatrice d'un réseau de lutte contre les discriminations afin de mener des interventions en milieu scolaire, de réaliser des formations pour adultes et de mettre en œuvre des projets de solidarité internationale. Parmi les différentes interventions que nous proposons, une en particulier m'a

---

<sup>22</sup> mlf // textes premiers, COLLECTIF, stock, 2009, 300p.

<sup>23</sup> Chaumont, Jean-Michel. « Le militant, l'idéologue et le chercheur », Le Débat, vol. 172, n°5, 2012, pp. 120-130.



profondément marquée, « Le respect, c'est mutuel(le) »<sup>24</sup>, qui interrogeait l'amour, le genre et la sexualité. Il s'agissait d'une intervention de six heures en classe qui avait pour objectifs de déconstruire les normes de genre et d'interpeller les élèves sur la sexualité et le consentement. Cette intervention a sans doute été l'un des premiers déclics, celui à la fois d'une prise de conscience personnelle de ma sexualité, mais aussi d'une appétence et d'un intérêt pour la pédagogie et les questions liées au genre. J'ai été employée par cette structure jusqu'en 2013, à la suite de quoi j'ai travaillé à la création d'une école alternative gratuite, cherchant à dépasser les inégalités dans l'accès à l'apprentissage et à proposer des pédagogies participatives.

En 2015, je rejoins une association dite d'éducation populaire politique<sup>25</sup>, dans laquelle mon engagement prend un virage plus radical en se matérialisant par des actions de désobéissance civile, un travail de plaidoyer auprès des institutions et un travail de formation à l'émancipation et à la transformation sociale. Dans le même temps, je réalise une conférence gesticulée qui s'intitule « pourquoi j'ai arrêté de lutter contre les discriminations », dans laquelle je développe à la fois la tension épistémologique entre rapports sociaux de domination et lutte contre les discriminations, mais également la tension entre les institutions, les pouvoirs publics, les associations de défense des droits humains et les conditions de travail dans le milieu associatif. Cette conférence va définitivement me faire emprunter le chemin conceptuel et pratique de comment abattre les rapports sociaux de domination et les structures de pouvoir. Parallèlement, je suis élue présidente d'une association de lutte contre les discriminations et de solidarité internationale, dans laquelle je précise mon engagement et mon intérêt à mettre au jour les rapports de domination et la critique de l'aide au développement par un projet d'amélioration des conditions de vie de femmes au Bénin, en partenariat avec une ONG locale. La mission a pour ambition de lutter contre le VIH-Sida, en agissant sur quatre volets : la santé (faciliter l'accès aux traitements, encourager l'observance), l'économie (le microcrédit pour des activités génératrices de revenus), le social (des ateliers et des formations pour travailler l'estime de soi et les stratégies d'empowerment depuis un point de vue critique<sup>26</sup>) et la psychologie (des accompagnements individualisés). Je parais ainsi mes compétences et surtout j'alimente mon appétence pour la question du genre.

---

<sup>24</sup> <https://www.democratie-courage.org/>

<sup>25</sup> Morvan, Alexia, Pour une éducation populaire politique : à partir d'une recherche-action en Bretagne. Thèse soutenue en 2011

<sup>26</sup> Bacqué, Marie-Hélène, Biewener, Carole, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 2013, 175 pages

En 2017, je co-fonde et co-préside un collectif lesbien et féministe et m'inscris en Master à la rentrée 2018, tout en quittant mon poste de salariée pour me consacrer quasi pleinement à cette reprise d'étude. Depuis septembre 2019, je suis salariée en poste à temps complet comme chargée de mission dans une association nationale de lutte contre les discriminations et de mobilisation citoyenne, présidente de l'association Groupe d'Appui et de Solidarité (GAS), co-présidente de l'association Les Bavardes et en deuxième année de Master. Mon temps est donc constamment haché, ce qui dans une certaine mesure ne me permet pas toujours d'être dans les meilleures conditions intellectuelles pour mener à bien ce travail de recherche, mais qui me permet malgré tout un accès facilité à mon terrain de recherche et maintient une forme de stimulation intellectuelle.

Je raconte une partie de mon histoire, tout d'abord pour saisir d'où je parle et comment mes schèmes de pensées se sont fabriqués. En effet je n'ai pas de formation universitaire en sociologie, je suis une autodidacte qui fonctionne à l'instinct et au gré des rencontres. J'ai donc non seulement longtemps souffert d'un sentiment de carence et de délégitimation de mon savoir, mais j'en ai par ailleurs fait une force pour circuler dans les milieux militants et m'y faire une place reconnue. Aussi, se sont dessinés chez moi le désir et l'appétence pour la sociologie du genre et du lesbianisme, ainsi que la sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective. Par ailleurs, l'année universitaire a été marquée par deux importants événements <sup>27</sup> politique et sanitaire relativement exceptionnels et inédits qui ont nécessairement eu une influence sur la rédaction du présent mémoire. Le premier concerne un mouvement social d'envergure sur la réforme des retraites et loi de programmation pluriannuelle de la recherche, amenée à modifier en profondeur le fonctionnement de l'université, puis d'une crise sanitaire sans précédent liée au COVID-19. Ces événements ont produit à la fois une démobilisation vis-à-vis de l'écriture et un questionnement plus profond sur l'utilité de la recherche. Pour autant, rien n'a asséché ma soif d'apprendre et d'accoucher de ce travail. Un dernier élément me semble ici intéressant à reprendre, c'est la question de la méthode même de construction de ce travail de mémoire, et notamment sur les modalités de production des présentes connaissances et leurs validités. Au regard des attentes de l'université sur ce qu'il faut produire comme analyse, la manière dont il faut les présenter, et l'ensemble des codes et des règles qui régissent la production d'un mémoire de recherche ; j'ai éprouvé de très nombreuses difficultés méthodologiques, sans compter sur un sentiment

---

<sup>27</sup> Un mouvement social contre la réforme des retraites et des universités du 5 décembre et la crise sanitaire du Covid-19.

d'illégitimité permanent. Je me suis interrogée sur ce qui fonde la validité d'un travail scientifique, j'ai donc lu, énormément et j'ai travaillé de manière acharnée sur ce mémoire, tout en conjuguant mon travail salarié à temps plein et la présidence de deux associations. Pourtant, je ne peux pas passer à côté de qui je suis. Étant bien meilleure formatrice et militante que chercheuse, je me suis saisie de mes expériences passées et présentes pour assumer le recours à d'autres modalités de production des connaissances. J'ai tenté de conjuguer un travail académique et un travail militant. Ce mémoire est donc à la fois un projet féministe pour contribuer, modestement, à la sociohistoire du lesbianisme féministe ; un outil de légitimation intellectuelle plus personnel, un point de vue particulier lesbien pour « ma » communauté militante et un travail de mémoire pour le collectif lesbien et féministe étudié.

En tant que co-fondatrice du collectif étudié « Les Bavardes » je suis proche, voire amie, avec la plupart des enquêtées. J'ai par ailleurs travaillé dix ans dans le champ de l'éducation populaire politique et de la militance contre les discriminations, dans l'espace local amiénois, et me suis affirmée lesbienne par le processus conscientisant et émancipateur du collectif. Mon expérience militante et professionnelle me positionne à la fois comme légitime parmi les membres du collectif et les membres du milieu militant amiénois, mais aussi comme étant celle qui détient un certain nombre de capitaux nécessaires à la reconnaissance du « bon militant »<sup>28</sup>. Le fait de m'identifier comme lesbienne me permet d'être reconnue par le groupe comme principale concernée et ainsi d'autant plus légitime tant dans l'organisation du collectif que pour mener à bien cette recherche universitaire. Enfin, la place de chercheuse militante concernée pose plusieurs questions, à la fois d'enquêter en terrain militant<sup>29</sup>, et ainsi d'aborder la recherche dans la dialectique praxis / théorie et ainsi de questionner le lien et les tensions entre l'engagement militant et le travail sociologique<sup>30</sup>. Ma place est donc à la fois facilitée dans l'accès au terrain et aux enquêtées, mais elle est aussi dépendante de ce que je peux représenter aux yeux des enquêtées : « la fondatrice », « la militante », « la chercheuse » et donc je suppose une certaine forme de retenue de la part des enquêtées. Par ailleurs mes capacités d'abstraction en tant que seule chercheuse sont déterminées par le désir de m'engager et de faire vivre et fonctionner ce collectif. Ayant

---

<sup>28</sup> Fillieule, Olivier, et Bernard Pudal. « 8. Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, 2010, pp. 163-184.

<sup>29</sup> Broqua, Christophe. « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, vol. 75, no. 2, 2009, pp. 109-124

<sup>30</sup> Dunezat, Xavier. « Travail militant et/ou travail sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant », Delphine Naudier éd., *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. La Découverte, 2011, pp. 80-97.

toujours été plus militante que chercheuse, j'effectue un vrai travail de remise en question sur moi-même pour adopter un regard et une démarche sociologique. Mais comme Jeanne Favret-Sadaa le souligne « observer en participant, ou participer en observant, c'est à peu près aussi évident de déguster une glace brûlante »<sup>31</sup>. Dès lors, comment mon rapport au terrain configure les relations, comment rester concentrée sur mon travail de recherche, comment composer entre mon implication et mon rôle dans le collectif tout en menant une recherche sociologique, comment traduire ma posture de « chercheuse-militante », comment prendre en compte le rôle des affects<sup>32</sup> et des relations interpersonnelles, comment rester à l'écoute des processus de dévoilement, comment délimiter ce qui est le terrain circonscrit à la recherche et ce qui ne l'est plus ? Avec le recul de ces deux années de Master, je peux dire que tout a servi (à) la recherche. J'ai pris des notes, accumulé de la matière, me suis posé des centaines de questions, et j'ai dû finir par faire des choix. Je me rends compte qu'au départ je voulais surtout donner une version idyllique du collectif, parce que j'en ai porté la création et que j'en co-porte la gestion quotidienne. J'ai dû trouver ma place de chercheuse à la fois pour identifier une question pertinente, prendre du recul sur le collectif en lui-même et pour me concentrer sur ce qui peut être questionné et critiqué. Je ne crois pas avoir toujours réussi à faire preuve d'objectivité sur mon analyse et mon positionnement, mais j'assume pleinement la posture de chercheuse-militante, et avec elles, les contradictions et les contraintes. Pour plus de clarté de lecture, j'utiliserais le « Elles » pour parler des Bavardes et m'en distancier. Je ferais appel au « nous », seulement quand j'ai occupé une place militante spécifique.

### ***3.1 La pédagogie féministe au service de la recherche***

Pour mener à bien cette recherche, je mobilise une méthodologie dite qualitative, afin de répondre aux enjeux posés dans mon cadre théorique. Pour produire et extraire des matériaux susceptibles de répondre à l'ensemble de ma problématique et de mes hypothèses, j'ai élaboré un dispositif qualitatif qui mobilise des méthodes au croisement de la sociologie qualitative et de l'éducation populaire politique<sup>33</sup>. Ma méthodologie est plutôt inductive. J'utilise des matériaux récoltés depuis juin 2017 jusqu'en juillet 2020. Ce que j'appelle « matériaux » comprend à la fois des extraits de mes notes ou carnet de terrain, des comptes-

---

<sup>31</sup> Makaremi, Chowra. « 8 : Participer en observant. Étudier et assister les étrangers aux frontières », Alban Bensa éd., *Les politiques de l'enquête*. La Découverte, 2008, pp. 165-183.

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> Morvan, Alexia, *Pour une éducation populaire politique : à partir d'une recherche-action en Bretagne*. Thèse soutenue en 2011

rendus de réunions, des observations participantes et la retranscription des entretiens. J'ai construit une grille d'enquête, qui m'a plutôt servi de lunettes pour repérer certains points d'attention. En tant que fondatrice et membre active du collectif, j'ai également animé moi-même des ateliers, des formations, des réunions, des événements publics. Mon défi principal a donc été de sélectionner les matériaux, discriminer les éléments les plus pertinents pour répondre à ma problématique et mes hypothèses, tant j'avais de matière.

Aujourd'hui, en 2020, pour donner un panorama un peu général, le collectif rassemble plus de 20 bénévoles actives et une coordination de 5 personnes ; nous avons organisé une centaine d'actions, touché près de 3000 personnes<sup>34</sup>. Nous investissons de nombreux champs sur la question des droits des lesbiennes et de leur visibilité, et par extension de toutes les femmes. Le collectif s'est constitué en association afin de renforcer sa légitimité et son ancrage local dans l'espace associatif, prétendre à des financements de droit commun tout en continuant à mener des actions subversives et ainsi négocier le rapport à l'institution et ses déclinaisons locales. C'est là tout l'enjeu de ma recherche : le militantisme lesbien localisé à partir de l'expérience d'un petit groupe peut-il être subversif tout en prétendant répondre aux questions de l'État et de ces délégations locales ?

Pour appuyer mes analyses, j'ai mené des entretiens individuels semi-directifs avec certaines membres du collectif, entre le jeudi 25 avril 2019 et le dimanche 5 mai 2019. J'ai modifié les prénoms de chacune pour leur attribuer des prénoms de militantes et féministes que j'admire. Tous les prénoms se terminent par la lettre A, qui symbolise pour moi l'amitié et l'amour que je leur porte. J'ai demandé à Flora, Clara, Emma, Rosa, Alexandra et Sayyida si elles souhaitaient m'accorder du temps pour des entretiens. Je les ai choisies en me basant sur leur ancienneté dans le collectif (ancienne et récente). Je dirais que l'accès au terrain est relativement facilité par ma proximité avec elles et avec le collectif. Les dates et horaires des différents temps d'enquêtes se sont chevauchés avec des temps « conviviaux » et informels, j'ai choisi de les intégrer pour appréhender la frontière fine qui lie les entretiens et donc les personnes au collectif. Les propos tenus sur les Bavardes par des membres actives sont tout aussi saisissants dans les temps non formels. Ce fonctionnement révèle des éléments sur les conditions de l'enquête : facilité d'accès aux terrains et fonctionnement inductif : je me suis laissée portée par les événements du terrain.

---

<sup>34</sup> Ces chiffres recourent le nombre d'abonné.e.s sur les réseaux sociaux, le nombre d'auditeur.trices sur les ondes, les personnes qui participent à nos événements, les personnes auprès de qui on intervient.

### 3.3 La photo élicitation ou le photolangage : une sociologie visuelle

J'ai employé une méthode participative, à savoir le *photolangage* ou la *photo elicitation*. Pour mener à bien les entretiens, je me suis appuyée sur un corpus de photographies<sup>35</sup> d'événements du collectif afin de réveiller des souvenirs, de susciter des questionnements, de réveiller les représentations et de pouvoir rebondir par des questions en fonction de ma grille, à proximité. J'ai regroupé des photos qui sont représentatives de la vie du collectif. Pour procéder, j'ai disposé les photos sur une table et j'ai invité l'enquêtée à en sélectionner 5 qui représentent pour elles ce qu'est le collectif Les Bavardes. Nous avons conversé autour des photographies, j'ai fait un travail de relance quand nécessaire, je me suis appuyée sur ma grille lorsque certains éléments me manquaient. Cette technique est relativement marginale dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux ou des études féministes. Elle est surtout mobilisée dans le domaine de la santé ou destinée à des publics fragilisés, marginalisés ou ayant des difficultés avec le langage. Dans le champ de l'animation et de l'éducation populaire, cette technique s'appelle le photolangage<sup>36</sup> et c'est un outil de participation relativement répandu et connu. La photo élicitation ou photolangage ou encore « entretien avec l'appui d'images » consiste à proposer aux enquêtées de discuter autour d'images ou de photographies. Cette sociologie de l'image a pour processus « la description, la recherche des contextes, l'interprétation »<sup>37</sup>, dans laquelle la chercheuse, avec l'appui des enquêtées, cherche à stimuler la pensée, les émotions, les souvenirs, la perception de la réalité et développer une certaine « conscience sociologique »<sup>38</sup>. J'ai élaboré un corpus de photos représentatif de la vie du collectif ou d'épisodes marquants. Pour les entretiens, m'appuyer sur des photos m'a permis de me saisir d'un outil intermédiaire afin que les enquêtées se concentrent et se centrent sur l'outil plutôt que sur moi. Je sais quelle place j'occupe dans la situation enquêtée / chercheuse, et les situations de pouvoir que cela produit. L'horizontalité dans une situation d'enquête n'existe pas, mais « dès lors, il ne s'agit pas tant de s'efforcer d'aplanir l'inégalité de pouvoir inhérente à la relation de recherche que de s'efforcer d'assumer la responsabilité qui en découle »<sup>39</sup>. J'ai réalisé les entretiens sur un temps très court, pour des raisons de disponibilité et d'efficacité, à la fois c'était riche et en

---

<sup>35</sup> En annexe

<sup>36</sup> [http://www.cemea-picardie.fr/wp-content/uploads/2016/03/201603\\_FT\\_fiche\\_technique\\_photolangage.pdf](http://www.cemea-picardie.fr/wp-content/uploads/2016/03/201603_FT_fiche_technique_photolangage.pdf)

<sup>37</sup> La Rocca, Fabio. « Introduction à la sociologie visuelle », *Sociétés*, vol. n° 95, no. 1, 2007, pp. 33-40, p.34

<sup>38</sup>, Ibid., p.37

<sup>39</sup> Fatma Çingir Kocadost, « Le positionnement intersectionnel comme pratique de recherche : faire avec les dynamiques de pouvoir entre femmes », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 21 | 2017, mis en ligne le 10 décembre 2017, consulté le 01 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cedref/1053>

même temps épuisant, ils se sont parfois chevauchés avec des événements organisés par le collectif. Faire partie du collectif m'a conduite à combiner mes postures de chercheuse, de fondatrice et de militante engagée sur les questions de genre. Lors des entretiens, les enquêtées me font part de difficultés ou d'éléments à améliorer, je les entends pour la recherche et je les entends pour la vie du collectif, me donnant tout de suite l'envie irrépressible d'y remédier, de fait ma prise de distance a dû être travaillée et doit l'être encore.

Les deux pages qui suivent regroupent les photos utilisées pour les entretiens et un tableau explicatif. Le tableau ci-joint présente la période de la photo, les contextes en précisant le général et le particulier. Le général c'est ce que représente la photo sortie de son contexte et de fait le type d'actions proposées par le collectif. Le particulier capte le moment précis dans lequel la photo a été prise. Distinguer le général et le particulier permet aux enquêtées de se fixer sur l'un ou l'autre. Ainsi, il est possible de ne pas avoir vécu l'événement mais de savoir à quoi la photo correspond. Lorsque l'événement ou le moment n'a pas été vécu et si la photo est choisie c'est davantage pour ce que ça représente que le moment particulier. Il y a donc eu des discussions à la fois portées sur l'événement ou le moment en lui-même et ce que ça évoque chez les enquêtées de manière plus globale.

**Le mémoire est découpé en trois grandes parties, qui s'appuient sur un collectif en particulier dans un contexte local. Le contexte local regroupe la géographie du collectif étudié et la déclinaison locale de ces politiques publiques, donc, dans le contexte de la ville d'Amiens, ville moyenne de la région des Hauts-de-France. Dans le premier chapitre, je développerais les voix possibles de réponses aux politiques nationales portant sur la cause du droit des femmes et des personnes LGBT, notamment par le prisme des modalités de structuration d'un groupe militant, de l'intégration de leur membre et de la formation politique qui construit leur engagement. Ce qui me conduira, à me questionner sur les parcours d'engagement dans le second chapitre, en me demandant à quoi tient le militantisme lesbien et féministe, dans un espace contraint par la mise à l'agenda politique des droits des femmes. Ce qui m'amènera, dans le dernier chapitre, à préciser quelles sont ces contraintes, pour ainsi développer le rapport du collectif à l'état local, et plus particulièrement sur les dissonances que peuvent produire l'engagement militant et l'institutionnalisation des luttes, je discuterais les stratégies déployées par le collectif pour répondre à ces dissonances.**

# **I. Penser et structurer l'armature d'un groupe militant : « Les Bavardes », un modèle hybride ?**

## **Introduction**

J'ai évoqué en introduction le difficile contexte d'émergence de la cause du droit des femmes et des personnes LGBT, posés comme « problèmes » publics et placés à l'agenda gouvernemental. Cette partie s'attache à exposer les voix possibles pour répondre à ces enjeux nationaux et ces déclinaisons locales, à partir de l'organisation, du fonctionnement et des actions menées par le groupe militant étudié.

Fondées par cinq personnes, Les Bavardes affirment avoir toutes la même légitimité à parler, proposer et agir. Les six premiers mois de la fondation du collectif, toutes les actions sont discutées et les décisions sont prises en commun. Elles échangent quotidiennement sur quoi faire, pourquoi le faire, quand, avec qui, comment. Les espaces de discussions sont multipliés : appel téléphonique journalier, réunion au domicile des unes et des autres, pots en terrasse, conversations de groupe via « Messenger » ; ne laissant que peu de répit aux membres du collectif. Elles se donnent pour horizon d'organiser des événements selon les appétences et compétences de chacune, selon l'actualité politique et selon ce qu'elles considèrent comme enjeux à défendre pour les droits des femmes et par extension des lesbiennes. Ce mode opératoire est exigeant et chronophage. Faisant moi-même partie des fondatrices, je peux dire que si la majeure partie du temps nous sommes tombées d'accord, les désaccords ont été plus difficiles à trancher ou solutionner. En parallèle et simultanément, les actions du collectif s'intensifient (un événement par semaine en moyenne), posant ainsi deux questions : celle de discuter des moyens disponibles et des ressources nécessaires à la mise en place de ces actions ; et celle de discuter des modalités d'intégration des participantes qui prennent de plus en plus part à la vie du collectif.

Quelques tensions se dessinent au sein du collectif. Les fondatrices expriment entre elles un désaccord sur la manière d'intégrer les bénévoles, une réserve sur la transformation du collectif en association et le choix porté sur certaines actions. Pour Flora et moi-même, non seulement il faut intégrer les bénévoles dans le processus de décision, mais il faut aussi



transformer le collectif en association pour pérenniser les actions et accéder à plus de moyens. Pour Christine et Virginia, au contraire, il faut limiter les prises de décision aux fondatrices et continuer à fonctionner de manière indépendante. Ces tensions apparaissent dans un contexte où dès le départ, il n'y a pas vraiment eu de clarification sur la structuration du collectif ou une anticipation sur les transformations qu'il pourrait traverser, sinon seulement le principe d'égalité et de non-hiérarchie entre ses membres fondatrices.

Pour autant, énoncer la suppression des structures hiérarchiques n'évacue pas la question des rapports de pouvoir à l'œuvre. On peut se poser la question du cadre et de la structuration d'un collectif, et poser la question suivante : peut-on se passer de structure ? C'est bien la question que pose Jo Freeman, militante féministe, politologue et essayiste, à l'occasion du séminaire de la Southern Female Rights Union en 1970. Son allocution sera publiée sous forme de texte en 1972. Je vais m'appuyer sur une des traductions de 1999 publiées sur Info Kiosques. « The tyranny of structurelessness » traduit par « La tyrannie de l'absence de structure ». Ce texte questionne méticuleusement les effets de l'absence de structure dans les organisations féministes. Elle met en lumière les conditions d'émergence des structures cachées ou implicites et ce qui en découle, la difficulté voire l'impossibilité de maintenir l'horizontalité et plus particulièrement en dehors des groupes de parole, notamment dans les groupes d'actions qui ont plutôt une vocation opérationnelle. Pour Freeman « la notion d'absence de structure n'empêche pas la formation de structures informelles : elle n'empêche que celle des structures formelles »<sup>40</sup>, autrement dit l'absence de structure est un terreau propice à l'émergence de structures informelles et donne l'occasion de reproduire des formes connues et traditionnelles de pouvoir, dont l'un des paramètres est le processus de starification à l'œuvre. Pour Jo Freeman « la notion “d'absence de structure” a créé le système des “stars”. Nous vivons dans une société qui attend des groupes politiques qu'ils prennent des décisions et désignent des personnes déterminées pour les exposer au public en général (...) le public est conditionné à ce qu'il existe des porte-paroles »<sup>41</sup>. L'absence de structure claire et connue de toutes contribuerait donc à la réémergence de modèles traditionnels.

Dans cette première partie, je vais donc m'intéresser à comment se structure un collectif, pourquoi et qu'est ce que ça dit sur les formes d'organisations et du rapport à l'état

---

<sup>40</sup> Freeman, Jo. La Tyrannie de l'absence de structure, p.5

[https://infokiosques.net/IMG/pdf/La\\_tyrannie\\_de\\_l\\_absence\\_de\\_structure-24p-A5-cahier.pdf](https://infokiosques.net/IMG/pdf/La_tyrannie_de_l_absence_de_structure-24p-A5-cahier.pdf)

<sup>41</sup> Ibid, p.12

local. Dans une seconde sous partie je questionnerais les actions menées par le collectif. Enfin, dans la dernière sous partie, je m'intéresserais à la formation politique des membres du collectif.

## **I.1 Collectif et association : une tambouille au service de la cause**

Le fait que les membres du collectif réfléchissent à leurs structuration, organisation et fonctionnement est un phénomène plutôt classique pour des groupes lesbiens et féministes. Les mouvements sociaux féministes dans les années 70 sont relativement connus pour leur critique et leur rejet des formes d'organisations dites traditionnelles – sous-entendues autocratiques, technocratiques et oligarchiques – qui sont plutôt l'apanage du capitalisme et du patriarcat et donc sources d'oppressions ; leur préférant l'exploration d'autres modèles plus coopératifs ou autogestionnaires. Le concept d'autogestion est plus souvent mobilisé pour témoigner d'expériences qui cherchent à repenser la manière de vivre en société, de réfléchir à la question du travail et des ressources et de leur répartition<sup>42</sup>. Il repose sur l'adhésion volontaire et la participation de tous.tes autour d'un projet ou d'un idéal commun, le plus souvent qui tend à rompre avec un mode de vie conventionnel et hiérarchisé. L'autogestion est ici vécue comme une manière de renégocier les règles du vivre-ensemble. Ce rejet se fait aussi depuis l'expérience vécue de l'oppression : « c'est une connaissance "par corps" de l'oppression du pouvoir masculin, qui les pousserait à cultiver des structures alternatives permettant l'horizontalité des relations de pouvoir, l'expression de l'émotion, de l'empathie et de l'attention aux autres »<sup>43</sup>, comme le souligne Olivier Fillieule. Autrement dit, c'est l'expérience de l'oppression et de l'autorité qui pousse les femmes à échapper à ses règles pour en construire de nouvelles. Pour autant, il ne suffit pas de décréter par des effets de discours le recours à des modèles plus égalitaires pour que cela soit effectif dans les pratiques.

Ainsi, dans cette première sous-partie, je m'intéresse à la manière dont les membres du collectif ont discuté sa structuration, à partir de son fonctionnement interne, mais aussi à partir des enjeux posés par l'État et ses déclinaisons locales sur la question lesbienne et

---

<sup>42</sup> Pruvost, Geneviève, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57 - n° 1 | 2015, 81-103.

<sup>43</sup> Fillieule, Olivier. « Chapitre 1 / Travail militant, action collective et rapports de genre », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 23-72, p.43

féministe et au regard de l'espace local militant amiénois. Je m'intéresse également aux modalités d'intégration des membres, à partir des questions que pose la structuration. Je finirai par développer les actions qui sont menées par Les Bavardes et surtout le mode opératoire adopté, en fonction des déclinaisons locales d'enjeux nationaux. À partir d'entretiens et d'observations participantes vécues lors d'un séminaire des bénévoles, je vais tenter de dégager les éléments clés qui ont permis l'analyse des modalités de structuration du collectif et les questions que cela pose depuis le contexte de la lutte contre les violences basées sur le genre.

### ***1.1.1 Un collectif autogestionnaire ?***

Les prises de décision et leurs mises en œuvre étaient circonscrites à l'espace des fondatrices, mais devant l'implication de certaines, il a fallu appréhender les modalités de leur intégration au collectif. Une première tension apparaît alors entre les fondatrices : en effet Flora et moi sommes partisans d'intégrer pleinement les militantes au collectif à la fois comme bénévoles, mais aussi de les associer aux prises de décision plus stratégiques. Christine et Virginia y sont plutôt réfractaires. Pour elles, les prises de décision doivent être circonscrites à l'espace des fondatrices. Elles défendent l'idée que la création du collectif tient à la rencontre entre ses membres. Elles expriment leur crainte face à la multiplication des personnes à la prise de décision, ce qui pourrait complexifier l'organisation ou amplifier des désaccords. Selon elles toujours, l'intégration de nouvelles personnes pourrait reconfigurer voire brouiller l'identité du collectif. Une dernière remarque, plutôt organisationnelle, porte sur l'élaboration des critères d'intégration, par exemple sur le degré d'investissement, les compétences, les disponibilités, le fait d'être/se dire lesbienne. En désaccord sur la manière de voir se transformer le collectif, sans dire que certaines avaient raison ou tort, nous sommes arrivées malgré tout à un consensus : discuter à la fois de l'organisation du collectif et des modalités d'intégration des bénévoles régulières, qui prennent déjà part aux décisions stratégiques dans les moments informels du collectif ; et qui pour certaines sont devenues des amies proches. Cette discussion recouvrait trois aspects : pragmatique, politique et éthique. Pragmatique, pour clarifier et faciliter les suites du collectif, mais aussi pour ne pas prendre le risque de perdre des militantes engagées. Politique, pour rendre cohérents les discours et les pratiques sur l'horizontalité initialement défendue par les fondatrices, comme paramètre déterminant de résistances aux logiques despotique et autocratique. Éthique, pour rendre justice aux bénévoles actives et invisibilisées provoquant ainsi parfois un conflit de loyauté.

En septembre 2018, les fondatrices organisent donc un tout premier séminaire invitant individuellement les 20 bénévoles les plus actives. Il y a deux grands objectifs à ce weekend. Le premier est de décider d'un fonctionnement collectif. Le second objectif est d'initier les bénévoles aux cadres théoriques et idéologiques auxquelles se rattachent les fondatrices et ainsi fournir des outils et des grilles d'intelligibilité. Ce séminaire avait pour ambition à la fois d'insuffler la « dynamique Bavardes » telle que pensée au fondement, mais de construire également un collectif à l'image des bénévoles présentes. Dans le but de proposer un cadre de travail propice aux échanges et à la concentration, nous avons loué un gîte à une heure d'Amiens, près de la mer et à la campagne. La vie quotidienne a été gérée par toutes (vaisselle, repas, ménage). Ce weekend s'est donc tenu en septembre 2019. Je l'ai co-pensé et co-animé avec Flora. Virginia et Christine n'ont finalement pas participé à ce séminaire. Chaque module du programme<sup>44</sup> a été pensé à partir d'une problématique identifiée par les fondatrices et certaines bénévoles. L'objectif étant de problématiser chaque élément qui était jusqu'alors abordé de manière informelle et non cadrée et donc comme l'a souligné Jo Freeman, de manière implicite et non actée, instaurant non seulement un flou, mais aussi un décalage entre celles qui pensent et celles qui font.

Pour rendre cohérents les discours et les pratiques, à mon sens, le *community organizing* répond à la fois aux enjeux posés par le partage du pouvoir dans une organisation, mais aussi la manière de répondre aux enjeux posés par l'État et ses déclinaisons locales. Dans les années 1930, dans un contexte de luttes sociales dû entre autres à la crise économique de 1929, émerge aux États-Unis, à Chicago, une technique de mobilisation et de participation qui cherche à questionner et subvertir les rapports de pouvoir qui opposent les institutions et la société civile, notamment les populations les plus précaires, la première ayant du pouvoir sur la deuxième. C'est dans ce contexte que l'activiste Saul Alinsky<sup>45</sup> initie le concept de *community organizing*<sup>46</sup>, comme l'ensemble de techniques pour négocier, renforcer son pouvoir d'agir et remporter des victoires qui amèneraient à plus de justice sociale et améliorer les conditions de vie des plus précaires. En France, on la traduit souvent

---

<sup>44</sup> En annexe

<sup>45</sup> Saul Alinsky, 1901 – 1972, est un militant formé en sociologie et connu pour ses approches communautaires

<sup>46</sup> Alinsky, Saul. Être radical : Manuel pragmatique pour radicaux réalistes. Broché. 2012

par organisations communautaires<sup>47</sup>, bien que la notion de communauté ne résonne pas de la même manière en France qu'aux États-Unis.

Ce type d'organisation vise à rassembler les classes populaires, habitant les mêmes quartiers, le plus souvent défavorisés, pour promouvoir des revendications sociales comme la lutte contre l'insalubrité des logements. Depuis les années 2000, des expérimentations ont vu le jour au Royaume-Uni avec « *London Citizens* »<sup>48</sup>, ou en France, à Grenoble avec « Alliance Citoyenne »<sup>49</sup>. La configuration la plus récente en France est incarnée par la « Coordination nationale Pas Sans Nous »<sup>50</sup>, dans laquelle je suis par ailleurs salariée, qui dans une perspective intersectionnelle et marxiste, rassemble des habitant.e.s issues de centaines de quartiers populaires appelés aussi « quartiers politique de la ville »<sup>51</sup> afin de porter des revendications à l'échelon local et national lorsque se coordonnent des thématiques communes vécues depuis le point de vue particulier des habitant.e.s des quartiers. Dans la configuration des Bavardes, l'organisation communautaire doit être comprise par son échelon local – pas d'un quartier, mais dans la ville d'Amiens – et par l'incitation à un regroupement de femmes et particulièrement des femmes lesbiennes. La méthodologie se donne pour ambition de renforcer le pouvoir d'agir<sup>52</sup> des femmes, en tant que premières concernées, pour lutter contre les injustices et les oppressions qu'elles subissent. À la fois organisation et répertoire d'action, le *community organizing* tend à rompre avec les logiques traditionnelles d'organisation. Cette configuration s'inscrit dans la continuité des pensées marxistes, communistes et anarchistes de la fin du 19e siècle et du tout début du 20e siècle et a été défendue par Rosa Luxemburg ou Alexandra Kollontaï<sup>53</sup> qui dénonçait la bureaucratisation des parties et des syndicats. L'hypothèse de cette dernière est que l'effondrement économique, la pression brutale et incessante des États impérialistes, la technicisation des machines avec le recours à des ingénieurs et la bureaucratie qui dirige les masses sont des transformations qui dépossèdent l'ouvrier.e de sa force de travail, de son outil de production, de sa conscience de classe et de la possibilité d'être autonome. Elle encourage l'abolition de

---

<sup>47</sup> Talpin, Julien. *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis. Raisons d'agir. Cours & Travaux*. 2016

<sup>48</sup> <https://www.citizensuk.org/london>

<sup>49</sup> <https://alliancecitoyenne.org/histoire/>

<sup>50</sup> <https://passansnous.org/>

<sup>51</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028636804&categorieLien=id>

<sup>52</sup> Bacqué, Marie-Hélène, Biewener, Carole, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 2013, 175 pages

<sup>53</sup> Kollontaï, Alexandra, *La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté. Textes présentés et choisis par Patricia Latour*. Le Temps des Cerises. 2017

la bureaucratie, de la dictature et de l'autocratie, elle condamne les écrits et les décrets qui complexifient le rapport au travail, légitiment le pouvoir en place, contrôlent et infantilisent l'ouvrier. Les Bavardes sont familières de ces écrits et s'en inspirent pour configurer leur rapport au pouvoir et aux institutions. Elles rejettent ainsi les formes traditionnelles d'organisation (libérale, autoritaire ou dominante, souvent androcentrée) et l'oppression qui en découle de fait. Mais dans le contexte actuel, les formats de collectif ou de communauté autogérée restent des formats compliqués à faire vivre et à faire durer.

### ***1.1.2 L'association : tutelle de l'État ou outil militant ?***

À la question « peut-on se passer de structure ? », nous avons précédemment vu qu'il était difficile de s'en passer, surtout sans en clarifier les contours et le fonctionnement. Le format de collectif, tel que défini et vécu par Les Bavardes, permet donc une certaine indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et une certaine éthique militante dans la manière de construire les relations interpersonnelles entre bénévoles. En juin 2017, lorsque les fondatrices élaborent les prémices du collectif en échangeant sur ce que toutes souhaitent, elles optent pour un fonctionnement horizontal, rejetant les formes traditionnelles d'organisations bureaucratiques et pyramidales, comme je l'ai dit précédemment. Les événements organisés d'octobre à décembre 2017 attirent plus de deux cents personnes. Face à cet engouement et le taux de participation, les fondatrices décident de devenir une association dite de loi 1901 et organisent une assemblée générale constitutive à huis clos, entre les 5 fondatrices, tout en gardant le nom public de « Collectif Les Bavardes », perçu comme indépendant, notamment via les réseaux sociaux ou dans la formulation des événements à communiquer. La structuration du collectif en association, dite de loi 1901, s'est posée assez rapidement du côté de certaines fondatrices habituées du fait associatif de par leurs expériences professionnelles et militantes, et par ailleurs convaincues que sans assises administratives, le collectif informel serait rapidement limité dans ses moyens et ses fins pour donner toute la place aux projets féministes et lesbiens souhaités et envisagés.

Pourtant le format associatif pose de nombreuses questions. Dans un contexte néolibéral, les associations se sont institutionnalisées et sont désormais contraintes à des logiques clientélistes<sup>54</sup>. Ainsi, comment défendre ce format, et leurs acteurs.ices bénévoles,

---

<sup>54</sup> Tafani, Pierre. « Du clientélisme politique », *Revue du MAUSS*, vol. n° 25, no. 1, 2005, pp. 259-286.

alors même que le bénévolat comme instrument de l'État sert à justifier l'utilité et la productivité d'un individu, jusqu'à conditionner l'obtention des minimas sociaux<sup>55</sup>. Dès lors, quelle légitimité à mobiliser le fait associatif, quelle marge de manœuvre garde-t-on, et quelle place a-t-on pour faire vivre un projet politique militant, lesbien et féministe ? Est-il possible de recourir à un cadre associatif tout en échappant aux logiques précitées et en garantissant une forme d'indépendance vis-à-vis des institutions ? Parallèlement, dans un contexte sociopolitique traversé par une forte atteinte aux libertés fondamentales *via* la multiplication de dispositifs d'État d'Urgence, où les possibilités de s'auto-organiser sont limitées par des mesures restrictives et coercitives<sup>56</sup>, où les logiques de marché et capitalistes ont depuis longtemps pénétré la sphère associative en la transformant en appendice de l'État<sup>57</sup>, pourquoi avoir choisi le format associatif ? Par ailleurs, les logiques d'institutionnalisation auraient de quoi rebuter bien des militantes de terrain, avec chaque année, le renouvellement des demandes de subventions, la multiplication de contraintes administratives obligatoires (assemblée générale, bilan financier...).

Les fondatrices sont au fait de ce contexte et des questions qu'il pose. Trois d'entre elles sont salariées dans des associations. Cela ne permet pas de justifier leur choix, mais c'est bien les trajectoires sociales et leur capital militant qui permettent de subvertir le rapport au fait associatif. Elles saisissent ce format comme un outil au service de leur projet politique. D'une certaine manière, effectivement, le recours au financement de droit commun positionne le collectif comme service délégué de l'État, le contraint à rendre des comptes, voire contorsionner son projet initial pour satisfaire aux exigences des politiques publiques et ainsi modifier ou influencer les actions programmées ou à programmer. Mais cela permet une forme de légitimité et de reconnaissance, nécessaire à l'obtention de financements et intéressante pour insuffler les questions féministes et lesbiennes telles que portées par le collectif. Cela permet également de résoudre la question des ressources et des moyens. Les fondatrices ont voulu régler des préoccupations purement matérielles (fournir un chèque de caution en cas de location de matériel de sonorisation, acheter du matériel) et des préoccupations économiques (rémunérer convenablement des intervenantes ou des artistes). Il

---

<sup>55</sup> [consulté en ligne le 01/09/20] <https://www.banquedesterritoires.fr/validation-definitive-pour-le-benevolat-obligatoire-des-beneficiaires-des-rsa>

<sup>56</sup> Talpin, Julien, *Bâillonner les quartiers. Comment l'État réprime les mobilisations populaires*, Editions les Etaques, 2020

<sup>57</sup> Bacqué, Marie-Hélène. « Action collective, institutionnalisation et contrepouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, vol. n° 123, no. 4, 2005, pp. 69-84.

s'agissait également de rendre accessibles les événements au plus grand nombre et donc les proposer gratuitement. Un des moyens pour un collectif de générer des bénéfices nécessaires à l'achat c'est de s'appuyer sur ses membres ou des réseaux de solidarité, ou mettre en place une billetterie ou un système de don. Ce système permet de garder une indépendance vis-à-vis de l'État et de l'argent public, mais selon les membres de l'association, ce système ne peut fonctionner qu'à la condition que les membres en question ou les participant.e.s aux événements aient des ressources. Or, dans le cas des Bavardes, la majeure partie des membres ou des participantes sont étudiantes ou jeunes salariées et donc relativement précaires. Le contexte socio-économique des femmes est souvent précaire. Le choix s'est donc porté davantage sur l'usage de l'argent de l'État plutôt que de nos sœurs précaires.

Ainsi, malgré les contraintes politiques et administratives qu'elle pose, le choix d'opter pour la forme associative est d'abord guidé par le fait de l'envisager davantage comme un outil au service du projet politique que comme un format en soi. Les fondatrices ont ainsi décidé de s'appuyer à la fois sur les ressources du réseau local militant amiénois (salles, matériel de sonorisation), tout en mobilisant des financements de droit commun, dans le but premier de ne pas être limitées dans leurs moyens matériels et économiques. C'est aussi une manière de brouiller les pistes, de favoriser l'auto-nomination, de se positionner comme contrepouvoir et tenter de rompre avec les catégories de classification traditionnelles du champ militant comme du champ institutionnel, tout en circulant dans les deux.

### ***1.1.3 Modalités d'intégration des membres du collectif, entre cooptation et exclusion : des règles implicites***

La multiplicité des structures (collectif et association) contraint à davantage discuter les stratégies visibles ou invisibles concernant les modalités d'intégration dans un collectif ou les conditions de maintien de l'engagement. Le texte d'Isabelle Lacroix semble tout à fait éclairant pour illustrer ce phénomène. Son propos sur les ressorts du maintien de l'engagement a pour terrain « la cause basque en France ». Même si nous sommes bien loin de cette cause, certaines de ses analyses éclairent les questions de modalités d'intégration de bénévoles et les règles implicites ou explicites de cooptation et/ou de mise à l'écart au sein d'un collectif militant. Dans beaucoup d'espaces militants, l'intégration de ces codes n'est pas toujours définie ou définitive, « c'est à l'occasion des réunions, souvent festives, que le nouvel entrant apprend à reconnaître les formes légitimes d'engagement, les répertoires



d'actions valorisés, les adversaires du groupe »<sup>58</sup>, ce que l'auteure appelle des « rituels d'adhésions », valables dans le collectif Les Bavardes. Chaque événement est précédé ou suivi de rassemblements festifs. Beaucoup de bénévoles en font état : s'il n'y avait pas cet aspect convivial, ce n'est pas certain qu'elles s'engageraient autant. Isabelle Lacroix adosse ces « rituels d'adhésions » à une certaine forme de « libido » militante et un attachement identitaire fort. Par ailleurs, les fondatrices, au-delà ou en plus de nouer des relations amicales et/ou plus intimes avec certaines bénévoles, sollicitent certaines bénévoles selon des intérêts stratégiques. En effet, « les solliciteurs eux-mêmes ne sollicitent pas au hasard, auront su repérer ces dispositions »<sup>59</sup>. Ces dispositions concernent des compétences socioprofessionnelles, un certain capital militant et des traits de caractère repérés et considérés comme appréciables pour un collectif ou une association. Maud Simonet, dans son ouvrage « Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ? » dresse les modalités d'entrée dans l'engagement, en dessine les contours, tout en retraçant une sociohistoire de l'engagement et du fait associatif.

Durant le séminaire, les temps d'échanges ont porté sur la structuration du collectif et les modalités d'intégration des membres. Après débat collectif, toutes conviennent que, en dehors des règles (im)posées par le fait associatif (présidente, trésorière, secrétaire), le « staff » est nécessaire. Il est perçu par les bénévoles comme la colonne vertébrale du collectif, lui permettant de faciliter la mise en place d'actions, de faciliter la communication et faire circuler les informations. Il est perçu comme rempart et comme filtre, un rempart qui permet de se protéger des violences extérieures et un filtre pour traiter et digérer le flot d'informations et de sollicitations. Le collectif rejette les formes traditionnelles d'organisations bureaucratiques et pyramidales, au bénéfice de l'autogestion et de la responsabilisation : le transfert des tâches qui incombent aux membres sont encouragées. Car comme l'a souligné Freeman, si « les normes selon lesquelles on prend les décisions ne sont connues que de peu de personnes, et la conscience du fait qu'il existe une relation de pouvoir se limite à celles qui connaissent ces normes [alors] celles qui ne connaissent pas, ou qui n'ont pas été sélectionnées par l'initiation, resteront dans la confusion ou souffriront de l'impression paranoïaque qu'il se passe des choses dont elles n'ont pas pleinement

---

<sup>58</sup> Lacroix, Isabelle. « C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, vol. 102, no. 2, 2013, pp. 35-61, p.30

<sup>59</sup> Simonet, Maud, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2010, 220 p. p.81p.30

conscience »<sup>60</sup>. Ainsi l'organisation s'attache davantage à accompagner, former, partager, transférer les savoir-faire militants plutôt que diriger, contrôler, garder le pouvoir et les informations. En effet, pour les bénévoles, la première dimension garantit la liberté, l'exploration, l'unité, l'égalité et la sororité tandis que la seconde reproduit les mécanismes du management néolibéral, de domination, du patriarcat et du capitalisme, qui sont souvent incarnés par des figures charismatiques, plutôt masculines ou androcentrées, qui captent le pouvoir plutôt qu'ils ne le partagent. Ensuite, il y a environ quinze bénévoles, qui sont associées aux prises de décisions concernant la conception de certaines actions et leur mise en œuvre et qui sont les « chevilles ouvrières » du collectif. Elles réalisent les interventions en milieu scolaire, tiennent les stands lors des événements organisés ou pour lesquels le collectif est sollicité, elles assurent la logistique des actions, collent les affiches, tractent dans la ville, accompagnent et écoutent une femme victime de violences sexistes et/ou sexuelles, proposent des projets ou des actions à mettre en place.

Toutefois, certaines décisions relèvent toujours de la responsabilité des mêmes personnes, qui occupent des places de pouvoir dans les différentes structures : le « staff » (collectif), le bureau (association) et les fondatrices (structure symbolique). La captation du pouvoir par une poignée de militantes démontre une dichotomie entre un discours qui se réclame d'un fonctionnement horizontal et des pratiques pyramidales, malgré le fait de considérer cette situation comme essentielle ou acceptable pour assurer le bon déroulement de la vie du collectif. Pour autant, nous pouvons nuancer cette analyse : en effet, à l'issue du débat sur le fonctionnement, toutes s'accordent à dire trois choses. La première, c'est que celles qui occupent une place de pouvoir effectuent aussi les mêmes tâches que les bénévoles et sont aussi les chevilles ouvrières du collectif. Dans une lecture matérialiste, il n'y a pas d'un côté les ouvriers et de l'autre les patrons, ici personne ne capte la force de travail pour en tirer un bénéfice. La seconde, c'est qu'elles ne veulent pas faire partie du staff / du bureau, à cause de la charge de travail et des responsabilités que cela implique. La troisième, c'est que tant qu'il y a un staff la structure peut vivre, mais si à un moment donné le collectif devait se déliter ou mourir (pour de multiples raisons qui sont communes à tous les collectifs : des désaccords profonds qui pourraient entraîner une division, l'épuisement, le manque de temps, la perte de sens) : ce n'est pas grave. Toutes conviennent que la question de la lutte contre les oppressions, peu importe le format, aura toujours plus d'importance et que l'expérience vécue

---

<sup>60</sup> Freeman, Jo. La Tyrannie de l'absence de structure, p.5

au travers des Bavardes est une expérience qui transforme. Ce qui compte donc ce sont les valeurs défendues et la lutte commune, au service desquelles sont mise en place les actions du collectif, mais aussi le format.

## **I.2 Un répertoire d'action « à la carte ? » : des modes opératoires spécifiques**

Le répertoire d'action est un concept élaboré par Charles Tilly. C'est un ensemble de pratiques et de méthodes qui sont proposées et mobilisées par un collectif ou un groupe pour s'identifier et être identifié, qu'il définit comme « une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré »<sup>61</sup>. Le terme de « performance » a été également proposé pour prolonger le caractère statique de répertoire d'action, parce que « les constantes innovations qui se produisent dans chaque interaction particulière entre des acteurs, et cherchant à tenir compte des processus de cette dernière »<sup>62</sup> il manque une suite à cette phrase. Enfin, pour étayer la notion de répertoire d'action, il en a distingué le « niveau des actions (...), des performances (...), ou celui des épisodes (...) »<sup>63</sup>. Le répertoire d'action est un moyen de porter des revendications ou faire entendre sa voix, souvent pour réclamer plus de justice sociale. Chaque action est construite depuis un contexte sociohistorique, codifié, situé et localisé dans les mouvements sociaux comme rempart au capitalisme et à la dénonciation des rapports sociaux de classe, de « race » et de sexe. Dans l'espace militant contemporain, les pratiques militantes et les modalités d'organisation ont évolué. Le mouvement des « Gilets Jaunes » et le hashtag « #metoo » témoignent tous deux d'un changement, d'un déplacement et d'une évolution dans les manières de militer, en dénonçant les formes d'organisations traditionnelles d'une part et en se saisissant des espaces médiatique et numérique d'autre part. Le répertoire d'action actuel s'apparente aux pratiques militantes renouvelées qu'on peut qualifier de pragmatiques, locales et concrètes ; remettant en question les modalités d'actions et d'organisations connues (politiques, syndicales, associatives) pour leur caractère technocratique, oligarchique et divisés par des intérêts divergents.

---

<sup>61</sup> Péchu, Cécile. « Répertoire d'action », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 454-462.

<sup>62</sup> Ibid, p.458

<sup>63</sup> Ibid.

À partir de l'expérience du collectif « Les Bavardes », je me demande quelles sont les actions collectives mobilisées et ce que ça dit sur le collectif. Je me demande quel est le mode opératoire adopté par le collectif et s'il répond à des logiques particulières ? Si ce mode opératoire a une influence sur le modèle des « Bavardes », sur l'espace local militant et sur le rapport aux institutions ? À partir de quelques actions spécifiques, je vais donc m'attacher à décrire le mode opératoire et ce qu'il révèle.

### ***1.2.1 Taguer les sols et faire des demandes de subventions***

À partir de mes observations et après avoir listé une centaine d'actions du collectif, je peux dire que le mode opératoire majoritaire du collectif / de l'association recoupe les caractéristiques principales suivantes : légales, revendiquées et médiatisées. Parmi ces actions, des actions mensuelles (des groupes de paroles « Blablachatte », émission de radio « Ovaires Bookées »), des festivals (GenRage, J'en(c)rêve) et des rassemblements dans l'espace public, déclarés. Par exemple, la « scène ouverte 100 % meufs » est une action trimestrielle du collectif, l'objectif est de donner un espace d'expression aux femmes et d'investir des bars fréquentés majoritairement par des hommes pour se les réapproprier. En moyenne, elles comptabilisent une trentaine de passages sur scène, 200 personnes dans le public et donnent à écouter essentiellement de la musique et des textes engagés sur le sexisme, l'écologie ou l'anticapitalisme. Pour Flora, *« c'est l'action qui nous permet d'être connues et permet de faire venir les personnes qui ne viennent pas aux autres temps [...] il y avait une longue file et les gens ne pouvaient pas rentrer, je me suis dit putain c'est quand même la classe à Dallas, j'ai compté les gens et on était quasiment deux cents, je me suis dit OK, on est dans un bar on est au Charleston, personne n'y croyait »*<sup>64</sup>. Ce que raconte Flora, c'est le fait que ce type d'événement est à la fois « tout public », mais aussi subversif. Tout public, parce que le bar est un lieu de socialisation mixte, l'événement en lui-même permet un public mixte. Subversif parce que seules les femmes peuvent monter sur scène et parce que systématiquement le collectif choisit un bar essentiellement investi par des hommes ou réputé pour être un endroit où les femmes ne se sentent pas toujours à l'aise. C'est un événement qui encourage des femmes artistes à monter sur scène et d'autres femmes à se sentir en sécurité dans un bar.

---

<sup>64</sup> Flora fait partie des fondatrices du collectif. Elle a 30 ans au moment de l'entretien. Elle est responsable d'activités dans la lutte contre les discriminations dans une association amiénoise. Elle milite alors énormément dans le collectif.

Par ailleurs, le collectif a aussi recours, pour un tiers de ses actions, à un mode opératoire qu'on peut qualifier d'illégal, de médiatisé ou non, et de revendiqué « par écran » ou non revendiqué. Chacun des aspects de ce mode opératoire est pensé à partir d'un objectif et d'un contexte précis. D'après les entretiens menés avec des militantes, toutes s'accordent à dire que chaque action est pensée et organisée en fonction de l'objectif et du but poursuivi. Le leitmotiv à toutes les actions est la visibilité et les droits des femmes, autant en rendant accessible l'espace scénique qu'en dénonçant les violences sexistes et sexuelles. Pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles, elles ont recours à différents formats, légaux et illégaux, dont le but est d'interpeller les pouvoirs publics locaux, de créer des espaces de libération de la parole des femmes et d'alerter l'opinion publique sur ces questions. Ainsi un même objectif donne lieu à différentes formes d'actions. Je vais m'attacher ici à présenter une action illégale, médiatisée et revendiquée « par écran ». Ce type d'action est communément appelé « action directe » ou « désobéissance civile », c'est-à-dire des actions qui entretiennent un flou sur leur légalité, qui sont visibles dans l'espace public et qui ont la vocation d'interpeller voire de choquer. Parmi ces actions, le collectif revendique le fait de taguer des symboles féministes ou des slogans sur les sols, les murs et les poteaux dans l'espace public, ou encore d'organiser des *die-in*<sup>65</sup>. Ces actions se veulent concrètes, visibles, locales, de proximité et pragmatiques. Elles sont faites de manière consciente et intentionnelle. Je vais m'appuyer plus spécifiquement sur une action organisée le 23 novembre 2019, en lien avec la journée du 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, pour discuter la manière dont une action est organisée, au regard de l'espace local militant amiénois et du rapport que « Les Bavardes » ont à l'état local.

Toute manifestation dans l'espace public doit faire l'objet d'une déclaration en mairie ou en préfecture pour être autorisée. Cette déclaration se fait au nom d'une association, fait mention de l'objet de la manifestation et de l'itinéraire prévu, et elle est signée par une personne morale qui engage sa responsabilité. En cas de non-déclaration, l'association se voit exposée à une sanction ; une amende ou une peine de prison. Le motif du refus peut être caractérisé par « trouble de l'ordre public ». Les membres du collectif sont au fait de la loi et de la peine encourue. En novembre 2019, les militantes décident d'appeler à un

---

<sup>65</sup> Broqua, Christophe. « Chapitre 7 Activisme, deuil et politique de la mémoire », , *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, sous la direction de Broqua Christophe. Presses de Sciences Po, 2005, pp. 243-271.

rassemblement et à une marche pour dénoncer les féminicides, les violences sexistes et sexuelles et les défaillances de l'État notamment le rouage police / justice, dans la prise en charge des victimes. Ne souhaitant pas organiser cette action seules et en leur nom, elles réunissent d'autres militantes féministes issues de collectifs ou associations féministes ou de syndicats ou encore des femmes engagées dans des collectifs sur d'autres thématiques. Ensemble, elles se mettent d'accord pour : organiser une marche funèbre du commissariat de police au tribunal d'Amiens, ne pas déclarer la manifestation, la revendiquer au nom d'un collectif informel « stop féminicides » (et pas au nom d'une association, d'un syndicat, d'un collectif) et de la faire en non-mixité de femmes.

Le choix de ne pas déclarer la manifestation se justifie par l'argument qu'il n'est pas question de demander l'autorisation à l'Etat d'autoriser une marche qui est censée dénoncer son inefficacité dans la prise en charge des victimes. Le choix de ne pas revendiquer se justifie par le fait de mener une action unitaire de femmes dont la cause doit être plus visible que celles qui la portent. En amont, quelques réunions sont organisées pour décider de l'itinéraire, rédiger un communiqué unitaire, préparer du matériel pour le jour J et se répéter le scénario de l'action.

Pour se rassembler le jour de l'action, une conversation via « *Messenger* »<sup>66</sup> est créée, rapidement une centaine de femmes y sont ajoutées. Il est difficile de dire qui sont exactement ces femmes, mais pour une moitié d'entre elles, elles circulent dans les milieux militants amiénois, via les réseaux des Gilets Jaunes ou d'autres collectifs comme le droit des sans-papiers, le droit au logement, les droits des femmes ; pour une autre moitié, elles ont entendu parler de l'action via une amie d'une amie, elles n'ont jamais fait de manifestation, mais c'est la cause qui leur a donné l'envie d'être présentes. Le jour J, une centaine de femmes se rassemblent dans un local syndical prêté par l'une des co-organisatrices, des pancartes en forme de pierre tombale sont peintes avec les prénoms et âges des femmes assassinées au cours de l'année. Il règne dans le petit local syndical une atmosphère glaçante, un calme assourdissant, mais une émotion palpable à chaque fois qu'un prénom est attribué. Je suis présente également à cette action comme co-organisatrice. Beaucoup d'entre nous se serrent les unes contre les autres, certaines d'entre nous pleurent. Notre rage et notre colère

---

<sup>66</sup> Application de conversation de groupe en ligne créée à partir du réseau social Facebook.

collectives galvanisent ce moment. Toutes ont conscience du femmage<sup>67</sup> qui s'apprête à être fait. Pour l'occasion la presse a été contactée, deux médias locaux répondent à l'appel, et deux photographes indépendants suivent l'action. Le communiqué est lu, le scénario de la marche est redonné et les consignes de sécurité sont énoncées. Toutes savent que c'est une action illégale – non déclarée – et connaissent les risques potentiels encourus. Deux risques majeurs sont présentés aux participantes : la manifestation n'étant pas déclarée nous risquons une arrestation ; par ailleurs le contexte amiénois est particulièrement répressif (les organisatrices ont déjà fait l'expérience d'altercations avec la police ou d'arrestations). Le deuxième risque se situe au niveau de la confrontation avec l'espace public. En effet, le trajet prévoit de traverser le centre-ville ; or c'est le premier jour du marché de Noël, et celui-ci est toujours bondé. À 17h, la centaine de femmes quitte le local, pour démarrer la marche funèbre. Toutes vêtues de noir, nous marchons du commissariat, au centre-ville, au tribunal. Une halte en plein centre est faite, pour laisser place à l'happening préparé deux jours plus tôt par un collectif de femmes issues d'un groupe de Théâtre de l'Opprimé.e, les Madeleines. Arrivées au tribunal, en cercle, nous déposons une à une nos pancartes en scandant les prénoms des 137 femmes assassinées au cours de l'année. Une dernière prise de parole est faite pour remercier toutes les femmes présentes et inviter à se retrouver au local pour débriefier de l'action. Une trentaine de femmes se retrouvent pour discuter de l'action et imaginer les suites possibles.

Cette action illustre de quelle manière le collectif navigue à la fois au milieu de l'espace militant local, de l'espace militant féministe contre les violences faites aux femmes, de la société civile amiénoise et de l'état local. En échangeant avec les membres, il ressort que le fait de ne pas revendiquer l'action comme une « action Bavardes » n'est pas tant lié à l'image ou à la réputation que le collectif pourrait avoir aux yeux de l'état local, mais tient à trois arguments.

Le premier de ces arguments est la raison principale à l'origine de la proposition d'organiser une marche, après que l'état local ait annoncé que cette année-là, en 2019, il n'y aurait pas de marche. En effet, traditionnellement depuis quelques années, la mairie, la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DDFE, un service déconcentré de l'État) et

---

<sup>67</sup> Abbou, Julie. « (Typo)graphies anarchistes. Où le genre révèle l'espace politique de la langue », *Mots. Les langages du politique*, vol. 113, no. 1, 2017, pp. 53-72.

les associations d'aides aux victimes co-organisent une marche le dimanche matin autour du 25 novembre. C'est en général un rassemblement avec des prises de parole institutionnelles, puis un cortège jusqu'à un local municipal du centre-ville, se finissant par un buffet. Je ne discuterais pas ici ce rituel d'institution qui questionne à bien des égards la manière dont l'état local rend visible son engagement dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Je mets plutôt en avant le fait qu'aucune marche ne soit organisée, du fait, je cite, du « risque de débordement »<sup>68</sup>. Je n'ai pas eu d'explications concrètes et vérifiables de cet argument, mais j'émetts l'hypothèse que ce choix tient compte du contexte national et ses déclinaisons locales. En effet, en novembre 2019, en plein état d'urgence, c'est le premier anniversaire de la mobilisation des Gilets Jaunes (très suivie à Amiens, peu de manifestants, mais un dispositif policier particulièrement répressif), l'annonce de la marche nationale du collectif « nous toutes » et son ampleur, et les prémices des grèves du 5 décembre autour de la réforme des retraites. Le fait de ne pas revendiquer tient donc au fait que, dans la mesure où l'état local se défait de ses engagements en matière de lutte contre les violences basées sur le genre, le collectif refuse de faire appel à lui en déclarant l'action en préfecture.

La seconde raison tient aux relations entretenues entre les militantes du collectif et l'espace local militant. En effet, ne pas revendiquer l'action permet de rassembler l'espace local militant amiénois et ne pas être assimilée à un collectif hégémonique sur la question féministe. Il n'y a par ailleurs jamais eu de crainte de perdre des subventions parce qu'il y a dénonciation des féminicides et des défaillances dans la prise en charge des violences. Les militantes expliquent que si elles devaient perdre des subventions à cause d'une action ce ne serait pas un problème, mais que le principal était de tisser des liens opportunistes (à des moments clés) avec l'espace local militant et de rassembler des femmes qui pourraient ensuite s'engager dans l'espace féministe amiénois ou trouver écho à leur engagement.

Le dernier argument tient à la manière de s'inscrire en continuité et en phase avec les enjeux nationaux souvent médiatisés et incarnés à travers les mobilisations parisiennes, comme épigone. Ce 23 novembre a été particulièrement marquant en rassemblant près de

---

<sup>68</sup> Échange de mail entre une membre de l'association et une fonctionnaire de l'État.



50 000 personnes<sup>69</sup> à l'appel de « nous toutes ». Le collectif se saisit ainsi de la portée nationale d'un mouvement pour le faire vivre et raisonner localement.

*Photographies issues de l'action du 23 novembre 2019 « stop féminicides »*



Crédits photo : @Jean-Marie Faucillon et @Marion Wandewoestyne

Dans l'ordre. Photo n°1 : pancartes pierre tombale. Photo n°2 : préparation des pancartes. Photo n°3 : début de la marche devant le commissariat de police d'Amiens. Photo n°4 : action Théâtre de l'Opprimée dans le centre-ville. Photo n°5 : Arrivée au kiosque devant le tribunal, lecture du communiqué. Photo n°6 : femmage aux 137 victimes de féminicides et création d'un cimetière à ciel ouvert devant le tribunal

Ce mode opératoire, que j'ai qualifié d'illégal, médiatisé et revendiqué « par écran » par l'intermédiaire d'un nom de collectif créé pour l'occasion – ici « stop féminicides » – permet au collectif de faire raisonner localement l'agenda politique national, de lui donner une teneur concrète et palpable ; il permet également de tisser des liens avec les réseaux amiénois et favorise la rencontre avec de potentielles futures militantes, bénévoles ou participantes aux actions du collectif ou d'autres actions unitaires sur la question des droits des femmes. Un événement marqué à la fois en résonance à un événement national, mais adapté au local. Il existerait donc un répertoire d'action local ?

---

<sup>69</sup> [consulté le 25/08/20] [https://www.francetvinfo.fr/societe/violences-faites-aux-femmes/nous-toutes/direct-noustoutes-des-milliers-de-personnes-attendues-a-paris-et-en-province-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles\\_3715891.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/violences-faites-aux-femmes/nous-toutes/direct-noustoutes-des-milliers-de-personnes-attendues-a-paris-et-en-province-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles_3715891.html)

### *1.2.2 Un répertoire d'action local*

Je vais développer un autre mode opératoire, légal, médiatisé et revendiqué par « écran » pour étayer la manière dont le répertoire d'action peut se modeler selon le contexte. C'est le cas d'une action menée dans le cadre des élections municipales de 2020. Approché par quelques partis politiques, le collectif a décidé de ne répondre à aucun directement et de créer son propre (faux) parti « Amiens Lesbien » et s'est lancé dans la création d'une fausse campagne pour les municipales « Femmes Citoyennes »<sup>70</sup>, avec de réelles revendications, envoyées à tous les partis candidats aux élections municipales et en menant une campagne de collage sur les panneaux électoraux. Je ne rentrerai pas autant dans les détails de l'action que précédemment, mais j'insiste ici sur l'idée que toute action est pensée et construite en réponse au contexte politique national et adapté au contexte local, à la fois en prenant en compte l'espace militant local, mais aussi la manière dont l'état local se déploie, et dont l'enjeu est de toujours se demander ce qui sert l'intérêt des femmes, dans l'expression de leurs droits. La fausse campagne témoigne à la fois de la capacité à jouer avec les codes conventionnels de l'engagement politique, le processus électoral, les enjeux interpersonnels dans les différentes coalitions de partis et la place accordée aux droits des femmes et des personnes LBTQ dans les programmes. Cette action étant portée par de femmes, majoritairement lesbiennes, elles n'ont pas inclus la question gay à l'acronyme LGBTQ.

Ainsi, créer une fausse campagne a permis de médiatiser localement des revendications spécifiques pour les femmes et les LBTQ tout en ne les reléguant pas à un élément de



programme de campagne, mais comme une lutte à part entière.

*Crédit photo Marion Blin, bannière de campagne avec l'ensemble des candidates*

<sup>70</sup> Lien vers l'article <https://premium.courrier-picard.fr/id74372/article/2020-03-10/une-fausse-campagne-avec-de-vraies-revendications-feministes-amiens>

Je peux dire que le collectif s'attache à développer des modes opératoires spécifiques, variés et multiples afin de circuler dans l'espace local militant amiénois, auprès des institutions et auprès de la société civile. Pour les bénévoles / militantes, c'est aussi une manière d'expérimenter et d'explorer, mais aussi de choisir un mode opératoire dans lequel elles se sentent bien. Le collectif veille à rester attractif, en croisant les envies et les appétences de chacune. Pour beaucoup de bénévoles, comme pour Emma « *il y a plein de manières de militer, ce que vous faites, les ateliers en milieu scolaire, accueillir les nouvelles bénévoles [...], c'est agir localement et autour de soi* »<sup>71</sup>. Je peux dire que les militantes mobilisent un répertoire d'actions protéiformes. En cela, on peut apparenter le collectif à un « laboratoire de recherche populaire »<sup>72</sup>, à la croisée de l'éducation populaire politique, du travail social et de la recherche en sociologie. Les compétences socioprofessionnelles de ses membres sont mises au service du collectif et des actions menées. Le répertoire d'action du collectif me semble intéressant par la diversité des modes opératoires et des outils mobilisés et leurs spécificités selon les contextes et les objectifs politiques poursuivis. Le répertoire d'action local reflète et traduit également le modèle hybride choisi par le collectif pour faire vivre son projet politique (pour le dire rapidement, des actions illégales pour le collectif et des actions légales pour l'association). Dès lors, on peut dire qu'il existe un répertoire d'action local qui se modèle en fonction de la prise en compte de l'actualité nationale, des spécificités des déclinaisons locales des politiques publiques et la capacité à en saisir les enjeux en tension, ainsi que la connaissance fine de l'espace local militant. Je peux aussi dire que le répertoire d'action local se caractérise par le plaisir, l'adrénaline qu'on en tire, depuis l'expérience d'action collective, et très souvent en non-mixité.

### **I.3 Proposer une pédagogie féministe**

Dans les parties précédentes, je développais la structuration du collectif et les modalités d'engagement des militantes. Faire partie d'un collectif, mener des actions, se revendiquer militante ou féministe sont des paramètres incontournables et participent des conditions nécessaires à l'engagement. D'une certaine manière, je peux dire que les fondations sont

---

<sup>71</sup> Emma est l'une des plus ancienne bénévoles du collectif et une des plus active. Elle a rejoint l'association au départ avec sa compagne. À leur séparation, Emma s'est investi davantage dans le collectif. Aujourd'hui, en 2020, elle fait partie du staff, c'est à dire de la coordination de l'association. Elle est formatrice en informatique. Elle à 28 ans. Elle a toujours vécu dans les environs d'Amiens.

<sup>72</sup> Trouvaille, La. « Un collectif féministe d'éducation populaire politique : "La Trouvaille. Expériences, savoirs et stratégies communes pour l'égalité" », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 37, no. 2, 2018, pp. 140-145.

posées, la maison est construite, et ses habitantes sont installées. Je vais maintenant m'intéresser davantage à ce qui orne la maison, ce qui tapisse les pièces et d'une certaine manière, ce qui permet de chauffer la maison : la formation politique des militantes. Ainsi, je me demande en quoi la formation politique des membres permet d'alimenter et de charpenter les discours militants du collectif Les Bavardes. De quelle manière le recours à certaines pédagogies critiques féministes contribue-t-il à situer idéologiquement et politiquement le collectif ? Comment cela le positionne-t-il dans l'espace local militant et auprès de l'état local ? Autrement dit, en quoi ce dispositif de formation permet au collectif de s'appropriier, de traiter ou de transformer le problème public tel qu'il est mis à l'agenda ?

La formation politique est pensée, par le collectif, comme un outil pour répondre aux enjeux nationaux sur la cause des droits des femmes et des personnes LGBT posés comme problèmes publics par l'État. Je me demande plus précisément ce qu'est une formation politique et quels outils et ressources elle mobilise ? Pour cela je vais m'intéresser à la pédagogie critique féministe, comprise comme l'ensemble des éléments qui contribuent à la transmission de savoirs féministes, à la co-production de connaissances et au recours à des méthodes dites participatives ou permettant l'égalité. Je m'intéresserai aux théories et aux pratiques concrètes mobilisées par le collectif et me demanderai quels sont les usages de la formation politique.

Le recours à des formats participatifs ou la question de former les opprimé.e.s ont longtemps été utilisés dans les cercles des associations dites d'éducation populaire et des collectifs militants pour fédérer, favoriser la cohésion et encourager l'action. C'est aussi l'apanage de la tradition syndicale, défendu entre autres par Fernand Pelloutier, l'un des pères du syndicalisme, qui fonde les Bourses du Travail et en défend la portée éducative. En 1898, il dira d'ailleurs « ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups ». La formation politique recouvre à la fois des courants idéologiques sur lesquels s'appuyer pour structurellement comprendre les phénomènes d'oppression. La formation politique s'incarne aussi à travers le recours à des méthodes participatives comme éléments constitutifs de la pédagogie féministe. Ainsi, pour consolider et prolonger les bases posées par l'expérience de la non-mixité et de la sororité, ainsi que les effets de la transmission de la mémoire militante féministe et lesbienne, située à partir de courants, de théories, de pratiques, je développerai dans cette sous-partie le fonctionnement singulier du collectif au prisme de la formation politique qu'il propose à ces militantes. Autrement dit, je me demande de quelle

manière circulent et sont appropriés les courants féministes et lesbiens. Je me demande en quoi les méthodes pédagogiques et les postures éducatives et militantes façonnent une formation politique particulière.

### *1.3.1 Le cas des universités populaires féministes*

Au regard de la question centrale de ce travail de mémoire, sur les voix possibles pour répondre aux enjeux posés par l'État sur la cause des femmes et la cause des personnes LGBT comme problèmes publics ; et plus spécifiquement concernant la formation politique des membres du collectif, je me questionne sur comment sont armées intellectuellement et idéologiquement les militantes pour répondre et agir sur ces enjeux. Je me demande également comment sont compris et appropriés les savoirs féministes, et de quelles manières sont transmises ces connaissances.

Le collectif Les Bavardes a conçu le dispositif des « Universités Populaires Féministes » (UPF), le pensant comme un événement ouvert aux bénévoles de l'association, mais également ouvert au public en non-mixité de femmes. La création de cet événement arrive à un moment où les militantes du collectif repèrent plusieurs facteurs qui facilitent la mise en place de ce dispositif. Jusqu'alors, les espaces de discussions autour des questions de sexisme et de lesbophobie sont circonscrits à l'espace du groupe de parole mensuel « les blablachattes », cet événement permettant à chaque participante d'échanger et de croiser ses expériences de vie sur un thème. Les participantes fidèles à ce groupe de parole ressentent un certain essoufflement du dispositif et demandent à passer plus de temps à approfondir les sujets abordés en surface. Par ailleurs, le collectif est régulièrement sollicité pour prendre position et exprimer son point de vue politique dans les médias locaux sur les questions attenantes à la cause des femmes et des personnes LGBT. Le dispositif UPF est donc pensé pour permettre aux membres de s'emparer des enjeux et construire un discours politique et médiatique commun. Enfin, cet événement est aussi pensé pour enrichir les connaissances des membres, sollicitées pour intervenir en milieu scolaire. Le principe est donc de proposer à des femmes de s'emparer de concepts sociologiques et historiques sur les différents courants du féminisme. Par ailleurs, les militantes qui ont mis en place cet événement, dont je fais partie, estiment nécessaire de faire circuler les théories en dehors de la sphère académique. La

création de cet événement se fait aussi au moment de mon entrée en master 1, les cours dispensés et les textes proposés permettent de guider la programmation des UPF. Concrètement, Les Bavardes programment un cycle de 7 dimanches après-midi consacrés à 7 courants des féminismes. En moyenne une vingtaine de participantes ont vécu ces événements, la moitié sont des bénévoles et l'autre moitié ne le sont pas. Une moitié a participé à toutes les UPF et l'autre moitié selon le thème (par appétence ou disponibilité). Pour situer rapidement le concept d'université populaire, c'est un concept qui a vu le jour en France autour du 18e siècle, avant d'essaimer et d'être popularisé au début du 20e siècle dans des espaces militants, politiques et syndicaux qui se réclamaient de l'éducation populaire, dans lequel le savoir légitime est partagé et approprié par tous, toutes classes sociales confondues. En 1935, la philosophe Simone Weil publie « Pour la création d'une université ouvrière », dans un contexte où le parti du Front Populaire est en pleine expansion. En 2002, c'est Michel Onfray qui repopularise<sup>73</sup> le concept. Depuis, plus d'une cinquantaine d'UP ont vu le jour, avec la vocation de rendre accessible le savoir académique.

Pour rompre avec les logiques académiques et leurs pédagogies didactique et magistrale, le collectif emprunte la voix d'un modèle plus coopératif, en s'appuyant notamment sur une technique appelée arpentage<sup>74</sup>, une technique qui vise à lire collectivement des textes pour ensuite en discuter. L'encart qui suit présente la fiche d'animation telle que construite par la coopérative d'éducation populaire La Trouvaille et librement adaptée par le collectif Les Bavardes. Cette méthode permet ainsi de se reconnecter à la lecture, d'aborder collectivement des concepts et théories concernant les courants féministes, mais aussi de les confronter à sa vie personnelle ou militante. Cela permet donc le deuxième élément, qui est de faciliter la circulation des théories en dehors de la sphère académique, tout en produisant une forme de savoir d'usage. Toutefois ce type de formation reste circonscrit à l'espace militant et a du mal à circuler en dehors de cette sphère. Il est difficile de croiser la sphère militante et la sphère académique, mais il est bien plus difficile de faire pénétrer la sphère militante dans la sphère professionnelle ou institutionnelle. Une discussion avec une des bénévoles éclaire cette hypothèse : elle rapporte qu'une structure sociale a fait appel au collectif pour former ses travailleurs.ses sociaux à la question des violences sexistes et sexuelles. Bien que les salarié.e.s ayant sollicité Les Bavardes pour cette

---

<sup>73</sup> Marcelli, Sylvain. « Le fabuleux destin des universités populaires », Martine Fournier éd., *Éduquer et Former. Connaissances et débats en Éducation et Formation*. Éditions Sciences Humaines, 2016, pp. 362-365.

<sup>74</sup> La fiche méthode : <http://la-trouvaille.org/arpentage/>, adapté par les Bavardes, en annexe

formation soient convaincues du fond et de la forme proposée, celle-ci a été refusée au motif de la radicalité des propos. Cette formation a surtout permis aux bénévoles de structurer et de roder leurs discours politiques face aux discours de l'État qui verse plutôt dans des courants universalistes, différentialistes, égalitaristes ou humanistes.

#### *Programme des Universités Populaires Féministes de l'association*

10.03	Féminisme matérialiste. Les rapports sociaux de sexe	Local de la BSP 2 rue Ledieu 15h - 19h
21.04	Autre féminisme. Socio histoire du féminisme intersectionnel	
12.05	Féminisme lesbien radical. Genre et hétéronormativité	Info et inscription: lesbawardscamiens@gmail.com
23.08	Féminisme universaliste, essentialiste, orientaliste	C'est quoi ça sans pempou... d'istalle ?
22.09	Mouvement Queer et transféminisme	C'est un moment pour lire des textes féministes, apprendre des concepts, les partager et les faire passer dans notre vie.
27.10	Horaires atiles du féminisme ou masculinité toxique ?	Et pourquoi je passerai mon dimanche après-midi avec ?
24.11	Prostitution. Travail du sexe. Echange économique=sexe	Pourquoi on prend jamais vraiment le temps de lire des trucs long et chiant... faisons le ensemble en buvant un coup.
Janvier	Après reatitution	

Logo: UNIVERSITÉ POPULAIRE FÉMINISTE

Collectif lesbien, bi, transqueer et hétéro

### ***1.3.2 Conjuguer la théorie et la pratique***

Dans les mouvements sociaux féministes, se pose la question des modes de transmission des idées et pratiques d'un mouvement, d'un groupe, d'un collectif ou d'une association. En effet « le féminisme s'est historiquement construit à la fois comme un mouvement social et comme une pensée : la pratique produisant de la théorie, et la théorie éclairant la pratique »<sup>75</sup>. Dans cette perspective, « on ne peut séparer la pensée de l'action. Depuis que le concept a été forgé en France, la doctrine s'est accompagnée d'actions multiples pour élargir les droits et le rôle des femmes dans la société. C'est pourquoi la définition de féminisme devrait aussi inclure les pratiques et non seulement la doctrine »<sup>76</sup>. En cela, ce qu'on peut appeler « pédagogie féministe » propose d'allier la praxis et la théorie pour participer au processus de formation politique des militantes. La pédagogie féministe recouvre différentes définitions qui se sont forgées dans des contextes sociaux et politiques propres et qui se déclinent selon différents courants et concepts. C'est dans des contextes

<sup>75</sup> Dorion, Léa, op. cit., p.59

<sup>76</sup> Michel, Andrée. « Introduction », Andrée Michel éd., *Le féminisme*. Presses Universitaires de France, 2007, pp. 5-10, p.5

sociohistoriques précis que sont produites les théories critiques en éducation et la doctrine du féminisme. Les pionnières marquantes de ces théories sont incarnées notamment par Mary Wollstonecraft (1759-1797), Madeleine Pelletier ou encore Emma Goldman et plus récemment au Brésil Paulo Freire ou aux États-Unis les afro-américaines Bell Hooks ou Patricia Hill Collins.

La pédagogie féministe se démarque des autres pédagogies ou théories de l'apprentissage en cela qu'elle se veut être à la fois une éducation libératrice, qui prend en compte et met au jour les rapports sociaux de domination, s'adapte à son public en prenant en compte les effets de la socialisation sexuée. « Ainsi, la “pédagogie féministe” est la science de l'éducation qui examine à la fois l'enseignement, l'apprentissage, le savoir et l'environnement éducatif »<sup>77</sup>. L'horizon politique de la pédagogie féministe vise la conscientisation, l'émancipation et le changement et la transformation sociale pour chercher à former des militantes prêtes à la lutte. Le recours à des pédagogies dites émancipatrices est à comprendre comme critique du système capitaliste, raciste, mais aussi comme rempart et critique de l'institutionnalisation des savoirs et des pratiques au sein de l'université et de la difficile circulation entre les sphères militantes et universitaires (la seconde tirant bénéfice de la première, mais rarement l'inverse). Autrement dit, la pédagogie féministe se centre à la fois sur la qualité des relations interindividuelles et plus structurellement, porte un projet de société. Les pédagogies dont il est question ici, s'inscrivent dans le sillon de la pédagogie des opprimé.e.s<sup>78</sup>, de la pédagogie engagée<sup>79</sup> et du *Black Feminism*<sup>80</sup> et plus particulièrement la théorie du point de vue situé<sup>81</sup>.

La pédagogie engagée est conçue par Bell hooks, militante féministe afro-américaine, « son projet de pédagogie engagée se distingue des pédagogies féministes traditionnelles en ce que l'enseignante doit être elle-même une actrice à part entière de la pratique de la

---

<sup>77</sup> Solar, Claudie. “Dentelle De Pédagogies Féministes.” *Canadian Journal of Education / Revue Canadienne De L'éducation*, vol. 17, no. 3, 1992, pp. 264–285. JSTOR, [www.jstor.org/stable/1495296](http://www.jstor.org/stable/1495296). Accessed 20 Apr. 2020. P.267

<sup>78</sup> Paulo Freire, pédagogue brésilien, connu pour le développement de dynamique d'apprentissage qui développe l'autonomie et l'émancipation

<sup>79</sup> bell hooks, « La pédagogie engagée », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 14 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/traces/5852>

<sup>80</sup> Black feminim, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000, sous la direction d'Elsa Dorlin, l'Harmattan, 2008, 266p.

<sup>81</sup> Hill Collins, Patricia, « La construction sociale de la pensée féministe Noire », Black feminim, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000, sous la direction d'Elsa Dorlin, l'Harmattan, 2008, 266p.



liberté »<sup>82</sup>. Ici, la relation est différente puisqu'il ne s'agit pas de la relation enseignante-apprenante, mais plutôt formatrice-militante. Conçue comme un projet politique, la pédagogie engagée prévoit un processus de *consciousness-raising* (conscientisation) et d'émancipation ou de *self-actualization*<sup>83</sup> (réalisation de soi) et un « processus de subjectivation à l'œuvre dans l'éducation populaire »<sup>84</sup>. Autrement dit, il s'agit à la fois de comprendre les rapports de domination, de les repérer, et de se situer dedans. Bell Hooks insiste sur la nécessité de lutter contre l'effacement, de participer au travail de mémoire par la production d'un récit collectif.

Une autre auteure a travaillé sur la question des pédagogies féministes, dans « Dentelle De Pédagogies Féministes », paru en 1992, Claudie Solar détaille concrètement les méthodes et les éléments constitutifs de la pratique de la pédagogie féministe. En m'appuyant sur son travail, je vais tenter de dégager les éléments pédagogiques du collectif et expliquer en quoi ceux-ci permettent de contribuer à la formation politique des militantes. Je m'intéresse aux théories sur la pédagogie féministe, parce qu'elles me permettent de combiner ma position de chercheuse, ma place de militante féministe et mon expérience de formatrice. Les pédagogies mobilisées par le collectif tendent à corréler les théories de la pédagogie féministe et les éléments concrets qui ont permis d'aboutir à ces analyses. Les militantes féministes des Bavardes et plus spécifiquement celles qui sont formatrices de métier, ont mis leurs compétences au service du collectif afin de façonner cette formation politique, en ayant pour horizon de rappeler « aux féministes qui en forment d'autres la complexité de la déconstruction et de la non-reproduction des rapports de pouvoir »<sup>85</sup> et dans cette démarche le projet féministe est bien de réaffirmer « la volonté d'abolir les hiérarchies traditionnelles et de promouvoir des environnements éducatifs démocratiques et participatifs, [...] la communication non verbale ou paraverbale [...], le langage »<sup>86</sup>. Dans le tableau qui suit, j'ai donc regroupé les éléments de synthèse<sup>87</sup> de l'auteure (première colonne) qui contribuent à s'opposer au rapport de pouvoir, et je les ai rapprochés des éléments concrets proposés par Les Bavardes (deuxième colonne). Ce qui permet de concevoir la formation n'ont plus

---

<sup>82</sup> bell hooks, « La pédagogie engagée », Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 18 novembre 2015, consulté le 02 janvier 2017, p179

<sup>83</sup> Ibid.

<sup>84</sup> Ibid., p.180

<sup>85</sup> Pagé, G., Solar, C. & Lampron, E.-M. (2018). Les pédagogies féministes et les pédagogies des féminismes : une mise en perspective. *Recherches féministes*, 31 (1), 1–21. <https://doi.org/10.7202/1050651ar>, p.1

<sup>86</sup> Ibid, p.9

<sup>87</sup> Solar, Claudie. « Dentelle De Pédagogies Féministes. » *Canadian Journal of Education / Revue Canadienne De L'éducation*, vol. 17, no. 3, 1992, pp. 264–285. *JSTOR*, [www.jstor.org/stable/1495296](http://www.jstor.org/stable/1495296). Accessed 20 Apr. 2020, p.277

comme circonscrite à un temps donné ou un moment dédié, mais comme un espace-temps continu où tout est formation.

<b>Éléments de synthèse sélectionnés tels que présentés par Claudie Solar</b>	<b>L'outil ou l'événement</b>
1. Le partage du pouvoir dans un but de contrer la domination et les structures hiérarchiques. Ce partage peut se faire en utilisant des techniques d'animation, en établissant des groupes de tâches, en parlant de soi et de son expérience personnelle	Les formations aux techniques d'animation qui favorisent les interactions de groupes L'accompagnement et la formation des militantes vers la construction d'un module au travers de techniques d'animation et au regard de leurs compétences mobilisables Le recours systématique aux techniques d'animation
2. L'élaboration d'un climat propice à l'apprentissage des femmes : la compétition est réduite et des modes de coopération sont instaurés comme le travail en équipe par exemple	Le climat c'est à la fois les méthodes proposées (interactives, coopératives), mais c'est aussi prêter une attention à l'environnement des conditions d'apprentissage (chaise en cercle par exemple)
3. La volonté de rompre le silence et de donner la parole à toutes les femmes. Certaines des stratégies utilisées à cette fin relèvent de l'animation de groupe et de diverses stratégies d'écriture	Ce point se recoupe dans les actions incontournables du collectif, organisées mensuellement comme les groupes de parole « Blablachattes », les émissions de radio « Ovaires Bookées » (toutes sont invitées à proposer une chronique, à animer l'émission ou à s'occuper de la technique)
4. La revalorisation de l'intuition et des émotions en contrepartie de la rationalité et de l'objectivité	Petite Histoire – Grande Histoire
5. L'utilisation de l'expérience comme source de savoir	
6. La dénonciation de l'omission des femmes et la construction d'une mémoire collective	
7. La transmission des outils intellectuels propres aux critiques féministes	Les universités populaires féministes (UPF)
8. La démystification du savoir dans sa construction épistémologique, dans sa valeur politique et dans le rapport de la personne à ce savoir	
9. Une langue parlée et écrite respectueuse de la réalité de toutes les femmes et de leur diversité	
10. La volonté de transmettre des savoirs féministes qui sont en lien avec le vécu des femmes	

Je n'ai pas repris exactement l'ordre des points tels que présenté par l'auteure, j'ai organisé selon ce qui s'applique de manière générale ou particulière à toutes les actions conçues par le collectif, les actions étant elles-mêmes pensées comme des espaces de formation politique. Du point 1 à 3, je peux dire que ce sont des principes ou des leitmotivs qui sont conjugués systématiquement à toutes les actions, événements ou formations proposés par le collectif. En échangeant à la fois avec les fondatrices et les militantes, et avec l'observation participante du séminaire, les 3 premiers points du tableau constituent la base de la pédagogie féministe telle que pratiquée par le collectif. Elles s'inscrivent donc en continuité et en cohérence avec les pédagogies féministes telles que présentées par Claudie Solar. Pour le point 1, les outils et méthodes d'animation sont en tout premier lieu mobilisés pour enrailer les mécanismes de domination et les rapports de pouvoir à l'œuvre dans un groupe. Par exemple la pédagogie dite magistrale ou descendante n'est quasiment jamais utilisée, sinon à de courts moments ou des moments spécifiques comme énoncer les consignes de la technique d'animation ou constituer les groupes de travail. Les points 4, 5 et 6 recouvrent plutôt un outil d'animation en particulier « Petite Histoire – Grande Histoire », évoqué un peu plus haut. Les points 7 à 10 recouvrent un événement en particulier, dont j'ai déjà parlé.

Pour terminer cette partie, j'ai extrait un module particulier issu du séminaire de septembre 2019. Le module « Faire discuter un groupe » est pensé pour que les bénévoles puissent à leur tour animer un groupe. Il est ici question de la transmission d'une partie des éléments qui constituent la pédagogie féministe. Les objectifs annoncés de cette formation étaient de :

- Conduire les participantes à s'interroger sur les méthodes participatives, leurs intérêts, leurs usages et leurs concepts.
- Favoriser un espace d'apprentissage mutuel.
- Doter les participantes des éléments de base nécessaires à l'interaction de groupe tel que proposé par les fondatrices.
- Explorer sa capacité et son envie de faire discuter un groupe.

Déroulé d'une formation proposée par le collectif	Les éléments propres aux Bavardes	Les éléments énoncés par Claudie Solar
<b>Méthode 1</b> <b>Météo mentale</b> Utiliser la métaphore de la météo pour se dire comment ça va, comment on se sent, soit en lien avec la veille soit comment on aborde la journée.	Donner la possibilité à chacune de s'exprimer librement sur ses émotions ou son analyse de la journée passée. Donner la possibilité de dire comment on s'apprête à vivre la journée ou le module qui va suivre	3. La volonté de rompre le silence et de donner la parole à toutes les femmes. Certaines des stratégies utilisées à cette fin relèvent de l'animation de groupe et de diverses stratégies d'écriture 4. La revalorisation de l'intuition et des émotions en contrepartie de la rationalité et de l'objectivité
<b>Méthode 2</b> <b>Energizer</b> « le samouraï », « la chaise du monstre »	Créer un climat propice aux interactions, au rire, au regard, à l'écoute active Ces deux « jeux brise-glace » sont particulièrement appréciés des publics scolaires, c'est donc aussi une manière de leur montrer des outils qui pourront être réinvestis lors de prochains temps d'animations. Le premier pose la question du rapport à la violence et le second propose de réfléchir aux mécanismes de l'exclusion et de la stigmatisation	3. La volonté de rompre le silence et de donner la parole à toutes les femmes. Certaines des stratégies utilisées à cette fin relèvent de l'animation de groupe et de diverses stratégies d'écriture
<b>Méthode 3</b> <b>Petit outil</b> : abécédaire / pyramide Abécédaire : constituer deux équipes, et proposer une course relais pour compléter un abécédaire accroché à un mur autour du concept « faire discuter un groupe », une musique rythme cette animation. Les participantes ont le temps de la chanson pour compléter l'abécédaire Pyramide : avec la même équipe, sélectionner les 6 mots qui incarnent le mieux « faire discuter un groupe », puis discussion (à noter pour la restitution, il n'est pas précisé comment ces 6 mots doivent être restitués ... le 1 <sup>er</sup> groupe a choisi d'en faire une saynète de théâtre et le second a choisi de réellement faire une pyramide)	Produire du savoir collectif à partir de l'expérience de chacune Utiliser des méthodes de production de connaissances qui font appel au corps et à l'esprit Proposer un aspect de la compétition qui peut être ludique Laisser libre cours à l'imagination, à la créativité et au plaisir	1. Le partage du pouvoir dans un but de contrer la domination et les structures hiérarchiques. Ce partage peut se faire en utilisant des techniques d'animation, en établissant des groupes de tâches, en parlant de soi et de son expérience personnelle 2. L'élaboration d'un climat propice à l'apprentissage des femmes : la compétition est réduite et des modes de coopération sont instaurés comme le travail en équipe par exemple 3. La volonté de rompre le silence et de donner la parole à toutes les femmes. Certaines des stratégies utilisées à cette fin relèvent de l'animation de groupe et de diverses stratégies d'écriture 5. L'utilisation de l'expérience comme source de savoir 9. Une langue parlée et écrite respectueuse de la réalité de toutes les femmes et de leur diversité

<p><b>Méthode 4</b>  <b>Gros outil :</b> Groupe d'Interview Mutuel<sup>88</sup> (GIM)  Par 3, se raconter une anecdote dans laquelle on a animé un temps ou on l'a vécu. Après échanges, se dire quels sont les éléments favorables à la constitution et à la dynamique de groupe</p>	<p>Accorder un temps long aux échanges d'expériences  Aller puiser dans les connaissances et les compétences des participantes pour qu'elles puissent co-construire un savoir bénéfique à toutes  Favoriser les conditions de l'écoute et de la relance  Apprendre à synthétiser son propos et le rendre palpable aux autres  Apprendre à mieux se connaître les unes les autres</p>	<p>1. Le partage du pouvoir dans un but de contrer la domination et les structures hiérarchiques. Ce partage peut se faire en utilisant des techniques d'animation, en établissant des groupes de tâches, en parlant de soi et de son expérience personnelle  2. L'élaboration d'un climat propice à l'apprentissage des femmes : la compétition est réduite et des modes de coopération sont instaurés comme le travail en équipe par exemple  3. La volonté de rompre le silence et de donner la parole à toutes les femmes. Certaines des stratégies utilisées à cette fin relèvent de l'animation de groupe et de diverses stratégies d'écriture  5. L'utilisation de l'expérience comme source de savoir  9. Une langue parlée et écrite respectueuse de la réalité de toutes les femmes et de leur diversité</p>
<p><b>Méthode 5</b>  <b>Bilan :</b> La cible  La formatrice laisse à disposition du groupe une cible, dessinée sur une feuille de <i>paperboard</i>, avec 4 parties à évaluer : contenu, organisation, méthodes, relation. La formatrice sort de la pièce et laisse le groupe statuer sur un bilan collectif de la formation. Elles ont ensuite la possibilité de commenter les éléments compris, appréciés et les éléments qui auraient mérité d'être approfondis ou autre.</p>	<p>Proposer des espaces d'autocritique  Être capable de capitaliser les savoirs acquis  Se mettre d'accord avec un exercice démocratique</p>	<p>1. Le partage du pouvoir dans un but de contrer la domination et les structures hiérarchiques.  3. La volonté de rompre le silence et de donner la parole à toutes les femmes. Certaines des stratégies utilisées à cette fin relèvent de l'animation de groupe et de diverses stratégies d'écriture</p>

<sup>88</sup> <http://www.cooperative-labraise.fr/wp-content/uploads/2018/07/GIM.pdf> (consulté le 03/08/20)

La pédagogie féministe est un élément constitutif des groupes féministes et participe de leur formation politique et militante, qui a pour intérêt de favoriser la conscientisation et l'émancipation des militantes en leur permettant d'acquérir des compétences, comme s'exprimer face à un groupe ou nommer les oppressions. Pour autant, la formation politique est relativement chronophage et souvent reléguée au second plan au profit des actions de terrain, considérées comme plus urgentes, pragmatiques ou utiles, ce qui pose question sur la hiérarchisation et la priorisation de ce que recouvre le mot action, la formation politique étant une action en soi ? Par ailleurs, circonscrite à une expérience militante localisée, rompue par le quotidien et résistante aux habitudes d'apprentissage, les bénéfices de ce type de formation ont du mal à circuler en dehors de la sphère militante du collectif. De même que la reconnaissance académique ou institutionnelle de ce type de formation est plutôt limitée, sinon dans les cercles militants ou dits « d'éducation populaire ». Cependant, elle permet de créer les conditions d'unification de femmes au service d'un projet politique plus vaste.

## **Conclusion**

En conclusion, cette partie m'a semblé intéressante à rédiger parce qu'en décortiquant les structures d'organisation et de fonctionnement, les modalités d'intégration des membres, le répertoire d'action local et la formation politique des membres ; on prend la mesure de la co-extensivité de ces quatre éléments. Je dirais que le recours à différents modèles d'organisation, la circulation entre les différentes structures et l'alternance des modes opératoires laissent place à plus de créativité et de liberté. On peut appréhender cette hybridité à la fois comme rempart à l'institutionnalisation d'actions qui sont davantage l'apanage des associations régies par des financements et soumises à la programmation récurrente des mêmes activités, et qui entretiennent ainsi une forme de clientélisme, et à la fois comme pare-feu au caractère plus éphémère et fragile du format du collectif. Cela permet aussi d'expliquer en partie comment les militantes s'engagent. Mais il semble intéressant de comprendre aussi les parcours d'engagement, qu'est-ce qui fait qu'elles militent ?

## II. Parcours d'engagement

### Introduction

En introduction et première partie, je développais la structuration du collectif Les Bavardes, au regard du contexte militant local, des dispositions militantes à l'engagement des fondatrices et des voix possibles pour répondre aux enjeux nationaux et leurs déclinaisons locales. Une structuration prise par une tradition militante et par les voix de l'institutionnalisation par le fait associatif. À partir de ces éléments, je me demande maintenant ce qui fonde l'engagement et qui sont ces militantes qui s'engagent. Qu'est-ce qui fait qu'un groupe de femmes s'engage collectivement ? Qu'est-ce qui les pousse à créer leur propre collectif et s'emparer des questions lesbiennes et féministes ? Je me demande également à quoi elles s'engagent lorsqu'elles militent ? Comment un espace local et ses caractéristiques démographiques permettent de s'approprier une cause nationale ? Les lesbiennes sont-elles des militantes comme les autres ? Suffit-il de se dire lesbienne pour être féministe ? Quelle place pour les hétérosexuelles dans le militantisme du collectif ? Comment le militantisme peut-il pénétrer toutes les sphères de la vie et être priorisé aux dépens de celles-ci ?

Beaucoup de « Bavardes » racontent être devenues bénévoles un peu par hasard. Du côté des fondatrices ou des bénévoles aguerries, j'ai pu entendre que toutes sont devenues bénévoles à la suite de leur participation à un événement et en passant ensuite un moment convivial et informel post-événement, en allant boire des verres par exemple. Dans les trois quarts des cas, quelqu'une connaît quelqu'une qui connaît quelqu'une, c'est une dynamique qui fonctionne par réseau et par cooptation implicite. C'est le cas de Rosa, « *je connaissais Virginia, je me suis abonnée sur les réseaux sociaux et je suis allée à l'IDAHOT toute seule, je connaissais personne à part Virginia, c'était un peu dur, tout le monde avait l'air de se connaître. [...] Je suis venue parce que je me sentais un peu seule, j'avais mes amis et tout, mais au bout d'un moment je me suis enfermée. J'avais envie de lutter. J'ai rencontré les filles, je me suis dit ça existe, il y a des luttes encore en marche et des endroits où on en parle et ça fait du bien* »<sup>89</sup>. Dans son témoignage, Rosa nous donne des indications pour

---

<sup>89</sup> Rosa est une des anciennes bénévoles de l'association et parmi les plus actives. Aujourd'hui, en 2020, elle fait partie du staff qui coordonne l'association. Elle est âgée de 30 ans, a toujours vécu dans les environs d'Amiens. Elle a travaillé dans la restauration avant de rejoindre récemment un travail dans le social.



comprendre les motivations à l'engagement, comme l'envie de se socialiser à un espace lesbien, comme espace de socialisation ; comme l'envie de militer et de se sentir utile ; ou encore avoir passé un bon moment et avoir envie de recommencer.

Dans cette partie, je vais développer les parcours d'engagement qui ont conduit des militantes à s'engager dans ces causes. Pour ce faire, je détaillerai trois conditions à l'engagement qui tiennent à la fois aux trajectoires sociobiographiques des militantes, mais également au phénomène d'effet de génération et je terminerai par la question du militantisme propre au lesbianisme et au féminisme. Dans une deuxième sous-partie, je poursuivrai sur les effets du parcours d'engagement, autrement dit, les coûts, les effets et les bénéfices de l'engagement. Je développerai les effets croisés de l'engagement et de la vie quotidienne, pour finir par resserrer sur les effets croisés de l'engagement et de son impact sur la sphère affectivo-sexuelle.

## II.1 Les dispositions à l'engagement

S'engager dans un mouvement social sexué<sup>90</sup> traduit une longue et complexe sociohistoire des engagements féministes, qui découlent eux-mêmes des trajectoires sociobiographiques, ainsi « *dans cette démarche, le féminisme est vécu [...] comme un "collectif total", un mouvement capable de contrer le fonctionnement et les effets d'un système à la fois capitaliste, patriarcal, homophobe et raciste* »<sup>91</sup>. Les intérêts à s'engager sont eux aussi multiples et apportent un certain nombre de rétributions qui participent à l'entrée et au maintien à l'engagement. Ainsi, pour certaines cela « *permet [...] de trouver une utilité, une visibilité, un rôle social gratifiant* »<sup>92</sup>. Dans d'autres cas, « *il peut être l'occasion d'une revanche sur les expériences de désinsertion familiale ou professionnelle, de précarité, de chômage ou de marginalité* »<sup>93</sup>. Le fait de militer est une manière de se rencontrer, le collectif

---

<sup>90</sup> Dunezat, Xavier. « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés & Représentations*, vol. 24, no. 2, 2007, pp. 269-283.

<sup>91</sup> Chaponnière, Martine, Lucile Ruault, et Patricia Roux. « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 6-14, p.11

<sup>92</sup> Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11 (1), 2005, p. 157-188, p.163

<sup>93</sup> Ibid.

et les actions sont vécus comme des « *espaces de réalisation de soi* »<sup>94</sup>. Mais qu'est-ce qui, dans les trajectoires personnelles on en vient à militer ? Ainsi, dans cette première sous-partie je m'intéresserais aux trajectoires sociobiographiques et les disponibilités biographiques comme conditions à l'engagement, je m'intéresserais également aux effets de générations à l'œuvre en partant de l'hypothèse que c'est un élément qui rend propice l'engagement selon un contexte socio-historico-politique particulier. Enfin, je développerais les modalités d'entrée dans l'engagement au prisme du militantisme lesbien et féministe, comme théorie critique.

### ***II.1.1 Trajectoires sociobiographiques***

Les trajectoires sociobiographiques sont construites à partir du phénomène de socialisation, pour Muriel Darmon la socialisation renvoie à « l'ensemble des processus par lesquels un individu est construit, on dira aussi formé, modelé, façonné, fabriqué, conditionné, par la société globale et locale dans laquelle il vit »<sup>95</sup>. Traditionnellement, on distingue la socialisation primaire de la secondaire. La première fait plutôt référence à l'enfance, la famille, l'école. La seconde fait plutôt référence à la vie d'adulte et les différents milieux sociaux fréquentés. L'étude des trajectoires des militantes me permet de cerner les dispositions et disponibilités biographiques comme conditions d'émergence à l'engagement.

Concernant l'éducation et les effets de la socialisation primaire, Rosa nous raconte que, « *oui [ses parents] ils sont communistes, mes parents ne faisaient pas de différence sur le genre quand on était petit, mon frère mettait des talons, ma mère lui achetait des robes ; moi je me déguisais en ninja et j'étais la seule fille à être inscrite au club de foot de Longueau* »<sup>96</sup>. Ce souvenir lui permet de justifier une partie de son engagement militant et de sa perception des normes de genre. Pourtant, elle raconte aussi que, bien que ces parents soient ouverts d'esprit et plutôt progressistes, ils n'ont pas nécessairement accepté son homosexualité. Ainsi, son entrée dans la vie adulte est marquée par de profondes ruptures avec sa famille. Autrement dit, la socialisation primaire ne suffit pas en elle-même. Regarder l'ensemble de la trajectoire sociobiographique d'une personne permet d'être plus fin sur ses dispositions à

---

<sup>94</sup> Fillieule, Olivier. « Chapitre 1 / Travail militant, action collective et rapports de genre », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 23-72., p.65

<sup>95</sup> Darmon, Muriel, La socialisation, Armand Colin, coll. « 128 », 2007, 127p., p.6

<sup>96</sup> Se rapporter à la note 89.

militier. Dans le cas de Rosa et d'autres, il ne suffit pas d'être « de gauche » ou encore d'avoir une apparente éducation égalitaire ou non stéréotypée pour opérer un rapprochement entre les rôles de genres et l'identité de genre adopté par son enfant. Clara dit ainsi à propos de sa grand-mère maternelle et de sa mère « *c'est une force de la nature de son temps. Elle s'est mariée, elle tenait la boucherie, elle a passé le permis, on est dans un contexte d'après-guerre. À son époque c'était une des rares femmes à conduire, elle emmenait ma mère partout. Ma mère, sur les violences faites aux femmes, elle est intransigeante, mais il y a des trucs qu'elle ne comprend pas, comme les poils, à côté de ça elle a écrit un bouquin sur le genre et les jouets pour enfants, et à côté pour elle le mariage, c'est un homme et une femme* »<sup>97</sup>. Clara a hérité de figures de références du féminisme et de marqueurs de l'émancipation – avoir le permis, conduire une voiture – qui lui permettent de situer son propre engagement. Au regard de sa trajectoire et par les effets de la socialisation, elle distingue différents types de féminisme.

Pour la plupart des enquêtées, c'est la conscientisation des effets de la socialisation primaire et de la socialisation secondaire qui ont permis un passage à l'action. C'est ce qui s'est passé pour Clara, lorsqu'elle a quitté le nord de la France pour Bobigny en commençant une licence : « *ça fait pas longtemps que j'ai fait mon coming out, c'était à 18 ans, il y a 4 ans, je m'étais pas posé de questions, j'avais jamais déconstruit ma vie, d'une femme, d'une femme lesbienne, c'est en arrivant en licence que j'ai fait des rencontres. Au fur et à mesure ça m'a donné envie de réfléchir, j'en prenais plein la tronche, pourquoi je m'en suis pas rendu compte, pourquoi je ne me suis pas posé de questions, on a lu des textes sur le genre, j'étais avec des nanas hyper engagées. J'avais 21 ans, je n'avais jamais quitté l'école et ma province. J'ai rencontré Flora et ça s'est enchaîné* »<sup>98</sup>. Deux éléments ici retiennent mon attention, le premier se réfère aux connaissances sur le féminisme qu'a pu acquérir Clara au travers de lectures. Le second élément se réfère aux personnes qu'elle a rencontrées. Les groupes sociaux et les interactions jouent un rôle prépondérant pour l'entrée dans l'engagement.

Un autre paramètre intéressant dans l'étude des trajectoires sociobiographiques pour en dégager des disponibilités biographiques comme condition à l'engagement, c'est le fait

---

<sup>97</sup> Clara est une des plus anciennes bénévoles du collectif et parmi les plus actives. Elle fait partie du staff de l'association. Elle est aujourd'hui responsable d'activité dans la lutte contre les discriminations. Elle a 24 ans. Elle a vécu dans la région de Lille avant de déménager à Amiens.

<sup>98</sup> Note 97

d'avoir déjà milité ou non. Fillieule parle alors de « disponibilité structurale »<sup>99</sup>, ce qui recouvre les liens sociaux, la connaissance et l'ancrage dans les réseaux militants et les savoir-faire militants. C'est le cas de Sayyida notamment, une lycéenne de 18 ans, dont le premier engagement a été de se mobiliser contre la réforme des lycées. Elle raconte « *un syndicat lycéen, [...] j'en avais entendu parler et je me suis dit je vais le remonter, j'ai contacté les personnes qui s'en occupaient, c'est important de protéger les lycéens vu le contexte, avec la réforme du bac et ParcoursSup. On faisait des blocus et des manif, ça a grossi, on a réussi à faire des belles choses, des blocus, des moments conviviaux, le 1<sup>er</sup> mai, le concert d'HK avec les syndiqué.e.s* »<sup>100</sup>. Son entrée dans le syndicalisme étudiant lui a permis d'acquérir des compétences militantes et d'être légitime ; ce qui a sans doute facilité son entrée dans le collectif et à devenir rapidement une bénévole.

### **II.1.2 Effet de génération**

Au sein du collectif militant, la génération militante des bénévoles recouvre différentes classes d'âge. Globalement, 70% des militantes du collectif ont entre 17 et 35 ans, les 30% restant ont plus de 45 ans ou moins de 17 ans, dans des proportions égales. Parmi les 17 – 35 ans, 60% ont entre 17 et 25 ans et 40% entre 25 et 32 ans. Ce découpage par classe d'âge permet de montrer que c'est une génération militante plutôt jeune. Les militantes de 17 à 25 ans sont lycéennes, étudiantes ou en début de carrières professionnelles. Les bénévoles de 25 à 35 ans sont pour la plupart salariées, mais une minorité est privée d'emploi. Toutes habitent la ville d'Amiens et plutôt en centre-ville. Quatre bénévoles ont 15 ans et sont au lycée en classe seconde, cela s'explique par le fait qu'elles aient fait un stage « découverte » au sein de l'association. Deux bénévoles ont plus de 45 ans. Les bénévoles interrogées sur cette question ne semblent pas vraiment faire de différence entre celles qui ont 17 ans et celles qui ont 30 ans. C'est le cas de Rosa qui a 29 ans au moment de l'entretien, « *elles sont plus jeunes, mais elles ont découvert leur engagement tellement plus vite que nous, moi j'ai découvert tard, j'ai l'impression qu'elles en savent plus que moi, mais je fais pas attention à l'âge* ». Le fait que les militantes ne tiennent pas compte de l'âge des unes et des autres s'explique par le fait que les rythmes et modes de vie de ces deux classes d'âge (17 – 25 ans et 25 – 30 ans) ne sont pas complètement différents (disponibilités en soirée et les week-ends, loisirs partagés). Ce

---

<sup>99</sup> Fillieule, Olivier. « Chapitre 1 / Travail militant, action collective et rapports de genre », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 23-72.

<sup>100</sup> Se rapporter à la note 89.

phénomène s'explique aussi par le fait que toutes ont accès aux mêmes espaces d'expression, de formations, d'informations et de responsabilités au sein du collectif, comme évoqué dans le premier chapitre sur la question de l'horizontalité. Ce phénomène s'explique également par le fait que le collectif défend le concept de sororité entre ses membres. Bien que je développerai davantage ce concept dans le troisième chapitre, on peut comprendre ici la sororité comme le fait que les membres du collectif sont responsables les uns des autres. De cette manière, elles rejettent les formes de dominations qu'on peut qualifier d'âgistes, qui ont tendance à produire de l'infantilisation de la part des plus âgées ; permettant ainsi aux plus jeunes de ne pas se sentir illégitimes au regard des compétences et expériences militantes des plus âgées.

Il me semble intéressant de s'arrêter sur le concept « d'effet de générations ». Pour cela, le texte de Liane Henneron, « Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain », me paraît intéressant pour discuter les classes d'âges et la manière dont « les jeunes » militantes féministes s'engagent aujourd'hui. Tout d'abord, pour elle, « parler de jeunes féministes ne va pas soi. Cette catégorie recouvre-t-elle véritablement un groupe de même âge ? Et quelles limites faudrait-il adopter pour définir la jeunesse dans le mouvement féministe ? (...) il faudrait donc plutôt parler ici de "générations militantes", c'est-à-dire d'ensembles de personnes ayant à peu près le même âge, mais dont le principal critère d'identification réside dans des expériences historiques communes »<sup>101</sup>. Autrement dit, chaque « génération militante » se meut dans un contexte politique particulier. Elle évoque le renouvellement militant au seuil des années 2000, en en explique les ressorts et les différentes périodes. Ce qui m'intéresse dans son texte, c'est son analyse sur la manière dont cette génération militante se forme et quels sont les vecteurs de transmission de la mémoire féministe. Pour elle, « sur le parcours qui mène à l'engagement, on rencontre souvent un modèle féminin important : mère, grand-mère, tante ou encore enseignante »<sup>102</sup>. La transmission familiale joue donc un rôle important dans l'entrée dans l'engagement. Un second point retient mon attention : le rapport entre la génération militante actuelle et les institutions ou associations historiques, « elles remettent ainsi en cause l'institutionnalisation de ces associations et pointent aussi la difficulté à

---

<sup>101</sup> Henneron, Liane. « Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain », *L'Homme & la Société*, vol. 158, no. 4, 2005, pp. 93-111, p.95

<sup>102</sup> Ibid. p.99

s'intégrer dans des groupes constitués de longue date »<sup>103</sup>. Comme le souligne Henneron, les organisations féministes plus anciennes, d'un côté saluent la présence des jeunes générations et d'un autre côté ont du mal à transférer les compétences militantes nécessaires, à partager le pouvoir et à reconnaître comme légitimes les propositions qui sont faites par les nouvelles arrivantes, surtout si elles sont plus jeunes. Ces paramètres rendent possible la formation de nouveaux collectifs féministes, composés d'une génération militante plutôt jeune.

Enfin, ce que je trouve pertinent sur les effets de génération ne tient pas tant de l'analyse comparée entre différentes classes d'âges, mais bien du contexte et des conditions d'émergence d'une génération militante. Une partie de cette dernière adhère à certains principes féministes similaires. Ces principes se présentent comme intersectionnel, lesbien, matérialiste, anticapitaliste, éco-féministe, transféministe, anti-raciste, positionné en faveur du travail du sexe, contre l'universalisme ou le différentialisme, contre les modes d'organisations conventionnels ou traditionnels oligarchiques et technocratiques. Ce qui ne veut pas dire que cette génération militante est uniforme et n'est pas elle-même traversée par des contradictions ou des désaccords politiques. Cette génération militante est également circonscrite à l'espace du collectif étudié et ne saurait faire de généralité sur la génération militante de cette même catégorie d'âge, sur le territoire français ou ailleurs dans le monde. Cette génération militante, circonscrite à l'espace du collectif étudié, se saisit d'une partie de l'histoire et de la mémoire lesbienne et féministe passée, qui se nourrit de l'actualité sociopolitique et qui contribue elle-même à alimenter une partie du travail de mémoire. Cette génération de militantes plutôt jeunes a en partie émergé grâce à la médiatisation des violences sexistes et sexuelles via le hashtag #metoo. Elle s'explique aussi par le fait que la communauté d'agglomération d'Amiens Métropole comptabilise 47 000<sup>104</sup> des 15 – 29 ans sur une population totale de 179 958 habitant.es, soit 26% des 15-29ans, ce qui est supérieur à la moyenne nationale qui est d'environ 18%<sup>105</sup>. Amiens est une ville étudiante et les différentes UFR de l'université sont en centre-ville ou proches du quartier festif Saint-Leu.

---

<sup>103</sup> Ibid.

<sup>104</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3675749#:~:text=La%20communaut%C3%A9%20d'agglom%C3%A9ration%20d.en%20moyenne%20au%20niveau%20r%C3%A9gional>.

<sup>105</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=FRANCE-1>

### II.1.3 Lesbianisme et féminisme

La question du féminisme et du lesbianisme est une ancienne question qui s'inscrit en continuité de configurations militantes et sociologiques connues. Le mouvement lesbien féministe français prend son élan dans une première vague du féminisme dans les années 70, à l'intersection du Mouvement de Libération des Femmes et du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire. La formation des Gouines Rouges marque un tournant. D'autres groupes autonomes<sup>106</sup> vont se constituer, ils s'inscrivent en rupture avec le patriarcat comme mode d'exploitation et de domination de la classe des femmes et de l'hétérosexualité comme construction sociale et mode de contrôle de la sexualité des femmes dans les politiques d'identités. Longtemps et assez largement, les collectifs lesbiens ont à la fois milité pour créer des espaces de cohésion et de visibilité pour la promotion d'une culture lesbienne et d'une économie lesbienne. Dans les années 70, les féministes lesbiennes radicales états-uniennes créent leur propre structure ou réseau de solidarité<sup>107</sup> (contre le viol, la précarité des femmes, des librairies). Elles ont également milité pour lutter contre les mécanismes de dominations et d'effacement, ou contre le racisme, notamment grâce au texte pionnier du *Combahee River Collective*<sup>108</sup>. Les courants du féminisme lesbien drainent un continuum multipositionné plus ou moins radical dans le rapport à l'hétéronormativité ou le régime hétérosexuel, au patriarcat, au néolibéralisme et au néocolonialisme ou la catégorie des sexes comme construction sociale. Sans nul doute les lesbiennes forment un groupe social qui est loin d'être homogène, une classe des femmes n'allant pas de soi, une classe des lesbiennes non plus. Sans rentrer dans les détails, certains points de divergences émergent notamment à propos de la question du mariage pour tous.tes ou de la Procréation Médicalement Assistée permettant aux couples de femmes de concevoir des enfants. Les définitions de la.les lesbiennes et du lesbianisme sont multiples. Jules Falquet, Monique Wittig et Paola Bacchetta ont été mes principales compagnes de lectures ces deux dernières années, elles m'ont toutes éclairées, depuis un champ sociologique, historique et littéraire qui recouvre des courants épistémologiques variés. Comment définir une lesbienne, sinon par un ensemble de pratiques affectivo-sexuelle, de relations dans une communauté lesbienne, comment sont-elles

---

<sup>106</sup> Boucheron, Brigitte. Introduction à une histoire du mouvement lesbien en France. <https://www.coordinationlesbienne.org/spip.php?article212>

<sup>107</sup> Taylor, Verta. Whittier, Nancy E. Collective Identity in Social Movement Communities : Lesbian Feminist Mobilization. p.169 – 195. In *Waves of Protest. Social Movements Since the Sixties*. By Jo Freeman and Victoria Johnson, p.177

<sup>108</sup> Falquet, Jules, « Déclaration du Combahee River Collective », *Les cahiers du CEDREF*, 14 | 2006, 53-67.

positionnées dans les rapports sociaux de sexes, comment elles négocient avec le patriarcat et la domination masculine, dans quels espaces. Ensuite, les liens tissés, interrompus et brisés entre le lesbianisme et le féminisme témoignent de cette difficulté à parler de militantisme lesbien et féministe. Le lesbianisme est-il dissociable ou soluble dans le les féminisme.s ? Il me semble important d'aborder la question lesbienne depuis le point de vue lesbien, comme point de vue particulier. Le lesbianisme, à mon sens, est sur une ligne de crête entre les courants féministes et les mouvements LGBT.

Le militantisme dans un collectif lesbien et féministe est vécu comme un espace de réassurance et d'affirmation de soi, qui permet de se rencontrer et de se reconnaître comme lesbienne et/ou comme femme. Il s'agit de prendre conscience des catégories de sexes, et de savoir se situer dans une classe opprimée à la fois comme femme et comme lesbienne. Cette double conscience de l'oppression donne à voir une perspective de lutte plus importante, c'est ce que raconte Clara *« je ne sais pas si c'est bien de le dire, mais je pense que quand on est lesbienne, homo ou trans, qu'on fait partie de cette communauté, déjà on a fait un chemin, on a déjà lutté pour nous-même, ça m'a fait violence, un chamboulement de me découvrir lesbienne à 18 ans. J'ai dû lutter. J'ai dû transgresser les règles. De fait, on est plus à même de transgresser pour obtenir tous les droits [...] après lesbienne et féministe ça va ensemble, parce qu'on aime les femmes ». Je pense que c'est pour ça qu'il y a moins d'hétéros »*. Monique Wittig utilise le terme de « transfuge de classe » pour expliquer la manière dont les lesbiennes échappent à la classe des femmes et à la catégorie de sexe. Elle explique que les lesbiennes sont des fugitives *« La seule chose à faire est donc de se considérer ici même comme une fugitive, une esclave en fuite, une lesbienne »*<sup>109</sup> pour échapper au régime hétérosexuel et s'extraire voire détruire la catégorie de sexe. C'est ce qui permet en partie d'expliquer que le collectif, à son fondement, s'est revendiqué comme un collectif lesbien, féministe et non mixte. Pour autant, il n'y a pas que des lesbiennes dans le collectif, bien qu'elles soient représentatives à 90%.

*« Les Bavardes c'est plus lesbien que féministe »* : certaines membres, participantes ou sympathisantes du collectif rapportent que cette remarque est parfois énoncée, à l'occasion d'événements ou de réunions bénévoles. Dans un premier temps, ce type de remarque démontre de quelle manière « lesbienne » et « féminisme » sont confondus, le premier

---

<sup>109</sup> Wittig, Monique, Op. Cit., p.73



surplombant le deuxième, autrement dit, comme si le fait de se dire lesbienne gommait la partie militante et féministe, comme si le fait d'être ou de se dire lesbienne était seulement associé à des pratiques ou des identités plutôt qu'à un courant sociologique. Toutefois, ce n'est pas nécessairement formulé comme une critique, mais comme un constat. Des femmes, hétérosexuelles, voire lesbiennes, ne se sentent pas à leur place au sein du collectif, disent ne pas se sentir concernées ou même légitimes pour s'intégrer pleinement à la dynamique du collectif. Les hétérosexuelles font parfois mention de « *contrainte au lesbianisme* »<sup>110</sup>. Les hétérosexuelles et les lesbiennes rapportent parfois que Les Bavardes sont « misandres » ou sont « *trop extrêmes dans leur positionnement* ». Ces éléments posent trois questions. La première est celle de la dichotomie dans le mouvement féministe entre le lesbianisme politique et les féminismes des hétérosexuelles, bien que je ne crois pas qu'il faille les opposer. La seconde question que cela soulève est de savoir si les théories produites au sein de l'académie circulent ou non dans le champ militant. La troisième question, à partir du point de vue hétérosexuel comme point de vue hégémonique, interroge la manière dont les lesbiennes auraient des préoccupations propres, particulières et spécifiques au point que les hétérosexuel.les ne pourraient se sentir concerné.e.s ?

Pour les bénévoles ces questions font débat, certaines d'entre elles, lesbiennes, se définissent comme féministes avant tout. Pour d'autres, le fait d'être lesbienne prédomine sur le féminisme. C'est le cas de Emma « *tu es lesbienne, tu bouscules un peu les codes de l'hétéronormativité, je me dis être lesbienne c'est déjà militer, l'assumer, j'avais jamais rapproché, le féminisme c'était une insulte, j'ai vraiment déconstruit, voilà c'est la prise de conscience, tu déconstruis, tu agis et tu passes le relais* ».

## II.2 Libido militante et coûts de l'engagement

S'engager dans un collectif militant n'est pas sans incidences, pour soi ou pour son entourage. Les effets de l'engagement à court, moyen et long terme pénètrent la plupart des sphères personnelles (scolaire, professionnelle, familial). Julie Pagis<sup>111</sup>, dans son texte « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 » fait mention d'incidences

---

<sup>110</sup> C'est une phrase qui n'est pas clairement énoncée comme telle, mais au cours des mes observations participante, ou au cours de conversation informelle deux bénévoles hétérosexuelles du collectif ont fait part des remarques des bénévoles lesbiennes du type « les femmes c'est mieux », « les hommes je peux vraiment pas ».

<sup>111</sup> Pagis, Julie « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 » in Sociétés contemporaines, 2011

biographiques qui impactent le quotidien et produisent des processus d'ajustement dans les rôles sociaux, une renégociation identitaire et une affirmation de soi selon les espaces de la vie quotidienne dans lesquels on circule. Les conséquences de l'engagement et du possible surinvestissement peuvent conduire à un désengagement<sup>112</sup>. L'épuisement, un désaccord ou la rupture d'un couple bénévole, peuvent entraîner la diminution de l'engagement, voire le retrait du collectif. Comme je l'ai évoqué, les disponibilités biographiques facilitent l'engagement. Mais elles ne suffisent pas à elles seules pour maintenir l'engagement, de même que l'engagement crée lui-même de nouvelles dispositions biographiques. Dès lors il paraît intéressant d'« interroger les effets sociobiographiques de l'engagement »<sup>113</sup> et produire une analyse sur les continuités et discontinuités des produits de la socialisation (primaire et secondaire) et les effets d'une triple socialisation militante, lesbienne et féministe. Cette partie va donc s'intéresser aux effets, bénéfices et coûts de l'engagement.

### ***II.2.1 L'engagement et la vie quotidienne***

Des épisodes successifs de conscientisation – effet de la domination sur soi, l'expérience de faire partie d'un groupe social lesbien particulier – constituent des points de départ de l'entrée et du maintien en militance. Lilian Mathieu le décrit comme le processus suivant « socialisation, indignation et engagement »<sup>114</sup>. Souvent le processus qui s'opère, dans la socialisation politique, se traduit par l'« abandon de l'identité privée au profit d'une identification au groupe »<sup>115</sup>. Le collectif fournit un arsenal de légitimation, de notoriété, de la réassurance et permet de vivre un idéal commun. « Les processus d'identification [contribuent] à façonner un groupe de semblables notamment par la catégorisation "eux" et "nous" et à maintenir la loyauté par l'articulation entre l'affectif, l'émotionnel, le cognitif, le symbolique »<sup>116</sup>. Le fait de militer n'est pas circonscrit à un espace-temps délimité. Au contraire, l'attachement à une cause stimulante (tant la cause elle-même, que le collectif et les rencontres qu'on peut y faire, que la sensation de participer à un projet politique utile) permet

---

<sup>112</sup> Fillieule, Olivier, Broqua Christophe « la défection dans deux associations de lutte contre le SIDA : Act Up et AIDES », in *Le désengagement militant*, 2002.

<sup>113</sup> Leclercq, Catherine, et Julie Pagis. « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 84, no. 4, 2011, pp. 5-23, p.5

<sup>114</sup> Mathieu, Lilian. « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, vol. 1, no. 3, 2010, pp. 303-318, p.305

<sup>115</sup> Fillieule, Olivier. « Carrière militante », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 85-94, p.92

<sup>116</sup> Lacroix, Isabelle. « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !" ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, vol. 102, no. 2, 2013, pp. 35-61, p.40

de créer les conditions d'une forme de « libido militante »<sup>117</sup>. Cette dernière rend le militantisme prioritaire au détriment d'autres sphères. En particulier de la sphère professionnelle ou scolaire : c'est le cas d'Emma par exemple, qui au moment de l'entretien est en fin de formation et en stage et a pris le risque d'être congédiée à deux reprises pour son manque d'investissement. C'est le cas aussi pour Sayyida qui compromet les révisions du Bac qu'elle passe en juin 2019. Un autre effet se produit sur la sphère professionnelle ou scolaire, il porte sur l'acquisition de nouvelles compétences liées au travail militant. Celles-ci peuvent être ré-exploitées dans les activités ou vies professionnelle ou scolaire. Il est arrivé également que certaines se questionnent sur le sens de leur métier actuel et décident de changer de voie professionnelle. Comme le souligne Lucie Bargel, « il faut dès lors envisager également la possibilité que l'engagement politique façonne l'orientation professionnelle, voire occasionne des réorientations »<sup>118</sup>.

D'autres sphères sont concernées par le bouleversement qu'entraîne l'engagement. En effet, les bénévoles du collectif évoquent un « avant Les Bavardes » et un « après », elles font état de changements de modes de vie, suite aux épisodes successifs de conscientisation, dus à la socialisation militante. Un des premiers bouleversements est marqué par le désinvestissement familial voire la rupture avec les proches, ami·es et familles, interprété comme le revers d'un investissement permanent. Les Bavardes ont parfois définitivement rompu avec leur entourage ou négocient, lors de temps familiaux, avec leurs proches sur les ressorts du sexisme et de la lesbophobie « ordinaire ». C'est le cas de Clara qui a déménagé pour se rapprocher du collectif et faciliter sa mise en couple avec Rosa, une autre bénévole. Elle m'explique : « j'avais un groupe de meilleurs potes dans le Pas-de-Calais, et en fait le jour de l'anniversaire de Virginia, j'avais une autre soirée, je venais de vous rencontrer, je me sentais mieux avec vous, [...] on se parle plus avec mes potes, je vous ai fait passer en 1<sup>er</sup>, tant pis, je rebondirai, mais pour l'instant c'est là maintenant que j'ai envie d'être. [...] puis bon j'ai décidé de déménager [de Lille à Amiens]. » Cet exemple traduit la manière dont, non seulement l'engagement militant absorbe et transforme, mais aussi de quelle manière l'engagement militant lesbien conduit à reconfigurer ses liens sociaux-affectifs.

---

<sup>117</sup> Leclercq, Catherine. « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, vol. 84, no. 4, 2011, pp. 127-149.

<sup>118</sup> Bargel, Lucie. « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant·e·s », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 24, no. 3, 2005, pp. 36-49, p.48

Le militantisme, tant par le temps qui y est dédié que les sujets politiques qui sont défendus, demande une énergie constante et est chronophage. Aussi, il n'est pas rare d'évoquer l'épuisement des militantes. Les militantes discutent souvent des limites de leur engagement et de la manière dont elles peuvent se préserver ou éviter un *burn out* militant, « car l'engagement peut être coûteux, les gratifications qu'il génère sont susceptibles d'être en surcroît concurrencées par d'autres obligations et satisfactions de la vie amoureuse, familiale, scolaire ou professionnelle, des loisirs, ou d'une carrière militante alternative »<sup>119</sup>.

Ce qui permet le maintien à l'engagement, et contrebalance les bouleversements, est sans conteste les rétributions qu'on peut en tirer. Daniel Gaxie, dans « Rétribution du militantisme et paradoxes de l'action collective » explique qu'aucun acte engagé n'est désintéressé, malgré le fait que les femmes soient socialisées au *care* et au don de soi. Les rétributions de l'engagement sont de différentes natures – symboliques, matérielles, politiques – par ailleurs et comme le souligne Daniel Gaxie « la valeur attribuée au militantisme et à ses rétributions dépend aussi beaucoup de l'attractivité relative de la cause défendue »<sup>120</sup>. Le fait de militer pour la cause des femmes ou des droits des lesbiennes, en tant que personne concernée par l'un et/ou l'autre sujet renforce l'engagement et la défense de l'une et/ou l'autre. Ainsi, « l'attachement à la cause et la satisfaction de défendre ses idées comme l'un des mécanismes de rétribution de l'activité politique »<sup>121</sup>

### ***II.2.2 L'engagement et l'amour***

Une des sphères qui est concernée par la militance est celle des relations affectives, amoureuses, amicales et sexuelles. Cette sphère est modifiée à l'intérieur du collectif comme à l'extérieur et participe au processus de réassurance de l'identité lesbienne par des effets croisés entre militantisme et vie affective.

Les Bavardes sont souvent perçues comme un cocon dans lequel les militantes sont libres d'explorer des conditions de vie qui rompent avec le continuum des violences sexistes, sexuelles et lesbophobes qui existent en dehors. La plupart des militantes enquêtées racontent que leur vie a changé depuis leur entrée dans le collectif et particulièrement sur les liens affectifs et sexuels. La configuration du collectif est particulièrement propice à l'exploration

---

<sup>119</sup> Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », op. cit., p.164

<sup>120</sup> Ibid., p.180

<sup>121</sup> Ibid., p.161

de modèles amoureux, affectifs ou sexuels qui viennent rompre avec le contrat social du régime hétérosexuel. La militance lesbienne est propice à la formation ou la reformation de couples, et est traversée par des histoires de cœurs et de sexe. La plupart des membres ont toutes à peu près le même âge, habitent la même ville, ont de nombreux points communs. Le fait d'avoir des pratiques affectivo-sexuelles dans un collectif lesbien augmente les probabilités de rencontres et de relations. Par ailleurs, l'émulation militante ou la libido militante a tendance à accentuer et exacerber la manière de vivre ces interactions.

Idéologiquement, le cadre posé par le collectif sur les relations affectivo-sexuelles n'est pas coercitif ni punitif. Certaines, notamment les plus actives ou anciennes, expriment un certain nombre de règles tacites, mais elles ne sont jamais clairement posées, oralement ou pas un document comme un règlement intérieur par exemple. De ce que j'ai compris du collectif, ces règles portent sur les ressorts des relations intimes : le collectif ne souhaite pas être assimilé à une agence matrimoniale, c'est avant tout un collectif qui soutient la cause des femmes et des lesbiennes. Lorsqu'il y a des relations affectivo-sexuelles, toutes sont vigilantes sur le fait de ne pas profiter de sa position de militante et de la position de pouvoir qui en découle. Par ailleurs, toutes formes de dominations ou de violences sont bannies, pouvant aller jusqu'à l'éviction d'une membre. Ces règles sont posées dans le cadre des événements formels ou des réunions de bénévoles, mais elles se prolongent également durant les temps informels. En plus des affinités amicales qui se sont formées, la tendresse et l'affection font partie intégrante du collectif, beaucoup de membres se définissant d'ailleurs comme « âmes-sœurs » ou « sœurs ». Il n'est donc pas rare de constater que certaines entretiennent des relations affectivo-sexuelles de manière plus ou moins suivie.

Alexandra Kollontaï, femme politique russe engagée pour la condition ouvrière, et notamment des femmes, discute dans son chapitre « La liberté sexuelle »<sup>122</sup>, des rapports militants et amoureux, les deux ne formant qu'un au service de la lutte. Elle défend l'idée de l'amour-camaraderie comme projet politique et comme alternative au mariage, qui est non seulement une institution bourgeoise, mais aussi une manière pour la classe des hommes de s'approprier celle des femmes. Familière des théories marxistes, communiste et anarchiste convaincue, elle prône des relations libres de toute institution et de toute notion de propriété.

---

<sup>122</sup> Kollontaï, Alexandra, La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté. Textes présentés et choisis par Patricia Latour. Le Temps des Cerises. 2017

Les membres du collectif racontent comment il est difficile de séparer, voire de dissocier la sphère intime de la sphère de l'engagement, puisque des liens très forts se sont tissés entre les unes et les autres. Elles rejettent les formes d'oppressions, elles sont attentives aux relations qui pourraient reproduire des schémas de violences sexistes et sexuelles, ainsi des membres font parfois office de médiatrices. Le fait de prendre en compte les relations affectives et sexuelles dans le collectif est un travail militant à part entière. Ce travail militant est perçu comme nécessaire à la survie du collectif, et considéré comme un élément qui garantit la santé mentale et affective de ses membres. Ce travail militant rend compte aussi de la manière dont le collectif se positionne comme un laboratoire d'exploration ouvert à d'autres modes de relations, dans la perspective de déconstruire la dichotomie entre privé et politique.

Cependant, la sphère affective, amoureuse et sexuelle peut elle aussi être bouleversée par les effets du militantisme. Il n'est pas rare de constater des reconfigurations dans les engagements de certaines voire le désengagement. Cela se produit dans des situations différentes. Par exemple, dans les cas de séparation d'un couple militant, l'une des deux partenaires se retire du collectif, notamment quand son ex-conjointe s'est mise en couple avec une autre membre. Dans les cas de surinvestissement militant de la part d'une des membres du couple ou des deux membres, celui-ci choisit de s'extraire du groupe militant pour préserver la sphère intime et privilégier le couple amoureux. Enfin, il n'est pas rare de constater que lorsqu'un couple amoureux se forme, soit entre deux militantes, soit entre une militante et une personne extérieure au collectif, l'engagement est désinvesti. L'entrée en conjugalité est privilégiée à la militance. Une des militantes répète souvent « *le couple, c'est la mort du militantisme* ».

Jules Falquet, dans son texte « le couple, ce douloureux problème »<sup>123</sup> démontre comment s'opère le « renforcement du modèle de famille “néo-nucléaire” sous l'effet du néolibéralisme »<sup>124</sup>, à la fois pour des raisons économiques et sous le poids de l'institution de la famille et du régime hétérosexuel. Pour rompre avec ces logiques, Jules Falquet nous invite à penser des alternatives lesbiennes et féministes, depuis une perspective transnationale, matérialiste et intersectionnelle, notamment en refusant de se plier au « couple modèle »<sup>125</sup> et

---

<sup>123</sup> Falquet, Jules, « Le couple, ce douloureux problème. Pour une analyse matérialiste des arrangements amoureux entre lesbiennes » Paru dans en 2006 dans : Actes du 5e colloque international d'études lesbiennes « Tout sur l'amour (sinon rien) ». Toulouse : Bagdam Espace Lesbien. Pp 17-38.

<sup>124</sup> Falquet, Jules, op. cit.

<sup>125</sup> Ibid.

de mobiliser une sororité lesbienne qui réinterroge les manières de concevoir l'amour, les relations et le couple. Dans le cas des militantes du collectif, les rapports amoureux sont subvertis idéologiquement, politiquement et pratiquement ; la majorité des militantes forment des couples monogames, mais accordent une part importante à la déconstruction des normes imposées par le régime hétérosexuel (division des tâches, mariage, production d'enfant). L'autre moitié forme des relations polyamoureuses ou affectivo-sexuelles sans engagement.

## Conclusion

Les parcours d'engagements s'expliquent donc par le croisement entre certaines dispositions biographiques socio-historiques particulières. L'entrée et le maintien dans l'engagement tiennent donc aux éléments précités et sont alimentés par une forme de libido militante, qui permet un engagement total et qui se déverse dans toutes les autres sphères de la vie. Bien sûr, ce travail mériterait d'être plus longuement étudié, notamment sur la question de l'engagement dans le temps, car le collectif est relativement jeune et l'exaltation de l'engagement ou des premières expériences de militances se sauraient résister aux bifurcations biographiques, comme un déménagement, un changement de travail, de mode de vie. En l'état, la photographie des parcours d'engagements des membres du collectif entre 2017 et 2020 me permet de dessiner des contours d'une militance qui repose essentiellement sur la convivialité et l'amour que les unes et les autres se portent en elles. Le collectif semble être devenu pour elle un espace dans lequel les membres se considèrent comme une communauté solidaire, dans laquelle elles peuvent échanger, s'entraider devenir amies, devenir amantes. Les parcours d'engagement et le maintien dans l'engagement participe aux phénomènes d'« effet surgénérateur »<sup>126</sup>, permettant une continuité entre la sphère militante et la sphère intime ou privée, une sorte de continuum militant qui solidifie et renforcent, les liens entre les militantes en dehors de la sphère militante.

---

<sup>126</sup> Gaxie Daniel. Économie des partis et rétributions du militantisme. In: *Revue française de science politique*, 27<sup>e</sup> année, n°1, 1977. pp. 123-154.

### **III. Les dissonances de l'institutionnalisation**

#### **Introduction**

Je pense que le militantisme lesbien est particulier, par rapport aux autres formes de féminismes, en ce qu'il interroge les catégories de sexes et l'hétérosexualité comme régime politique, économique et idéologique. Ce qui permet de questionner et déconstruire de manière permanente le privé politique et ainsi échapper à la négociation avec les hommes dans les relations hétérosexuelles et de manière structurelle à son régime. Je pense enfin que le croisement entre la cause féministe et la cause lesbienne invite à porter un regard précis sur les modalités d'engagement, et facilite l'exploration de nouveaux modèles qui vont à contre-courant des formes traditionnelles à la fois d'organisations, mais aussi de relations interpersonnelles et collectives. Toutefois, comment cette militance et cette solidarité lesbienne et féministe résistent-elles aux injonctions des politiques publiques sur la cause du droit des femmes et la cause des personnes LGBT et leurs déclinaisons locales ?

Dans les chapitres précédents, j'ai développé les modalités d'organisation et de fonctionnement du collectif au regard des déclinaisons locales des politiques publiques nationales concernant la cause du droit des femmes et la cause des personnes LGBT posé comme problème social et mis à l'agenda politique (I). J'ai ensuite évoqué les parcours d'engagement des militantes du collectif, ce qui fait qu'elles s'engagent, pourquoi, comment et comment ça les positionne dans leur rapport à l'état local (II).

Dans ce dernier chapitre, je vais développer le rapport concret du collectif à l'état et en particulier certaines institutions, émettant l'hypothèse que le collectif est à la fois une voie dissonante, en tension avec le phénomène d'institutionnalisation et une voie dissidente, contre ce phénomène. Je m'intéresserais donc dans un premier chapitre à la question de la sororité et de la non-mixité, mobilisé comme outil par le collectif, nous verrons comment il résiste à l'épreuve des injonctions institutionnelles à l'égalité femme-homme et comme outil rempart au patriarcat et au régime hétérosexuel. Dans une seconde sous-partie, je m'appuierais sur le concept de travail pour explorer les dissonances du travail militant et du travail bénévole. Ce qui m'amènera à développer deux exemples concrets dans la manière de potentiellement subvertir les rapports de pouvoir induit par l'État, d'autant plus lorsqu'il s'agit de prétendre à des financements de droit commun.



### III.1 La sororité et la non-mixité

La sororité est un terme relativement souvent utilisé dans les milieux féministes contemporains. Développé au cours des années 70 dans les mouvements sociaux féministes états-uniens et français, il a souvent été critiqué, à raison, notamment par les féministes issues du courant du *Black Feminism*. Pensée du point de vue des féministes hétérosexuelles blanches de la classe moyenne ou de la petite bourgeoisie, la sororité a tendance à effacer l'imbrication des rapports sociaux de classe et de race, et à effacer la question lesbienne, en partant du principe que la classe des femmes est une classe uniforme et que certains sujets sont plus préoccupants que d'autres.

À la fois concept et outil, la non-mixité a été mobilisée et popularisée dans les années 1970, notamment en France et aux États-Unis durant les mobilisations pour les droits des femmes. Des groupes d'auto-conscience aux groupes d'actions, la non-mixité ou la sororité sont des outils au service de la conscientisation des mécanismes d'oppressions et de l'émancipation des femmes dans un monde dominé par les hommes, entendu matériellement, idéologiquement et politiquement. L'idée de sororité et le recours à la non-mixité ont peu à peu été abandonnés du fait de phénomènes multiples et croisés. Notamment sous l'effet de l'institutionnalisation des luttes féministes par un processus appelé le *gender mainstreaming*, qui a « pour ambition de faire prendre en compte la perspective de l'égalité des sexes dans l'ensemble des politiques et dispositifs publics [...] plus communément traduit en français par « approche intégrée de l'égalité »<sup>127</sup>. On a vu croître une génération militante devenue fémocrates<sup>128</sup> qui s'est encartée dans des partis politiques, salariée dans des associations, s'est mise à militer en faveur des politiques visant « l'égalité femme-homme », par le recours à la parité notamment. Je suis pourtant convaincue qu'une nouvelle fenêtre d'opportunité s'est ouverte au moment de la médiatisation de « l'affaire Weinstein », avec des témoignages publics de célébrités issues du monde du cinéma et par ricochet des témoignages de milliers de femmes dénonçant des faits de violences sexistes et sexuelles, via les réseaux sociaux. En quelques semaines le hashtag *#metoo* est devenu viral et toute une communauté numérique féminine s'est mise en ordre de bataille pour dénoncer les faits. Rapidement, la mobilisation quitte les écrans pour

---

<sup>127</sup> Dauphin, Sandrine, et Réjane Sénac-Slawinski. « *Gender mainstreaming* : analyse des enjeux d'un "concept-méthode". Introduction », *Cahiers du Genre*, vol. 44, no. 1, 2008, pp. 5-16, p.5

<sup>128</sup> STOFFEL, S. (2009). Le féminisme d'État : Une notion polysémique au service de la représentation politique. *Revue Française De Science Politique*, 59(2), pp. 359-365. [consulté en ligne le 01/09/20] <http://www.jstor.org/stable/43120495>

l'espace public, avec la formation de groupes spontanés de femmes<sup>129</sup> qui organisent des rassemblements, et qui pour certaines se constituent en collectifs ou s'appuient sur des associations existantes pour dénoncer « la culture du viol », les violences sexistes et sexuelles et les féminicides.

La sororité et la non-mixité sont des éléments centraux défendus par le collectif. Ces éléments ont une histoire et ils ont été solidifiés par des théories, mais ce qui m'intéresse ici, c'est de comprendre comment ils sont utilisés par Les Bavardes. Quels en sont les usages à l'intérieur du collectif et comment participent-ils à la formation politique des militantes ? Par ailleurs, dans le contexte féministe actuel, et au prisme des institutions, il y a une forte tension entre non-mixité et politique paritaire. Pour l'État, la non-mixité est plutôt assimilée à une forme de séparatisme, en arguant l'exclusion des hommes au débat sur l'égalité femmes-hommes. Comment dans ce contexte Les Bavardes mobilisent-elles ces notions et les négocient-elles avec l'état local ? Enfin, dans la perspective de la cause des droits des personnes LGBT, comment le collectif se défend avec la non-mixité lesbienne, à la fois vis-à-vis de l'espace militant local et des politiques publiques et leurs déclinaisons locales. Dans cette sous-partie, je m'intéresserai donc aux modalités de la sororité et de la non-mixité au sein du collectif, puis au rapport à l'État.

### *III.1.1 Une sororité conditionnelle*

La non-mixité est l'un des fondements du collectif. Pour les fondatrices, la cause des droits des femmes et des lesbiennes ne pouvait être défendue que par les femmes et les lesbiennes elles-mêmes. Sans mobiliser des éléments théoriques spécifiquement hérités de la tradition militante féministe des années 70, elles se sont plutôt appuyées sur leurs expériences militantes et leurs rapports aux hommes. Pour elles, il s'agissait de créer un espace où les femmes se sentent en sécurité, où elles sont valorisées, où elles peuvent s'exprimer et dans lequel elles peuvent tisser des liens de solidarité. Aussi, la notion de sororité est vite arrivée dans cet espace militant. Pour les membres du collectif c'est une notion qui doit être discutée et explorée pour être conscientisée et éprouvée, notamment parce qu'en dehors des sphères

---

<sup>129</sup> Albenga, Viviane, et Johanna Dagorn. « Après #MeToo : Réappropriation de la sororité et résistances pratiques d'étudiantes françaises », *Mouvements*, vol. 99, no. 3, 2019, pp. 75-84.

féministes, la sororité est dénigrée, voire condamnée ; la société patriarcale enjoignant davantage les femmes à s'opposer les unes aux autres, se comparer, se juger ou rivaliser. En ce sens, l'alliance des femmes ne va pas de soi, mais elle doit se construire, et pour ce faire, la sororité et la non-mixité semblent être une des réponses apportées par le collectif. Comme l'explique Yannick Le Quentrec, « la sororité prend des formes diversifiées : s'entraider, échanger, s'écouter, répondre aux questions, relire des écrits, avouer ses insuffisances et ses craintes, encourager, compenser la faiblesse des unes par la force des autres, veiller, protéger... Elle active une relation de confiance réciproque qui permet d'affronter des défis »<sup>130</sup>. Dans ce texte, elle prend appui sur des femmes syndiquées qui font alliance pour s'appropriier le travail militant et syndical dans un contexte sexué. Elle explique que dans un monde « monopolisé par les hommes (...) la sororité joue un rôle essentiel de soutien et de légitimation de leur engagement »<sup>131</sup>. Ainsi c'est la conscience d'appartenir à un même groupe, celui de la classe des femmes, qui favorise l'expression de la sororité ; mais c'est également la réappropriation de tâches jusqu'alors appropriées par les hommes. Au sein du collectif, je comprends que la sororité et la non-mixité sont vécues comme des premières expériences. Pour Flora, une des fondatrices du collectif et co-animatrice du séminaire, « *j'ai toujours eu cette distance, théorique et symbolique, et je me suis rendue compte de ça parce que j'avais un vécu, c'était douloureux, une façon pour moi de transcender ça et de m'émanciper en faisant un truc qui était censé émanciper les autres, je me suis pris ça dans la gueule, c'était magnifique, [...] je vivais pour la première fois la sororité, j'avais déjà entendu ce mot et là je le vis, et plus jamais je ne serais dans la vie "générale" »*.<sup>132</sup>

Ainsi, pour les membres du collectif, la sororité permet à la fois de développer une conscience collective des oppressions, des violences sexistes, sexuelles et lesbophobes vécues, et de fait de renégocier son rapport au monde. Flora, se positionnant comme fondatrice et formatrice, a co-créé ce collectif pour aider d'autres femmes, leur permettre de s'exprimer. Ses habitus de « militante de cause » et de salariée du monde associatif l'ont toujours positionnée comme aidante et l'expérience vécue au travers du collectif lui a permis de prendre conscience qu'elle faisait elle aussi partie d'un groupe exploité et opprimé, et c'est par le vécu de la sororité à l'intérieur d'un groupe qu'elle a pu accéder à cette réalité. Ainsi « la confiance en soi est alors un outil de lutte politique, en ce sens qu'elle permet d'articuler

---

<sup>130</sup> Le Quentrec, Yannick. « Militier dans un syndicat féminisé : la sororité comme ressource », *Travail, genre et sociétés*, vol. 30, no. 2, 2013, pp. 53-72, p.64

<sup>131</sup> Ibid., p.64

<sup>132</sup>

sa propre libération à celle de toutes les femmes »<sup>133</sup>. Pour beaucoup de militantes qui découvrent les effets de la non-mixité et du potentiel émancipateur de la sororité, il est difficile ensuite, de retourner à la « vie générale », entendue la société patriarcale et hétéronormative. Ainsi, la sororité ici revêt un autre caractère particulier, celui propre à un groupe de lesbiennes militantes, où la sororité n'est plus seulement un lien de solidarité ou de légitimation, mais aussi la possibilité de vivre en dehors de la « vie générale », de construire une société particulière et idéale. Ce qui ne veut pas dire qu'à l'intérieur d'un groupe militant lesbien, il n'y aurait pas les stigmates du patriarcat et de l'hétéronormativité, comme si constituer un groupe de lesbiennes rendait ses membres imperméables à ces phénomènes, comme par magie. C'est là tout l'enjeu de la sororité, un outil de mise au jour des mécanismes d'oppressions pour apprendre à s'en défendre, et non plus seulement en faire un outil de solidarité entre les femmes.

Par ailleurs, à l'occasion de mes observations participantes, j'ai souvent entendu les militantes adosser le terme « *safe* » à celui de la sororité. Pour elles, « *safe* » est une manière d'être en relation les unes avec les autres au sein du collectif, mais de manière générale dans toutes les relations avec d'autres femmes ; avec l'idée de ne pas reproduire de rapports de domination, de respecter le point de vue situé de chacune et de s'encourager plutôt que de se critiquer. Ce terme défend ainsi l'image d'une apparente harmonie et équilibre dans le collectif, mais qu'en est-il dans les pratiques militantes concrètes ? Aussi, les militantes se sont attachées à questionner leur rapport au conflit et aux désaccords, en faisant coexister la sororité – comprise comme un lien particulier de solidarité et d'existence en dehors de la sphère patriarcale et hétéronormative – avec la possibilité d'exprimer des désaccords. En effet, « le caractère *safe* des organisations féministes a également été critiqué via une remise en cause de la rhétorique de la sororité sur laquelle elle s'appuie »<sup>134</sup>. Autrement dit, l'injonction à la sororité ou la sororité à tout prix, auraient tendance à étouffer les possibles conflits, à se donner une vision idéale et idyllique ce qui empêcherait de questionner les rapports de pouvoirs, même à l'intérieur d'un groupe de femmes « or la création de sororité nécessite d'établir les fondations d'une solidarité permettant de penser la différence des expériences, mais la communauté des forces et des ressources et la possibilité d'un soutien

---

<sup>133</sup> Chaponnière, Martine, Lucile Ruault, et Patricia Roux. « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 6-14, p.9

<sup>134</sup> Dorion, Léa. Organisations alternatives et empowerment : une approche féministe. Penser l'organizing depuis ses marges, sous la direction de Isabelle Huault, Thèse, 2018, p.175

qui permet d'exprimer des désaccords »<sup>135</sup>. Ainsi la sororité ce n'est pas étouffer les conflits, mais proposer un cadre où tout peut être exprimé, et où les désaccords peuvent jaillir et être traités.

La sororité c'est donc tout à la fois, une manière de générer des liens de solidarité, faire groupe face aux oppressions et gagner en légitimité militante, « la légitimité du féminisme se joue donc aussi à travers la conquête d'une estime de soi : se sentir légitimée à s'exprimer, sur le Web, ou dans un groupe, se sentir entendue, savoir que son expérience est partagée par d'autres et que même si elle ne l'est pas, ou en partie seulement, elle constitue un juste fondement de l'action collective entreprise. Bénéficier de la solidarité des autres, écouter soi-même les autres, se sentir appartenir à une communauté sont autant de manières de faire le lien entre le personnel et le politique »<sup>136</sup>. Cette expérience est possible parce que, dans les mouvements sociaux sexués, la division des tâches du travail militant rejoue les effets de la domination. Les femmes sont dépossédées par les hommes de certaines, voire de toutes les tâches militantes valorisées et visibles. La non-mixité permet l'acquisition de compétences militantes qui n'aurait sans doute pas été possible dans un cadre mixte. Ainsi, pour les membres du collectif, la sororité et la non-mixité permettent d'éprouver un engagement qui se passe du regard masculin, construit comme un rapport de domination et d'accaparement des ressources militantes. Pourtant, à l'ère des mesures gouvernementales en matière de parité et d'égalité femmes-hommes, comment ce concept survit-il aux injonctions des politiques publiques nationales et locales ?

### ***III.1.2 La non-mixité à l'épreuve de « l'égalité femme-homme »***

Les membres de l'association sont régulièrement questionnées par leurs financeurs sur les raisons du faible taux d'hommes, à la fois comme participants aux événements et comme adhérents à l'association. Je tiens à préciser que les financeurs ont ce type d'informations, non pas parce qu'ils/elles participent à tous les événements, mais en lisant le bilan des actions<sup>137</sup>.

---

<sup>135</sup> Ibid., p.177

<sup>136</sup> Chaponnière, Martine, Lucile Ruault, et Patricia Roux. « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 6-14, p.8

<sup>137</sup> Pour toute demande de financement, il y a un document à remplir, appelé CERFA. Pour tout financement obtenu, un CERFA est également demandé, avec deux bilans à compléter : un bilan des actions et un bilan financier. Dans le bilan des actions, est demandé entre autres : le nombre de personnes touchées par l'action en distinguant notamment les hommes et les femmes  
[https://nievre.franceolympique.com/nievre/fichiers/File/cerfa\\_12156-05.pdf](https://nievre.franceolympique.com/nievre/fichiers/File/cerfa_12156-05.pdf)

Ainsi, en 2020, au cours d'un rendez-vous avec la Déléguée aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DDFE) de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Somme (DDCS80), à l'occasion d'une demande de renouvellement d'un financement, il a été demandé explicitement au collectif d'inclure davantage les hommes, ce paramètre conditionnant l'obtention de ce financement. Cette question émanant directement du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale (DDCS) de la Somme, décideur final. Cet épisode montre les tensions idéologiques entre le collectif qui a recours à la non-mixité, et les politiques publiques en faveur de l'égalité femmes-hommes. Il montre aussi la difficulté à défendre la non-mixité quand celle-ci ne correspond pas aux critères d'attribution des financements, par des modalités de contrôles qui en conditionnent l'obtention. Les critères d'attribution, émanant des politiques publiques, fixent des règles qui se heurtent aux principes et au fonctionnement de l'association. Les marges de manœuvre pour le collectif sont donc limitées. Les membres du collectif ont longuement échangé sur comment et quoi répondre à cette demande. Une première piste a été de ne pas répondre et de retirer notre demande de subvention, comme acte symbolique de protestation aux injonctions des politiques publiques. Une deuxième piste a été celle de justifier le recours à la non-mixité, par la rédaction d'un courrier, directement adressé au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale. Le collectif a donc opté pour le second choix, arguant trois raisons. La première est de justifier l'usage de la non-mixité par le type d'activités proposées, tout en expliquant les hypothétiques raisons du faible taux de participation des hommes, considéré comme le résultat du manque d'implication des hommes dans la défense des droits des femmes et des lesbiennes. La deuxième raison qui les a poussées à répondre à la demande du Directeur réside dans le fait que cette demande était un ajustement acceptable au regard de comment la subvention demandée, d'un montant de 4000 euros, pourrait être utilisée pour mener à bien les projets du collectif. La troisième raison était de faire de ce courrier un plaidoyer en faveur de la non-mixité. L'encadré qui suit est un extrait du courrier adressé au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale. La décision du collectif montre la manière dont ses membres négocient son rapport à l'état local et ajuste ses marges de manœuvre.

Extrait du courrier adressé au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de la Somme, en date du 8 mars 2020.

(...)

*Par ailleurs, l'objet de ce courrier est aussi d'éclaircir certains points nous concernant. En effet, il nous a été remonté certains éléments qui fragilisent ou questionnent notre éligibilité à prétendre à des financements venant de vos services, comme le manque de mixité (notamment femme-homme) (...). Tout d'abord, il est vrai que nous sommes une association composée de femmes à 90%, ce n'est pas tant un choix qu'un fait : 60% de nos actions sont uniquement réservées aux femmes et 40% sont mixtes. Pour autant, quand elles sont mixtes nous déplorons l'absence des hommes ou leur très faible participation à ces événements.*

(...)

*Comment nous justifions la non mixité au regard des actions que nous menons :*

**NON MIXTE**

*Exemple 1 : groupe de parole sur le viol*

*Objectifs : permettre aux femmes de témoigner et de trouver des solutions pour se protéger / se réparer*

*Ici, le format groupe de parole, se prête davantage à la confiance et nécessite la non mixité.*

**MIXTE**

*Exemple 1 : conférence sur « qu'est-ce que la culture du viol », qui s'est tenue le mercredi 4 mars, à la fac de droit, sur demande de l'AESP (association des étudiants en sciences politique), ouverte à tous.tes (70% de femmes, 30% d'hommes) et qui a réunit plus de 90 personnes (90% d'étudiant.es). Ainsi, même quand la mixité est permise, les hommes ne sont pas toujours au rendez-vous, ce que nous regrettons beaucoup. Pour autant en 2021, nous envisageons un travail de fond pour favoriser la mixité.*

### **III.1.3 Une sororité lesbienne particulière**

« J'ai le sentiment très fort que les femmes étant privées de territoire sont privées également d'imaginaire, sont privées de tout. Elles sont en territoire occupé, partout sur la Terre. Il n'y a pas de "lesbimoine". [...] Il n'y a pas de territoire mental s'il n'y a pas de territoire géographique »<sup>138</sup>. Ainsi, pour Michèle Causse, écrivaine et militante lesbienne, sans territoire

<sup>138</sup> Michèle Causse, dans le film qui lui est consacré, *Corps de paroles*, 1989, Diane Heffernan, Suzanne Vertue, [consulté en ligne le 02/09/20] <http://www.coordinationlesbienne.org/spip.php?article192#nb3>

géographique et mental, les lesbiennes n'ont pas la possibilité d'exister, matériellement, politiquement et idéologiquement. Ce que je comprends du lesbimoine, à l'aide de Michèle Causse et des entretiens avec les membres du collectif, c'est à la fois la question du territoire, une communauté lesbienne qui n'est pas seulement la rencontre entre plusieurs lesbiennes, c'est bien le rapport à la terre, au lieu et donc une histoire et une généalogie lesbienne dans laquelle se retrouver et se rencontrer. Je comprends aussi le lesbimoine comme la possibilité de faire partie d'une communauté, en effet « se sentir appartenir à une communauté sont autant de manières de faire le lien entre le personnel et le politique. La confiance en soi est alors un outil de lutte politique, en ce sens qu'elle permet d'articuler sa propre libération à celle de toutes les femmes »<sup>139</sup>. Le lesbimoine c'est donc conjuguer la transmission des histoires et savoir-faire des luttes passées, les productions culturelles qui ont permis d'en donner des repères et de faire territoire les unes avec les autres pour construire une généalogie lesbienne utile pour sa propre émancipation et nécessaire pour la lutte. Les membres du collectif expliquent, que la question de la mémoire lesbienne est importante et plus particulièrement le lesbimoine amiénois. La majeure partie des membres du collectif est amiénoise ou des alentours. Il y a donc un attachement au territoire géographique et historique, en plus de l'intérêt de l'histoire lesbienne locale. C'est une rencontre avec les Immédiannes – collectif lesbien amiénois de 1990 à 2000 – qui va permettre au collectif de s'interroger sur sa propre histoire militante, son rapport au territoire et part cette rencontre, développer une forme de sororité lesbienne.

Au cours d'un atelier, les militantes se sont plongées dans les archives des Immédiannes, dans le but de comprendre leur fonctionnement, leur histoire et en vue de préparer une prochaine rencontre avec quelques-unes de leurs membres, à l'occasion d'un événement sur la mémoire lesbienne. Pour les militantes de l'association, il s'agit de comprendre ce qui lie les lesbiennes entre elles, dans une perspective intergénérationnelle, et dans le rapport à la déconstruction du régime politique hétérosexuel et du patriarcat. Durant cet événement, elles ont constaté que le fonctionnement du collectif et les actions proposées étaient, somme toute, presque similaires à ce que pouvaient mettre en place les Immédiannes, bien qu'une analyse plus fine mériterait d'être ici faite. Ce que je peux quand même dire c'est combien les lesbiennes ont besoin de retracer leur propre histoire, en dressant leur propre généalogie militante et lesbienne en dehors du régime hétérosexiste et du regard androcentré.

---

<sup>139</sup> Chaponnière, Ruault et Roux, Op cit., p.9



Par ailleurs, la perspective intergénérationnelle questionne également sur le vieillissement des femmes et des espaces dédiés ou absents pour les elles. Ainsi, comment vieillir dans un contexte à la fois de dégradation des services publics et des systèmes de soins et dans un contexte hétérosexiste ? Cette expérience se limite à l'espace de deux collectifs et ne saurait parler au nom de toutes les lesbiennes, car nous savons qu'une classe de femme ne va pas de soi<sup>140</sup>, de la même manière une classe de lesbienne non plus. Au prisme des autres rapports sociaux de domination comme la classe et la race, et dans une perspective transnationale, l'expérience que je viens de présenter est circonscrite à l'espace local amiénois, d'un petit nombre de militantes, blanches pour la majorité et sont issues de classes moyennes. De fait, cela pose aussi la question de qui a accès à quelle histoire et selon comment on est positionné du point de vue de la race et de la classe, permet l'accès à un certain nombre de ressources et de capitaux qui facilitent cette reconstruction d'une mémoire collective.

Sur ce point, le collectif semble se questionner régulièrement sur ces enjeux intersectionnels et sur les capitaux dont elles jouissent. Dans cette perspective, elles ont proposé d'explorer une alliance transnationale, en expérimentant un partenariat avec une association LBTQ<sup>141</sup> au Bénin, en Afrique de l'Ouest, dont l'une des militantes (moi-même) avait rencontré l'une des membres dans un cadre professionnel. Cette rencontre permettant ainsi d'établir un projet commun de sororité lesbienne transnationale. Le projet co-écrit a été accès sur la lutte contre les violences sexistes, sexuelles et lesbophobes contre lesquelles se battent les membres des deux associations. Ce projet a entre autres été financé par la fondation Lesbienne d'Intérêt Général. Est-ce que le fait que des lesbiennes montent un projet ensemble et que celui-ci soit financé par des lesbiennes suffit-il à échapper au rapport de domination et aux logiques de marchandisation des projets de solidarité internationale. Jules Falquet dans son texte « L'ONU, alliée des femmes ? », explique très bien le phénomène d'ONGisation des mouvements sociaux au moment de l'intégration de la cause des femmes dans les instances internationales, « cette tendance peut être analysée comme la progressive ONGisation des mouvements sociaux, aspirés par des logiques d'institutionnalisation et de légitimation largement fomentées par le système onusien : ces mouvements sont non seulement neutralisés, mais amenés à contribuer à la mise en place d'un nouvel ordre mondial totalement opposé aux intérêts des populations

---

<sup>140</sup> Galerand, Elsa. « Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes », *Cahiers du Genre*, vol. 40, no. 1, 2006, pp. 163-181.

<sup>141</sup> Je garde l'anonymat de l'association pour des raisons de sécurité pour les membres de l'association. Bien qu'aucune législation n'interdit l'homosexualité, ne pénalisent ou ne condamnent les personnes LGBT, le contexte sociopolitique du Bénin n'est pas particulièrement favorable à l'homosexualité.

initialement mobilisées »<sup>142</sup>. Dans cette perspective, comment les Bavardes, l'association béninoise et la LIG discutent ensemble ce contexte et y répondent ? De ce que j'ai compris, je dirais que tout d'abord, leurs moyens et leurs ressources sont limités, de part la taille des trois structures, de part la représentativité de ce type de projet à l'échelle internationale et du poids politique qui pourrait en découler. Ce type de projet n'est pas financé par la communauté des bailleurs internationaux, sinon de manière très marginale. Les lesbiennes, se sont pas une catégorie, elles ne sont ni des femmes du point de vue des financeurs internationaux sur la lutte contre les violences faites aux femmes<sup>143</sup> et ce n'est pas non plus une « population clé »<sup>144</sup>, elles sont inadministrables et du point de vue des institutions, elles n'existent pas. Ce n'est pas tant un problème qu'un fait, et la question n'est pas de savoir comment rendre administrable les lesbiennes, au contraire, comment les lesbiennes peuvent créer des projets de solidarité transnationale en dehors des logiques de marché et des processus d'ONGisation ? Est-ce seulement possible ? En tout cas, du côté des Bavardes, de l'association béninoise et de la LIG, malgré des moyens limités, l'expérience de sororité lesbienne transnationale a été éprouvée et a permis d'ouvrir cette question. Cet épisode qui croise sororité militante et politiques de financements amène la question des stratégies d'alliances possibles pour négocier les modalités de réponses à la cause du droit des femmes et des lesbiennes face aux enjeux des politiques publiques. La partie qui va suivre va donc présenter les stratégies possibles et leurs limites.

### III.3 Stratégies d'alliances

Ici je développerai la manière dont le collectif négocie avec les tensions évoquées plus haut et la manière dont il répond aux injonctions nationales et leurs déclinaisons locales, spécifiquement sur la question de la lutte contre les violences basées sur le genre. Je m'attacherai tout d'abord, en partant d'une expérience localisée en milieu scolaire, à présenter

---

<sup>142</sup> Falquet, Jules. « L'ONU, alliée des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales », *Multitudes*, vol. n° 11, no. 1, 2003, pp. 179-191, p.180

<sup>143</sup> Krause, Monika. « The Good Project. Humanitarian Relief NGOs and the Fragmentation of Reason, Chicago » (Ill.), Chicago University Press, 2014. Soriat, Clément. « Comptes rendus », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, no. 4, 2018, pp. 141-154

<sup>144</sup> « Pour l'ONUSIDA, les cinq principaux groupes de population clés qui sont particulièrement vulnérables au VIH et n'ont souvent pas accès à des services adéquats sont les hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les personnes transgenres, les consommateurs de drogues injectables et les détenus ainsi que les personnes incarcérées. » [Consulté le 02/09/20] <https://www.unaids.org/fr/topic/key-populations>

les usages d'une pédagogie féministe au sein de l'institution scolaire comme variable d'ajustement. Dans un second temps, je décrirai de quelle manière l'association a négocié le recours et l'usage de l'argent public sur la question de la lutte contre les violences basées sur le genre.

### *III.3.1 Économie du travail militant et usages des ressources publiques*

« Militante », « bénévole », « volontaire », sont autant de termes utilisés pour qualifier le statut d'une membre des Bavardes. Tous ces termes répondent à des contextes socio-politiques et historiques bien précis. Ce qui m'intéresse ici c'est de questionner le travail, en l'occurrence gratuit et non rémunéré, comme le souligne Xavier Dunezat : « les mouvements sociaux comme des espaces-temps qui supposent et secrètent une forme spécifique de travail, que je nomme "le travail militant" »<sup>145</sup>. Dans une perspective marxiste et féministe matérialiste, le travail militant est la somme de la mise à disposition de temps, de la force de travail et des compétences socioprofessionnelles au service de l'action collective. Dès lors, comment peut-on conjuguer un féminisme matérialiste, qui met au jour le travail gratuit fourni par la classe des femmes à la classe des hommes et le rapport d'exploitation qui en découle, tout en produisant un travail militant gratuit ? Ainsi, à qui profite ce travail militant gratuit ? Si le collectif était « indépendant » ou tout du moins sans armature administrative en lien avec l'État, est-ce que la notion de travail militant configurerait différemment son rapport à l'exploitation ? Est-ce que le fait d'être constituée en association, et de fait d'entretenir un rapport tutélaire à l'État, positionne ce travail militant comme étant exploité par l'État ? Enfin, est-ce que le fait de percevoir des financements de droit commun n'accentue pas le rapport de pouvoir de l'État sur les membres de l'association, en ayant une influence qui va jusqu'à modeler les champs d'action et les discours ? Est-ce que finalement le travail militant n'est pas encouragé par l'État, se parant du manteau du bénévolat pour pallier ses carences en matière de lutte contre les inégalités ? Comment Les Bavardes résolvent cette dichotomie de revendiquer autonomie et radicalité, tout en travaillant bénévolement pour un collectif qui perçoit de l'argent de l'État pour ce travail ? Peut-on parler de travail lorsqu'on milite pour « sa survie » ou « une noble » cause, ou tout simplement quand on aime ça ? L'une des

---

<sup>145</sup> Dunezat, Xavier. « Chapitre 10 / Trajectoires militantes et rapports sociaux de sexe », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 243-260, p.245

réponses serait-elle de rémunérer toutes les militantes pour résoudre ce problème, ou bien verrait-on alors l'institutionnalisation se renforcer ? À quel point prétendre à des financements de droit commun en acceptant les modalités, contribue à renforcer le système capitaliste et néolibéral en cautionnant les logiques de marché ?

J'ai en partie évoqué le travail militant sous l'angle du répertoire d'action (dans le premier chapitre), des conditions d'émergence à l'engagement au prisme du militantisme, du lesbianisme et du féminisme (dans le second chapitre) et de la pédagogie féministe au service de la formation politique (dans le chapitre trois). Dans cette dernière partie, je vais croiser travail militant, fait associatif et rapport à l'institution. Pour ce faire, je discuterai dans une première sous-partie, les dissonances auxquelles le groupe militant fait face en analysant les conséquences pour le collectif de devenir une catégorie administrable. Dans une seconde partie, je développerai les stratégies d'alliances possibles pour répondre aux enjeux de la cause des femmes et des personnes LGBT posée comme problème public.

Une conversation téléphonique, en juin 2020, avec un technicien en charge des subventions aux associations sous le chapeau « citoyenneté » d'Amiens Métropole concernant l'instruction à venir d'un renouvellement de demande de subvention marque, selon moi, un tournant important pour le collectif / l'association. En substance, voilà ce que me dit au téléphone le technicien *« bon, on a lu votre dossier (sous-entendu de demande de subvention), tout est en ordre, ça passera au Conseil Municipal de septembre, on va tout faire pour que ça passe, mais bon je n'ai pas trop de crainte, c'est vous, Les Bavardes, vous avez pignon sur rue maintenant, je ne vois pas pourquoi ça ne passerait pas »*. De cette conversation, on peut se demander *« comment il est possible de construire et de maintenir des organisations féministes autonomes tout en interagissant avec des institutions mainstream, et si ces deux volontés sont politiquement contradictoires »* (Ferree et Martin, 1995, p.130). En effet, « une organisation féministe est une organisation dissonante, c'est à dire qui habite cet espace liminal où théories et pratiques sont en tensions », p.147.

Du côté de l'organisation du collectif Les Bavardes, le « staff » dont font partie les bénévoles les plus anciennes répond quotidiennement aux sollicitations, participe aux réunions partenaires, s'occupe des tâches administratives et comptables inhérentes à la vie de l'association. Les membres du « staff » ont été renouvelées une fois, trois des fondatrices ont

quitté la coordination et quatre bénévoles (les plus actives et anciennes) l'ont intégré. Les raisons de ce *turnover* s'expliquent à la fois par le fait que certaines avaient d'autres projets et d'autres ont exprimé leur épuisement face au travail militant à accomplir. Ce dernier élément a contribué à rediscuter la charge de travail bénévole.

La quantité d'actions en cours, l'épuisement militant exprimé par certaines et l'obtention d'un certain nombre de financements émanant de l'État conduisent Les Bavardes à projeter l'embauche d'une personne à la coordination de l'association, de ces membres et de la mise en œuvre des actions. Cette situation traduit la tension entre indépendance et institutionnalisation, entre action bénévole militante et salariat associatif. C'est une tension plutôt récurrente qui sous-tend l'institutionnalisation, et avec elle les logiques de marchandisation, avec l'incertitude de proposer un emploi durable et rémunéré dignement. Il est indéniable que le fait de mobiliser des financements dits de droit commun renforce le lien entre État et association, par l'effet de soumission aux logiques d'appels à projets et de la mobilisation d'un certain nombre de compétences techniques. Les Bavardes, à l'occasion des réunions de fondations du collectif, ont exprimé le fait que le recours au financement, au départ, avait davantage pour ambition de satisfaire des préoccupations matérielles minimales. L'accroissement des financements soulève la question de la dépendance à ceux-ci et par voie de conséquence aux financeurs et donc à l'État, ce qui est d'autant plus valable dès lors que la question de la salarisation se pose.

Le modèle économique de l'association repose sur environ 60% de subventions dites de droit commun, 30% des recettes sont issues des ventes ou des prestations, enfin 10% des recettes correspondent aux dons ou aux adhésions volontaires. La première année, en 2018, le collectif présentait un bilan financier de 3000 €. En 2019, le bilan financier était de 13 000 €. En 2020, le budget prévisionnel est de 60 000 €. Le dernier budget prévisionnel témoigne d'un tournant majeur pour l'association, notamment par le fait de projeter l'embauche d'une salariée en septembre 2020. Le principal bailleur de l'association est l'État<sup>146</sup>, via le ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports. La fondation Lesbiennes d'Intérêt Général (LIG) est le second bailleur. Les montages financiers pour une association nécessitent de réelles compétences techniques, administratives, comptables ; mais aussi relationnelles et

---

<sup>146</sup> Les principaux bailleurs de l'association sont la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE) et pour le département Délégation Départementale aux Droits des Femmes de la Somme (DDFE80). Les dispositifs de financements mobilisés sont « appel à projet contre les violences sexistes et sexuelles », « fond de développement à la vie associative », « politique de la ville »

politiques. Sans la connaissance fine des dispositifs, des sigles, et des interlocuteurs, il est difficile d'accéder à ces financements.

Le collectif est aujourd'hui sur une ligne de crête entre le fait de se revendiquer comme militant et dans les faits d'être devenu un appendice de l'État. Cette position est donc nécessairement contradictoire, elle pose une question éthique et politique sur les modalités de circulation entre les deux espaces, militant et institutionnel. Il semblerait que le collectif soit contraint de s'adapter aux deux espaces, tant pour garantir une forme d'autonomie que pour éviter de servir de caution à l'état local. En effet, le travail militant, appelé aussi « bénévolat » dans le cadre associatif se déploie parce qu'il y a un espace vacant dans l'action de l'État, il « s'opère alors un double oubli de l'État, l'oubli que le bénévolat est non seulement en partie au moins construit par l'État, mais il est aussi utilisé par lui »<sup>147</sup>.

### ***III.3.2 Subvertir l'Éducation Nationale : passer deux heures avec une classe de seconde***

La mise en place d'activités complémentaires à l'éducation<sup>148</sup> au sein d'un établissement scolaire est perçue comme une contribution aux activités d'enseignement permettant de compléter et d'enrichir les enseignements, ainsi que de répondre aux exigences du projet d'établissement. Ces activités peuvent être de plusieurs types et natures. Dans le cadre du présent mémoire, on s'intéresse aux politiques éducatives en matière de prévention des violences basées sur le genre<sup>149</sup> appelées communément « éducation à la citoyenneté », ou « éducation à l'égalité fille-garçon », ou encore « lutte contre les stéréotypes sexistes ». Ces projets s'inscrivent dans la continuité directe des politiques publiques en matière d'éducation et de prévention à la lutte contre les discriminations et les violences. Chaque académie, rectorat ou établissement scolaire a donc l'obligation de proposer aux élèves des espaces d'échanges et de discussion sur ces thématiques. Cela peut recouvrir différents formats, construits en concertation avec l'équipe éducative de l'établissement, en adéquation avec les caractéristiques des élèves et des spécificités de l'établissement. Les projets sont montés en concertation avec l'équipe éducative de l'établissement qui travaille de concert pour penser et organiser des actions à vocation éducative. La communauté éducative fait appel à des

---

<sup>147</sup> Simonet, Maud, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2010, 220 p. p.81

<sup>148</sup> [Consulté le 26/08/20] <https://eduscol.education.fr/cid50693/intervenants-externes-en-milieu-scolaire.html>

<sup>149</sup> Circulaire n°2015-003 du 20 janvier 2015

extérieurs, tels que des associations, des personnalités inspirantes, la Brigade de Prévention de la Délinquance Juvenile (BPDJ) ou des artistes, dans le but d'assurer une continuité éducative.

Depuis ma position de chercheuse militante, de membre du collectif et de par mes expériences professionnelles en tant qu'intervenante à la lutte contre les discriminations en milieu scolaire, j'ai eu l'occasion de travailler avec des bénévoles du collectif sur la mise en place d'un projet éducatif à la lutte contre les violences basées sur le genre avec des établissements scolaires de la ville d'Amiens, notamment en réalisant des interventions dans des classes de seconde<sup>150</sup>. Le lycée Madeleine, un lycée de centre-ville, a proposé au collectif Les Bavardes, en 2018, d'intervenir auprès de classes de seconde, dans le but de discuter avec les élèves du sexisme et des LGBTphobies. La communauté éducative a sollicité le collectif pour son engagement militant, et pour ses méthodes éducatives connues pour être participatives. La première année le collectif a réalisé quatre interventions, puis l'année scolaire suivante, face à l'engouement des élèves, un projet plus conséquent s'est construit entre le lycée, quelques élèves et les membres du collectif. Pour le collectif en lui-même, c'est une des actions qui rassemblent le plus de bénévoles, parfois jusqu'à cinq intervenantes pour une seule classe. Les motivations à intervenir sont variées : une profonde croyance dans l'importance que joue le rôle de l'éducation, une projection / réparation avec l'adolescente qu'elles ont été et le fait d'avoir toujours « rêvé » qu'un collectif lesbien et/ou féministe intervienne dans leurs propres établissements scolaires, ou encore le fait que le lycée dans lequel nous intervenions ait été le lycée d'une des intervenantes. Pour mener à bien les interventions en milieu scolaire, l'association a fait une demande d'agrément académique<sup>151</sup> auprès du rectorat d'Amiens pour asseoir administrativement la possibilité de faire des projets en milieu scolaire, agrément obtenu pour une durée de cinq ans. Cet agrément ouvre la possibilité de mobiliser des fonds spécifiques pour intervenir en milieu scolaire et contraint à des responsabilités administratives.

Les Bavardes, en s'inscrivant dans une perspective féministe, lesbienne et matérialiste, abordent la question des violences basées sur le genre de manière structurelle. Leur discours et leur pratique rompent avec ceux de l'État et avec les discours sur l'égalité femme-homme. Les intervenantes s'appuient sur les représentations des élèves pour les raccrocher à une

---

<sup>150</sup> annexe

<sup>151</sup> Circulaire n°93-136 du 25 février 1993

analyse plus systémique des inégalités. De la même manière qu'elles ont recours à la pédagogie féministe pour former leurs bénévoles, elles exploitent les mêmes méthodes pédagogiques avec les élèves, afin de créer les conditions du débat et de mettre au jour les rapports de dominations qui sont en jeu dans une classe. Qui parle ? Qui sont les « bons » élèves ? Qui sont les élèves « populaires » ? Qui coupe la parole ? Quel.les sont les élèves qui ne s'expriment pas du tout ? Quel.les sont les élèves qui sont pris.es pour cible (grossophobie, homophobie...) ? Dans l'encart qui suit, je donne quelques éléments du déroulé de l'intervention, qui permet de comprendre comment les conditions de l'égalité dans l'accès à la prise de parole sont créées, partant du principe que les discours sur l'égalité ne sont pas suffisants pour produire de l'égalité, notamment entre les filles et les garçons.

En posant certaines conditions dans l'accès à la prise de parole dans le groupe, le collectif cherche à responsabiliser les élèves sur ce que signifie réfléchir en groupe. Ce qui leur permet ensuite d'aborder avec les élèves la division sexuelle du travail. Dans les groupes mixtes, les garçons monopolisent la parole et ne s'attribuent pas les trois rôles présentés dans l'encart. Dans le texte « La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation<sup>152</sup> », Corinne Monnet montre comment le travail de la conversation est traversé par des rapports de pouvoir, dans lesquels les hommes ont des pratiques conversationnelles qui ont tendance à monopoliser la parole, imposer le silence aux femmes, faire valoir leur propos comme plus pertinent ou légitime.

Pour faciliter les échanges et amener les élèves à réfléchir sur les effets concrets du sexisme, Les Bavardes préparent des questions<sup>153</sup> à poser aux élèves, de manière à aborder avec eux.elles, les notions de culture du viol, de consentement, de sociétés androcentrées et phallogocentrées, du tabou autour de la vulve et de la méconnaissance du clitoris, et le large spectre que recouvrent les violences sexistes et sexuelles. Il arrive parfois que soient abordés avec elles.eux des concepts plus sociologiques : l'appropriation individuelle et collective de Colette Guillaumin ou l'hétérosexualité comme régime politique. Les mots sont posés tels quels, écrits au tableau, accompagnés de ressources accessibles pour aller plus loin s'ils.elles ont envie de creuser ces questions. Cette pédagogie est conçue également dans la perspective

---

<sup>152</sup> Monnet, Corinne, La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation, *Nouvelles Questions Féministes*, Vol.19,1998.

<sup>153</sup> annexe



d'une certaine transmission de la mémoire féministe, « nous voulons que les jeunes femmes qui nous suivent puissent se servir, dans le présent et dans le futur, de ce que nous avons appris et continuons d'apprendre. »<sup>154</sup> Les adolescentes, via des comptes Instagram<sup>155</sup> qu'elles suivent, ont des notions afférentes aux féminismes comme « intersectionnalité », « patriarcat », « body positive ». En partant des représentations des élèves, Les Bavardes croisent certains concepts sociologiques aux références culturelles des élèves comme la chanteuse Angèle et ses chansons « Balance ton quoi » (sur le sexisme en référence au mouvement #metoo), et « Ta Reine »<sup>156</sup>, sur l'amour lesbien, ainsi que la série produite par une plateforme en ligne « *Sex Education* » avec l'appui du manuel tiré de la série<sup>157</sup>. Pour le collectif, les « interventions sont faites pour que l'analyse de la réalité quotidienne vécue par les enfants permette de faire des liens avec des réalités plus globales qui se vivent autour d'elles et d'eux et dans le monde »<sup>158</sup>.

Ce que veulent faire les membres de l'association, c'est mobiliser une pédagogie féministe, qui permet de créer les conditions de l'égalité depuis les pratiques concrètes et quotidiennes des élèves. Elles se donnent pour ambition de créer un espace d'expression qui libère la parole, mais aussi un espace de conscientisation, notamment des mécanismes d'oppressions et d'approcher une lecture critique matérialiste et lesbienne de leur analyse d'une situation sexiste.

Après avoir traité 600 bilans d'élèves, le collectif note quelques éléments chiffrés. 60% des élèves filles rapportent avoir déjà subi des violences sexistes, dans leur quotidien, en famille ou dans la rue. Les élèves apprécient en grande majorité le fait de pouvoir s'exprimer sur les violences sexistes qu'elles ont subies et les stratégies d'autodéfense qu'elles mettent en place pour contrer des agresseurs potentiels dans l'espace public. À l'issue de l'intervention, les intervenantes proposent aux élèves volontaires de faire un « selfie »<sup>159</sup> et de les inviter à suivre Les Bavardes sur les réseaux sociaux, régulièrement alimentés par les membres du

---

<sup>154</sup> Forest, L., Aubin, M., Côté, I., Deschamps, L. & Lavoie, A. Construire une pédagogie féministe dans des classes du primaire. *Recherches féministes*, 1, 198894

<sup>155</sup> Réseau social de partage de photos. Sur 1 milliard d'utilisateurs.trices, 71% ont moins de 35 ans (Hootsuite, 2019)

<sup>156</sup> Extrait du refrain de la chanson « Mais tu voudrais qu'elle soit ta reine ce soir. Même si deux reines c'est pas trop accepté. Mais tu voudrais qu'elle soit ta reine ce soir. Toi, les rois tu t'en fous c'est pas c'qui t'plaît. »

<sup>157</sup> Lien vers le manuel : [https://sexeducation.fr/assets/data/le\\_petit\\_manuel\\_sex\\_education.pdf](https://sexeducation.fr/assets/data/le_petit_manuel_sex_education.pdf)

<sup>158</sup> Forest, L., Aubin, M., Côté, I., Deschamps, L. & Lavoie, A. Construire une pédagogie féministe dans des classes du primaire. *Recherches féministes*, 1, 198895

<sup>159</sup> Gunthert, André, « La consécration du selfie », *Études photographiques* [En ligne], 32 | Printemps 2015, mis en ligne le 16 juillet 2015, [consulté le 27 août 2020]

collectif, avec la stratégie de permettre aux élèves de suivre des ressources et l'actualité féministe et LGBT. Les interventions sont ensuite débriefées avec la communauté éducative, ce qui permet de fournir des éléments concrets sur les violences sexistes et sexuelles vécues par les élèves et proposer des pistes de remédiations, en mettant en place un projet de pédagogie féministe à plus long terme<sup>160</sup>.

Pour conclure, bien que le collectif subvertisse les activités complémentaires de l'éducation et s'allie à la communauté éducative pour le faire, je soulève toutefois quelques limites et interrogations. Tout d'abord, ce type d'intervention reste relativement marginal et minoritaire et ne saurait être considéré comme une généralité. Par ailleurs, il est difficile de connaître les effets à long terme de ce type d'intervention, et spécifiquement les incidences dans le quotidien des élèves. Quelques interventions ne suffisent pas pour se défendre plus facilement face aux situations sexistes et LGBTphobes. Le fait de ne former que les élèves et non les membres de la communauté éducative ni les parents d'élèves limite également la portée de ces interventions, qui ne prémunissent pas contre le sexisme et les LGBTphobies provenant de l'institution scolaire ou de l'environnement familial.

De manière plus structurelle, même si cette expérience répond en partie aux attentes en matière d'éducation à l'égalité fille-garçon, telles que posées par l'État et le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, il n'est pas certain que ce type d'intervention permette une refondation des politiques éducatives en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, pour des raisons budgétaires et politiques. Ce type de projet est aussi marginal dans un contexte où le système éducatif en tant que tel, de par les multiples réformes néolibérales, ne fait qu'accroître les inégalités et cette expérience isolée ne saurait remettre en question le système éducatif et sa possible refondation en un système plus juste. Sans compter sur toute une frange réactionnaire, le plus souvent issue de l'extrême droite et de l'Église catholique, qui se met en ordre de bataille pour se battre contre la fameuse « théorie du genre », concrètement et par exemple, cela se traduit par le retrait des élèves par les parents le jour des interventions du collectif.

---

<sup>160</sup> annexe

### *III.3.3 Entre dissidence et légitimation : lutter contre les violences basées sur le genre*

La question de la lutte contre les violences basées sur le genre posée comme grande cause du quinquennat actuel occupe une place de choix dans l'agenda politique. Dans le même temps, le hashtag #metoo a émergé dans la sphère médiatique, publique, culturelle pour dénoncer les actes de violences sexistes et sexuelles, leur banalisation et la défaillance des rouages police/justice. À ce contexte s'ajoute, à mon sens, les effets de l'institutionnalisation de la prise en charge des violences, notamment sous l'angle violences conjugales et intrafamiliales, passant largement à côté de tout le spectre que recouvre le continuum des violences basées sur le genre. Depuis cette fenêtre, je m'interroge donc sur la manière dont on peut aujourd'hui appréhender la lutte contre les violences basées sur le genre, sinon au carrefour des trois éléments de contexte précités. Je pars de l'hypothèse que la mise à l'agenda politique de la lutte contre les violences et la manière dont les institutions la traitent (association, police, justice) sont en décalage avec les modes d'expression et de revendications d'une génération militante féministe et révèle un angle mort : celui de la place accordée aux premières concernées par ces violences. Je me demande dès lors, comment depuis l'expérience localisée des Bavardes, il est possible de lutter contre les violences basées sur le genre depuis le point de vue situé des victimes de violences, tout en mobilisant des financements de droit commun.

Depuis la création du collectif, la question de la lutte contre les violences basées sur le genre occupe une place importante, émanant conjointement de l'engagement des femmes à agir sur ces questions, face aux nombreuses sollicitations de femmes victimes de violences et le fait que toutes les membres du collectif soient concernées par une expérience de violence basée sur le genre. La multiplication des actions et la présence quotidienne sur les réseaux sociaux ont conduit le collectif à être identifié, reconnu et visible. Celui-ci a été invité à intervenir en milieu scolaire, faire des conférences à l'université, ou encore répondre à des demandes individuelles de femmes victimes de violences. La première sollicitation à laquelle le collectif a répondu, a été d'accompagner une femme agressée sexuellement au commissariat, pour la soutenir dans sa démarche de porter plainte. Les autres sollicitations ont conduit les membres de l'association à multiplier différentes formes d'accompagnements de femmes victimes. Les membres du collectif racontent qu'elles n'avaient pas prévu de telles demandes, qu'elles n'étaient pas formées pour ça, mais ne se voyaient pas refuser du soutien aux femmes. En parallèle de ce contexte, l'association mobilise pour la première fois un

financement dit de droit commun, auprès de la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE), un service décentralisé de l'État abrité par la Délégation Régionale à la Jeunesse au Sport et à la Cohésion Sociale (DRJSCS), émanant du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports. Reçues par la Déléguée aux Droits des Femmes, les membres du collectif ont pu présenter les actions menées et les sollicitations de femmes victimes, dans la perspective d'interpeller les pouvoirs publics. L'état des lieux dressé à la déléguée fait mention du mauvais accueil des victimes au poste de police d'Amiens, de la défiance des victimes à l'égard des associations du territoire et d'une désillusion sur l'efficacité du pouvoir juridique.

Suite à ce rendez-vous, le collectif est invité à intégrer le protocole départemental de lutte contre les violences sexistes et sexuelles mis en œuvre dans le département de la Somme, dans la région des Hauts-de-France. « À l'occasion de la « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes » le 25 novembre quelle année ?, de nombreux événements ont eu lieu dans le département de la Somme en amont et en aval. Porté par Philippe De Mester, préfet de la Somme, le protocole départemental de prévention et lutte contre les violences sexistes et sexuelles pour la période 2018–2022 a été signé le vendredi 23 novembre 2018. Ce protocole s'appuie sur les préconisations du « 5e plan interministériel de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes 2017-2019 » et des engagements pris dans le cadre de la grande cause du quinquennat du Président de la République concernant la « lutte pour l'élimination complète des violences faites aux femmes ». Cet accord mobilise 32 signataires et a pour objectif de « formaliser et renforcer le partenariat existant entre les services de l'État, le département, l'institution judiciaire, les autres collectivités locales et l'ensemble des acteurs impliqués dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes. »<sup>161</sup>. Ce rituel d'institution pose de nombreuses questions sur les modalités de prise en charge par l'État pour lutter contre les violences basées sur le genre. Du côté du collectif, s'est aussi posée la question de la portée symbolique et politique de l'intégration au protocole. Quelle utilité ? Qu'est-ce que le collectif y gagnerait ? Comment ça le positionne dans l'espace institutionnel et dans l'espace militant local plus radical et réfractaire aux institutions ? Les Bavardes expliquent que c'est un choix pragmatique qui a poussé le collectif à intégrer ce protocole. En effet, face aux demandes croissantes de demandes d'accompagnement et à la prise de conscience collective que toutes

---

<sup>161</sup><http://www.somme.gouv.fr/Actualites/Prevention-et-lutte-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-Signature-du-protocole-departemental> (consulté le 29 juillet 2020)

les membres du groupe avaient été victimes de violences sexistes et sexuelles, il a semblé pertinent de visibiliser ces enjeux en intégrant le protocole.

Pour pallier à leur manque de formation et construire un protocole interne d'accompagnement des femmes victimes, le collectif décide de se co-former à la question des violences basées sur le genre. Elles font le choix de co-construire une formation<sup>162</sup> à partir de leurs connaissances et de leurs besoins, et plus spécifiquement pour construire une formation capable de prendre en compte les enjeux et le regard féministes et lesbiens. Elles font ce choix également parce qu'après avoir rencontré une des plus importantes associations de prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles du territoire amiénois, elles sont arrivées à la conclusion qu'il valait mieux se former soi-même, peu convaincues par leur manière jugée psychologisante et hétérosexiste de traiter les violences basées sur le genre. Je participe également à cette formation, à la fois en tant que formatrice en ayant préparé chaque module en binôme avec une autre Bavarde, et à la fois en tant que chercheuse. Environ 15 bénévoles volontaires du collectif ont participé à cette journée de formation. À l'issue de celle-ci, toutes reconnaissent combien la formation a été riche de contenus. Elles relèvent cependant deux problèmes, le premier, celui de ne pas se sentir nécessairement légitime, solide ou compétente pour accompagner des victimes ; le deuxième s'exprime par la crainte de se voir débordées par les demandes et de manquer de moyens pour y répondre.

La volonté du collectif est de s'emparer de cette question pour répondre à des exigences de terrain. Leur position vis-à-vis de l'institution est dissonante, l'association intègre le protocole départemental et devient un acteur du territoire identifié pour agir sur les violences sexistes et sexuelles. Mais le collectif critique la manière dont l'état local les prend en charge, comme j'ai eu l'occasion d'en parler dans le premier chapitre avec l'action « stop féminicides ». Cette tension est donc permanente et sans doute inhérente à la vie des collectifs qui choisissent de recourir aux moyens de l'État tout en les critiquant politiquement. Cette tension est relativisée par la capacité du collectif à prendre en charge les violences sexistes et sexuelles, tant sur les moyens à dispositions, le temps à y consacrer et la capacité des membres à assurer cette mission. D'autant plus lorsque les membres elles-mêmes sont concernées par des violences.

---

<sup>162</sup> Annexe

## **Conclusion**

En conclusion, la sororité et la non-mixité sont des outils socio-historiquement situés, ils s'avèrent nécessaires et utiles pour construire une communauté féministe et lesbienne suffisamment solide pour s'armer face aux injonctions des politiques publiques, des discours et des pratiques sur la cause du droit des femmes et des personnes LGBT. Cette situation positionne le collectif sur une ligne de crête entre les institutionnalisations et radicalité de l'indépendance. Les stratégies déployées sont conçues comme des réponses possibles qui permettent de négocier le rapport à l'état local. Ces réponses montrent qu'il n'est ni possible ni souhaité de se défaire de l'état local, simplement de composer avec lui.

## Conclusion

Ce mémoire se donnait pour objectif de comprendre de quelle manière un collectif militant lesbien localisé dans une ville de taille moyenne compose et négocie avec les injonctions nationales et locales, qui positionnent la cause du droit des femmes et des personnes LGBT comme problèmes sociaux mis à l'agenda politique. Pour répondre à cette question, j'ai donc tout d'abord présenté les voix possibles de formations et d'organisation d'un collectif lesbien, tout en m'intéressant aux actions mises en place par celui-ci et à la formation politique de ces membres (I). Je me suis ensuite intéressée au parcours d'engagement des militantes qui composent ce collectif, tout en me demandant à quoi elles s'engagent, comment et pourquoi (II). Je me suis enfin focalisée sur les rapports concrets entre le collectif et certaines institutions, à la fois comme une voix dissonante, en tension avec le phénomène d'institutionnalisation et comme une voix dissidente, contre ce phénomène (III).

Tout au long de mon travail de terrain, de mes lectures et de mon analyse, je me suis finalement rendu compte que les lesbiennes n'existent pas, sinon par la catégorie « femme » ou faisant partie de la catégorie « LGBT ». Ainsi, il est difficile de parler d'une cause lesbienne, mais si c'était le cas, je dirais qu'elle se trouve sur une ligne de crête entre les politiques publiques en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et sur les discriminations faites aux personnes LGBT. Dont les politiques publiques répondent par des mesures préventives ou punitives contre les violences et les discriminations ou par l'accès aux droits (comme le mariage pour tous.tes ou la Procréation Médicalement Assistée). Ce mémoire n'a pas pour objectif de réclamer que soit pris en compte, institutionnellement la cause lesbienne, mais de fait, le groupe militant de part son positionnement politique et en choisissant de mobiliser des financements de droit commun, place la cause lesbienne à l'agenda politique locale. Alors évidemment, depuis l'expérience d'un espace local, il n'y a pas de transformation profonde de l'agenda politique locale, mais une prise en compte de cette question et sa mise en débat. Ce qui a notamment été le cas lorsque j'expliquais que Les Bavardes aient dû justifier le recours à la non-mixité pour certaines de leurs actions, allant, d'une certaine manière, à l'encontre des politiques publiques en matière d'égalité femme-homme. Je posais aussi la question de la possibilité de se passer des financements et donc de l'État pour mener à bien le projet politique défendu par le

collectif. Au regard de mon analyse, je dirais qu'il ne s'agit plus tant de savoir si le collectif peut s'en passer ou non, puisqu'il fait avec les financements et avec l'état local. Il négocie son rapport à eux en déployant un répertoire d'action local modulé au contexte et en s'appuyant sur une formation politique qui a permis la construction d'un point de vue lesbien particulier. Ces éléments contribuent à mobiliser différentes stratégies, calculées et mesurées, pensées dans une perspective lesbienne et féministe.

Je m'intéressais également au collectif en lui-même, à qu'est-ce qui a fait et fonde la création d'un collectif lesbien et l'entrée en militance d'un groupe de femme lesbienne. Selon moi, les conditions d'émergences de la création du collectif et de ses militantes tiennent à la fois des disponibilités biographiques des militantes, d'un effet de contexte national lié au hashtag #metoo qui ré-ouvre une porte d'entrée militante par effet de génération, et enfin par l'existence d'un point de vue lesbien, comme point de vue particulier. Je ne reviendrais pas sur les points pré-cités puisque j'en ai fait l'analyse dans les différents chapitres. Toutefois, je m'arrêterais sur une conclusion concernant le point de vue lesbien comme point de vue particulier. Je l'appelle particulier parce qu'il ne saurait être universel, et parle bien au nom du collectif militant Les Bavardes dans la ville d'Amiens. Les Bavardes ont construit un point de vue lesbien particulier qui leur est propre. Selon moi, c'est la formation politique qui a permis la construction de ce point de vue particulier lesbien. En effet, il me semble que les militantes se sont appuyées sur la sociohistoire des mouvements lesbiens et féministes, sur la mémoire des générations passées à lutter, sur les modes d'action, et les théories critiques. Elles font aussi partie d'une génération militante qui ne se politise plus seulement par l'université et *via* les productions théoriques, ou dans les cercles d'auto-conscience, mais aussi *via* des personnalités inspirantes qui cyber-militent sur les réseaux sociaux ou à travers des produits culturels (films, séries, musiques), dont les propos et l'influence représentent une part majeure de politisation à la cause des femmes et des lesbiennes.



# Bibliographie

- Abbou, Julie. « (Typo)graphies anarchistes. Où le genre révèle l'espace politique de la langue », *Mots. Les langages du politique*, vol. 113, no. 1, 2017, pp. 53-72.
- Albenga, Viviane, et Johanna Dagorn. « Après #MeToo : Réappropriation de la sororité et résistances pratiques d'étudiantes françaises », *Mouvements*, vol. 99, no. 3, 2019, pp. 75-84.
- Alinsky, Saul. Être radical : Manuel pragmatique pour radicaux réalistes. Broché. 2012
- Bacchetta, Paola. « Chapitre 16 / Réflexions sur les alliances féministes transnationales », Jules Falquet éd., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Presses de Sciences Po, 2010, pp. 259-274.
- Bacqué, Marie-Hélène, Biewener, Carole, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche, 2013, 175 pages
- Bacqué, Marie-Hélène. « Action collective, institutionnalisation et contrepouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, vol. n° 123, no. 4, 2005, pp. 69-84.
- Bargel, Lucie. « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant·e·s », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 24, no. 3, 2005, pp. 36-49.
- Bellanger, Emmanuel. « 48. Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville », Michel Pigenet éd., *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. La Découverte, 2014, pp. 543-554.
- bell hooks, « La pédagogie engagée », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2017.
- Black feminim, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000, sous la direction d'Elsa Dorlin, l'Harmattan, 2008, 266p.
- Broqua, Christophe. « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, vol. 75, no. 2, 2009, pp. 109-124.
- Broqua, Christophe. « Chapitre 7 Activisme, deuil et politique de la mémoire », *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, sous la direction de Broqua Christophe. Presses de Sciences Po, 2005, pp. 243-271.
- Chaponnière, Martine, Lucile Ruault, et Patricia Roux. « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 36, no. 2, 2017, pp. 6-14.

- Chamberland, L. (1989). Le lesbianisme : continuum féminin ou marronnage? Réflexions féministes pour une théorisation de l'expérience lesbienne. *Recherches féministes*, 2 (2), pp.135-145.
- Chaponnière, Martine, Lucile Ruault, et Patricia Roux. « Légitimité du féminisme contemporain », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, pp. 6-14.
- Chaumont, Jean-Michel. « Le militant, l'idéologue et le chercheur », *Le Débat*, vol. 172, no. 5, 2012, pp. 120-130.
- Chowra, Makaremi, « 8 : Participer en observant. Étudier et assister les étrangers aux frontières », Alban Bensa éd., *Les politiques de l'enquête*. La Découverte, 2008, pp. 165-183.
- Çingı Kocadost, Fatma, « Le positionnement intersectionnel comme pratique de recherche : faire avec les dynamiques de pouvoir entre femmes », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 21 | 2017, mis en ligne le 10 décembre 2017, consulté le 01 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cedref/1053>
- Crenshaw, K. W., Bonis O., Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. L'Harmattan. *Cahiers du Genre*. 2005/2, n°39, pp. 51-82.
- Dauphin, Sandrine, et Réjane Sénac-Slawinski. « Gender mainstreaming : analyse des enjeux d'un "concept-méthode". Introduction », *Cahiers du Genre*, vol. 44, no. 1, 2008, pp. 5-16, p.5
- Darmon, Muriel, La socialisation, Armand Colin, coll. « 128 », 2007, 127p.
- Dorion, Léa. Organisations alternatives et empowerment : une approche féministe. Penser l'organizing depuis ses marges, sous la direction de Isabelle Huault, Thèse, 2018
- Dunezat, Xavier. « Travail militant et/ou travail sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant », Delphine Naudier éd., *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. La Découverte, 2011, pp. 80-97.
- Dunezat, Xavier. « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés & Représentations*, vol. 24, no. 2, 2007, pp. 269-283.
- Dunezat, Xavier. « Chapitre 10 / Trajectoires militantes et rapports sociaux de sexe », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 243-260
- Falquet, Jules. « Pour une anatomie des classes de sexe : Nicole-Claude Mathieu ou la conscience des opprimé·e·s », *Cahiers du Genre*, vol. 50, no. 1, 2011, pp. 193-217.
- Falquet, Jules, « Le couple, ce douloureux problème. Pour une analyse matérialiste des arrangements amoureux entre lesbiennes » Paru dans en 2006 dans : Actes du 5e colloque

international d'études lesbiennes « Tout sur l'amour (sinon rien) ». Toulouse : Bagdam Espace Lesbien, pp. 17-38.

- Falquet, Jules, « Déclaration du Combahee River Collective », *Les cahiers du CEDREF*, 14 | 2006, pp. 53-67.
- Falquet, Jules. « L'ONU, alliée des femmes ? Une analyse féministe du système des organisations internationales », *Multitudes*, vol. n° 11, no. 1, 2003, pp. 179-191, p.180
- Fillieule, Olivier, et Bernard Pudal. « 8. Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, 2010, pp. 163-184.
- Fillieule, Olivier. « Chapitre 1 / Travail militant, action collective et rapports de genre », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 23-72.
- Fillieule, Olivier, Broqua Christophe « la défection dans deux associations de lutte contre le SIDA : Act Up et AIDES », in *Le désengagement militant*, 2002.
- Fillieule, Olivier. « Carrière militante », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 85-94.
- Forest, L., Aubin, M., Côté, I., Deschamps, L. & Lavoie, A. Construire une pédagogie féministe dans des classes du primaire. *Recherches féministes*, 1, 1988.
- Freeman, Jo. *La Tyrannie de l'absence de structure*, 1992.
- Galerand, Elsa. « Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes », *Cahiers du Genre*, vol. 40, no. 1, 2006, pp. 163-181.
- Gaxie Daniel. Économie des partis et rétributions du militantisme. *Revue française de science politique*, 27<sup>e</sup> année, n°1, 1977, pp. 123-154.
- Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11 (1), 2005, p. 157-188.
- Gunthert, André, « La consécration du selfie », *Études photographiques* [En ligne], 32 | Printemps 2015, mis en ligne le 16 juillet 2015, consulté le 27 août 2020
- Henneron, Liane. « Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain », *L'Homme & la Société*, vol. 158, no. 4, 2005, pp. 93-111.
- Hill Collins, Patricia, « La construction sociale de la pensée féministe Noire », *Black feminism*, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000, sous la direction d'Elsa Dorlin, l'Harmattan, 2008, 266p.

- Kollontaï, Alexandra, La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté. *Textes présentés et choisis par Patricia Latour*. Le Temps des Cerises. 2017
- Krause, Monika. « The Good Project. Humanitarian Relief NGOs and the Fragmentation of Reason, Chicago » (Ill.), Chicago University Press, 2014. Soriat, Clément. « Comptes rendus », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, no. 4, 2018, pp. 141-154
- Lacroix, Isabelle. « C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, vol. 102, no. 2, 2013, pp. 35-61.
- La Rocca, Fabio. « Introduction à la sociologie visuelle », *Sociétés*, vol. n° 95, no. 1, 2007, pp. 33-40, p.34
- Leclercq, Catherine et Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 84, no. 4, 2011, pp. 5-23.
- Le Quentrec, Yannick. « Militer dans un syndicat féminisé : la sororité comme ressource », *Travail, genre et sociétés*, vol. 30, no. 2, 2013, pp. 53-72.
- Marcelli, Sylvain. « Le fabuleux destin des universités populaires », Martine Fournier éd., *Éduquer et Former. Connaissances et débats en Éducation et Formation*. Éditions Sciences Humaines, 2016, pp. 362-365.
- Mathieu, Lilian. « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, vol. vol. 1, no. 3, 2010, pp. 303-318.
- Michel, Andrée. « Introduction », Andrée Michel éd., *Le féminisme*. Presses Universitaires de France, 2007, pp. 5-10.
- mlf // textes premiers, COLLECTIF, stock, 2009, 300p.
- Monnet, Corinne, La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation, *Nouvelles Questions Féministes*, Vol.19,1998.
- Morvan, Alexia, Pour une éducation populaire politique : à partir d'une recherche-action en Bretagne. Thèse soutenue en 2011
- McAdam, Doug. Freedom Summer, 1989
- Pagé, G., Solar, C. & Lampron, E.-M. (2018). Les pédagogies féministes et les pédagogies des féminismes : une mise en perspective. *Recherches féministes*, 31 (1), 1–21.  
<https://doi.org/10.7202/1050651ar>
- Pagis, Julie « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 » in *Sociétés contemporaines*, 2011

- Péchu, Cécile. « Répertoire d'action », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 454-462.
- Pruvost Geneviève , « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57 - n° 1 | 2015, 81-103.
- Rich, Adrienne. La contrainte à l'hétérosexualité. *Nouvelles Questions Féministes*, No. 1, Mars 1981, pp. 15-43.
- Scott Joan, Varikas Éléni. Genre : Une catégorie utile d'analyse historique. In: Les Cahiers du GRIF, n°37-38, 1988. *Le genre de l'histoire*. pp. 125-153.
- Simonet (Maud), *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2010, 220 p.
- Solar, Claudie. « Dentelle De Pédagogies Féministes. » *Canadian Journal of Education / Revue Canadienne De L'éducation*, vol. 17, no. 3, 1992, pp. 264–285. *JSTOR*, [www.jstor.org/stable/1495296](http://www.jstor.org/stable/1495296). Accessed 20 Apr. 2020.
- STOFFEL, S. (2009). Le féminisme d'État : Une notion polysémique au service de la représentation politique. *Revue Française De Science Politique*, 59(2), pp. 359-365. [consulté en ligne le 01/09/20] <http://www.jstor.org/stable/43120495>
- Tafani, Pierre. « Du clientélisme politique », *Revue du MAUSS*, vol. n° 25, no. 1, 2005, pp. 259-286.
- Talpin, Julien. Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis. Raisons d'agir. Cours & Travaux. 2016
- Talpin, Julien, Bâillonner les quartiers. Comment l'État réprime les mobilisations populaires, Editions les Etaques, 2020
- Taylor, Verta. Whittier, Nancy E. Collective Identity in Social Movement Communities : Lesbian Feminist Mobilization. p.169 – 195. In *Waves of Protest. Social Movements Since the Sixties*. By Jo Freeman and Victoria Johnson.
- Trouvaille, La. « Un collectif féministe d'éducation populaire politique : “La Trouvaille. Expériences, savoirs et stratégies communes pour l'égalité” », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 37, no. 2, 2018, pp. 140-145.
- Wittig, Monique. *La pensée straight*. Amsterdam. 2018

## **ANNEXES**

Annexe n°1 : les photographies de l'entretien



## Annexe n°2 : tableau d'explication des photographies

	Période	Général	Particulier	Questions de base
1	Depuis 2017	Groupe de parole mensuel, les « blablachattes », ouvert à une quinzaine de femmes (cis et trans), à l'étage d'un bar et dont les thèmes changent chaque mois. Les objectifs sont multiples	Réalisation de collage à partir de l'outil « atelier d'expression », dans le but de fabriquer un fanzine dont le thème était « les injonctions faites aux femmes »	Pourquoi avoir choisi cette image ? Qu'est-ce qu'elle t'évoque ?
2	Novembre 2017	Animation de débat public avec un support	Ciné débat sur les violences dans les couples de femmes Le film « Agathe », de Noémie Fy	As-tu vécu ce moment ? Peux-tu dater cette photo ?
3	Avril 2018	Les sessions de collages sont relativement fréquentes	Session de collage pour l'organisation du festival IDAHOT	Qu'est-ce que ça représente pour toi ? Penses-tu que c'est une photographie qui représente les Bavardes ?
4	Novembre 2018	Organisation de manifestation dans l'espace public	Manifestation du 25 novembre pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles	Chaque photographie a été suivie d'autres questions.
5	Février 2018	Tenir des stands à la demande (universités, regroupement associatif)	Animation de stand lors du salon LGBT de Lille	
6	Depuis 2018	Emission de radio mensuelle « Ovaires Bookées »	Un enregistrement de l'émission de radio mensuelle « Ovaires Bookées »	
7	Depuis 2018	Intervention en milieu scolaire	Intervention dans une classe de seconde du Lycée Michélin sur le thème « les normes de genre »	
8	Novembre 2018	Évènement institutionnel	Signature du protocole départemental de la Somme pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles Cet événement a rassemblé une cinquantaine d'acteurs.ices, parmi lesquels police, justice, santé, associations.	
9	Mars 2018	Organisation de manifestation dans l'espace public	Rassemblement de soutien et en hommage à Marielle Franco, suite à son meurtre.	
10	Décembre 2018	Organisation d'événements festif et politique	Journée de lutte contre le VIH Sida, avec des ateliers de préventions et un DJset	
11	Février 2019	Organisation d'événements festif et politique	Une Scène ouverte 100% meufs dans un bar d'Amiens	
12	Octobre 2019	Organisation d'événements festif et politique	Soirée d'anniversaire des 2 ans des Bavardes, dans un bar. Avec quizz et musique.	



## Grille d'entretien

Je n'ai pas posé forcément toutes les questions à toutes, mais cela m'a aidé à préciser les éléments dont j'aurais besoin.

- 1) Âge, parcours scolaire, professionnel, composition de la famille, situation actuelle
- 2) Comment es-tu arrivé dans ce collectif ? Pourquoi tu y es venu ? C'était quoi le 1er événement ? Qu'est-ce qui ta frappé ? Apprécié, ou questionné ? Qui t'a accueilli ?
- 3) Tu dirais quoi à propos du fonctionnement ? De l'organisation ? De la répartition des tâches ? De la communication ? Des modalités de décisions ?
- 4) Est-ce que tu as l'impression que tes propositions sont entendues ? Quand tu fais des propositions qu'est-ce qui passe ? Te sens-tu assez impliqué ? Est-ce que ça répond à tes envies de départ, d'autres envies sont apparues ? Pourquoi, quand ?
- 5) une journée avec le collectif, comment ça s'organise, à quoi ça ressemble ?
- 6) Vous vous connaissiez avant la création de l'association, comment vous eu l'idée de vous constituer en association, vous avez eu un appui, des formations, comment vous avez trouvé le nom de l'asso ?
- 7) Ça fait quoi d'être entre femmes ? Pourquoi d'ailleurs que des femmes ? Des alliances avec les hommes ? Ça te fait quoi la non mixité ? Si je te dis inclusivité, ça te dit quoi ? C'est quoi le rapport avec les hétéro, bi ? Le lien avec les femmes trans ? Homme trans ? Hommes cis ? Lesbien et féministe, tu dirais que tu te retrouves plus dans l'un ou l'autre, ou les deux ? C'est quoi être féministe ? Tu te définis comme telle ? Ces quoi les luttes qui te tiennent à cœur ? Pourquoi ?
- 8) Est ce que ça a fait bouger des choses chez toi ? Des gens ont remarqué des choses chez toi ? Quoi ? Ça t'a fait quoi ? Qu'en dit la famille, les proches ? Ton entourage sait que tu es dans un collectif ?
- 9) Quand on te parle des bavardes / afro bénin (point de vue extérieur) tu entends quoi ? Vous devez souvent expliquer le sigle LGBTQI+ ? Comment vous l'avez « adopté », il signifie quoi pour vous ? Qu'est-ce que vous donne comme avantage ou visibilité ? Comment tu présentes le collectif à quelqu'un.e qui ne connaît pas ? Est-ce que tu en parles facilement ? Est-ce qu'il faut forcément être lesbienne pour faire partie du collectif ?
- 10) Pour l'instant il n'y a que des bénévoles, envie de salarier ? C'est quoi les projets dans les mois à venir ou dans 1 ou 2 ans ? Tu penses qu'on doit archiver ? Conserver ? Diffuser ? Pourquoi ? Tu penses qu'il manquerait quoi au collectif ?

## Annexe n°3 : fiche méthode de l'arpentage

### FICHE ARPENTAGE

L'arpentage est une méthode de découverte à plusieurs d'un ouvrage ou d'un corpus de textes, en vue de leur appropriation critique, pour nourrir l'articulation entre pratique et théorie.

#### **Objectifs :**

- désacraliser l'objet « livre », populariser la lecture
- expérimenter un travail coopératif et critique
- créer une culture commune autour d'un sujet, d'un savoir théorique
- comprendre qu'aucun savoir n'est neutre, que tout point de vue est situé

#### **Origine :**

Méthode de lecture collective issue de la culture ouvrière (cercle ouvrier) puis réutilisée par les praticiens de l'entraînement mental pendant la seconde guerre mondiale par des résistants (autour de Dumazedier), diffusée plus largement par Peuple et Culture, mouvement d'éducation populaire, à partir des années 1950. Plus récemment, Jean Claude LUCIEN (Peuple et Culture Normandie) a continué l'élaboration de cette méthode. Christophe CHIGOT (Crefad-Lyon) et Anthony DUROY (Agora Peuple et Culture) l'ont reprise sous une forme et un fond légèrement différents.

**Durée :** De 3 à 6 heures voire plus.

**Nombre de participantes :** De 5 à 30

#### **Matériel**

- exemplaires de l'ouvrage ou des textes choisis,
- grandes feuilles de papier (ex : feuille de paper board et/ou nappe en papier), des marqueurs.

#### **Déroulement :**

Consignes d'arpentage pour une demi-journée :

##### **1. Situer l'ouvrage ou les textes, leurs auteur.es**

La formatrice choisit un ouvrage ou des textes qu'elle a lus et qui présentent un intérêt particulier au regard du thème du séminaire

##### **2. Organiser la lecture**

- découper l'ouvrage ou les textes à répartir et à attribuer en proportion égale de nombre de pages,

- dédier un temps de 45 minutes pour la lecture d'environ une dizaine de pages
- donner la possibilité de s'isoler à l'endroit qui convient à chacune pour la lecture. Chaque participante lit sa partie comme elle le souhaite.
- donner une consigne de synthèse en sous-groupe et rassembler les personnes qui ont lu le même texte, à l'issue de la lecture, et leur demander d'échanger sur les points suivants 1. Ce que j'ai compris / appris 2. Avec quoi je suis d'accord, avec quoi je ne suis pas d'accord. 3. Ce qui fait écho à ma pratique militante ou à ma vie personnelle 4. Une citation qui m'a marquée. Les participantes doivent restituer ces 4 points sur une feuille de paperboard

### **3. Le dévidoir**

Ouvrir la plénière par un espace d'expression, réactions libres à chaud à l'issue de la lecture. Cette étape permet sur la forme ou le fond de prendre pied dans la restitution, y compris sur le registre du sensible. Par exemple « il écrivait mal... »

### **4. Restitution**

Restituer le paperboard avec les 4 points de consignes de lecture

Revenir sur la méthode

### **5. Perspectives**

Enregistrer les restitutions pour les rendre accessibles en podcast

## Annexe n°4 : programme du séminaire des bénévoles

<p><b>ACCUEIL</b></p> <p>1. <b>Accueil</b> : présentation du cadre et des objectifs de ce séminaire</p> <p>2. <b>Tours des attentes, des craintes et des questions</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>Identifier la dynamique générale du weekend et le mood dans lequel on veut être collectivement</p> <p><b>Méthode : Le post-it</b></p> <p><i>Distribuer trois post-it de couleurs différentes, sur lesquels les participantes notent leurs attentes, leurs craintes et leurs questions. Tous les post-its sont ensuite ramassés, collés au mur, l'animatrice les lit à haute voix et identifie avec le groupe les 3 principales craintes, les 3 principales attentes et distingue les questions à répondre « maintenant » ou « dans le we »</i></p> <p>3. <b>Jeux</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>Souder le groupe</p> <p>Explorer des techniques d'animation</p> <p>Encourager l'alternance de rythme entre les moments théoriques</p> <p>Proposer un espace convivial</p> <p><b>Méthode :</b></p> <p>Dans le weekend les animatrices proposeront des jeux brise-glace ou des jeux dynamisants aux participantes. Chaque jeu a sa logique propre et son objectif particulier. Ils sont choisis en fonction des paramètres précités et selon l'objectif visé par les animatrices.</p> <p>Les jeux : « Ninja », « qui dit ah »</p>	<p><b>MODULE 1 : Qu'est-ce que les Bavardes ?</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>Échanger sur notre vision du collectif,</p> <p>Structurer un discours du positionnement collectif</p> <p>Préciser les modalités de notre engagement</p> <p><b>Méthode : Débat Mouvant</b></p> <p><i>Inviter les bénévoles à se mettre debout, indiquer qu'il y a un espace d'accord et un espace pas d'accord. L'animatrice énonce une affirmation et chacune se positionne selon si elle est d'accord ou non avec l'affirmation. Chaque groupe discute de son positionnement en échangeant ses arguments. Une ou deux personnes sont identifiées pour restituer la parole du groupe. Une animatrice répartit la parole, relance et reformule ; une autre animatrice note les idées principales de l'échange.</i></p> <p><b>Affirmations :</b></p> <p>« Les Bavardes, c'est surtout pour militer »</p> <p>« S'il n'y avait pas un "staff" coordination, ça se casserait la gueule »</p> <p>« La sororité est une valeur difficile à faire vivre »</p> <p>« Être une Bavarde c'est faire passer la lutte avant soi »</p> <p>« C'est facile de s'exprimer quand on n'est pas d'accord ou qu'il y a un truc qui va pas dans le collectif »</p> <p>« Les Bavardes c'est plus lesbienne que féministe »</p>
<p><b>MODULE 2 : Discriminations et rapports sociaux de domination</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>Débusquer et comprendre les mécanismes des préjugés et des discriminations</p> <p>Introduire les concepts de rapports sociaux de domination</p> <p>Outils théoriquement les bénévoles sur des concepts</p> <p>S'initier au débat argumentaire</p> <p><b>Méthode : Vidéo débat</b></p> <p><i>Les animatrices proposent de visionner 2 vidéos. Après le visionnage de chacune, les</i></p>	<p><b>MODULE 3 : Soirée anecdotes</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>« partager nos histoires de vie, les racines de nos colères et nos engagements, organiser la transmission de nos expériences politiques »<sup>163</sup></p> <p><b>Méthode : Petite Histoire – Grande Histoire</b></p> <p>Technique issue de l'éducation populaire, proposant de travailler autour des récits de vie. Chaque participante a la possibilité d'avoir un temps à soi, autobiographique, pour se replonger dans sa propre histoire et de retracer les dates clés de sa vie : joie, colère, prise</p>

<sup>163</sup> <http://www.scoplepave.org/petite-histoire-grande-histoire> (consulté le 03/08/2020)

<p><i>participantes sont invitées à former des trinômes pour répondre aux questions posées par les animatrices. Une personne par trinôme fait la restitution pour son groupe.</i></p> <p><i>Vidéo 1 : il s'agit d'identifier l'ensemble des préjugés énoncés verbalement et d'identifier les comportements discriminatoires qui pourraient être condamnés.</i></p> <p><i>Vidéo 2 : il s'agit d'introduire le concept d'intersectionnalité des rapports sociaux de dominations, par exemple de la race et du sexe.</i></p> <p><b>Les vidéos :</b></p> <p>Un excellent dossier, CRIPS Ile-de-France Monique, LIP, 1976, Carole Roussopoulos</p>	<p>de conscience, humiliation, victoire (exemple : première histoire d'amour, premières règles). Concernant la « Grande Histoire », il s'agit de noter des dates clés, connues, en principe, de tous.tes, de notre époque ou d'une autre, qui nous marque (exemple : 1944, droit de vote des femmes. 1998, coupe du monde). On installe une grande feuille au mur, type papier kraft / nappe en papier, on trace deux lignes avec deux feutres de couleurs différentes. Passé le temps d'introspection, les animatrices proposent que chacune, à tour de rôle, puisse évoquer une petite histoire, une grande histoire ou les deux.</p>
<p><b>MODULE 4 : Formation « faire discuter un groupe »</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>Amener les participantes à s'interroger sur les méthodes participatives, leurs intérêts, leurs usages et leurs concepts</p> <p>Favoriser un espace d'apprentissage mutuel</p> <p>Doter les participantes des éléments de base nécessaire à l'interaction de groupe tel que pensé et conçu par les fondatrices</p> <p>Explorer sa capacité et son envie de faire discuter un groupe</p> <p><b>Déroulé</b></p> <p><b>Méthode 1 : Météo mentale :</b> utiliser la métaphore de la météo pour se dire comment ça va, comment on se sent, soit en lien avec la veille soit comment on aborde la journée.</p> <p><b>Méthode 2 : Energizer :</b> « le samouraï », « la chaise du monstre »</p> <p><b>Méthode 3 : Petit outil :</b> abécédaire / pyramide</p> <p>Abécédaire : constituer deux équipes, et proposer une course relais pour compléter un abécédaire accroché à un mur autour du concept « faire discuter un groupe »</p> <p>Pyramide : avec la même équipe, sélectionner les 6 mots qui incarnent le mieux « faire discuter un groupe », puis discussion</p> <p><b>Méthode 4 : Gros outil :</b> Groupe d'Interview Mutuelle<sup>164</sup> (GIM), par 3, se raconter une anecdote dans laquelle on a animé un temps ou on l'a vécu. Après échanges, se dire quels sont les éléments favorables à la constitution et à la dynamique de groupe</p> <p><b>Méthode 5 : Bilan :</b> cible (contenu, organisation, méthodes, relation)</p>	<p><b>MODULE 5 : Méthodologie de projet</b></p> <p><b>Objectifs :</b></p> <p>Initier pratiquement les participantes à la conception de projet / d'événements</p> <p>Associer concrètement les participantes à l'élaboration d'un projet commun pour Les Bavardes</p> <p>Identifier les paramètres nécessaires à l'élaboration d'un projet, de sa conception à sa mise en œuvre</p> <p>Visibiliser les tâches jusqu'alors portées par les fondatrices dans la constitution d'événements</p> <p><b>Méthode : Penses ton projet</b></p> <p><i>Les animatrices proposent deux projets qui sont régulièrement demandés par les bénévoles et pour lesquels elles proposent le plus leur aide. Partant de leur appétence et motivation, leur proposer d'imaginer le projet avec les paramètres : QUOI, QUI, QUAND, OÙ, COMMENT</i></p> <p>=&gt; Création d'un bar</p> <p>=&gt; Organisation des 3 ans du collectif</p>

<sup>164</sup> <http://www.cooperative-labraise.fr/wp-content/uploads/2018/07/GIM.pdf> (consulté le 03/08/20)

## Annexe n°5 : extrait du protocole d'intervention :

Chaque intervention est découpée de la même manière pédagogique. Les élèves sont invité.es à s'installer en cercle de chaises, les tables sont quant à elles retirées. Le tableau est utilisé pour y mettre des mots-clés qui aident l'intervenante à guider son intervention ou à relever des mots prononcés par les élèves sur lesquelles elle va revenir. Le déroulé de l'intervention se fait en trois phases.

Un jeu « brise-glace » pour créer un climat propice à l'échange, convivial et non similaire aux codes scolaires, c'est-à-dire où l'interaction et la coopération sont encouragées, pour faire en sorte que tout le monde s'exprime au moins une fois et selon les mêmes règles. Cela crée par ailleurs de la surprise chez les élèves qui ne sont pas habitué.e.s à ce qu'on leur propose autre chose que les modes d'enseignement et d'échange par lesquels ils.elles ont été formaté.e.s. Enfin, c'est aussi un prétexte pour mélanger les élèves qui ont pris l'habitude de se mettre toujours à côté des mêmes personnes.

Un outil de discussion, pour créer l'espace de débat entre les élèves : le photo-langage, avec un corpus de photos représentant des situations réelles supposées sexistes ou LGBTphobes. Les élèves sont divisé.e.s en petits groupes, auxquels l'intervenante distribue une image, et leur demande en quoi cette photo est sexiste/LGBTphobe ou non et pourquoi la situation est ainsi. L'intervenante invite les élèves à se répartir trois rôles pour chacun des groupes, une personne qui prend les notes, une personne qui est vigilante à la distribution et circulation de la parole et une personne qui fait attention au temps imparti pour discuter. Ces règles posées, chaque groupe dispose de 15 minutes pour discuter. Les discussions autour des photos sont le moment le plus intense de l'intervention, les élèves ont tous.les envie de s'exprimer. À l'issue de leur discussion de groupe, un.e élève est chargé.e de restituer pour le groupe devant les autres élèves. L'intervenante prévoit toujours des questions de relance pour être certaine d'avoir abordé tout le continuum du sexisme qui peut concerner la vie quotidienne des adolescent.es.

Un outil de bilan est utilisé pour capitaliser

- ce que les élèves ont compris et retenu de l'intervention,
- les autres sujets qu'ils.elles aimeraient aborder dans une prochaine intervention,

## Annexe n°6 : questions posées aux élèves durant les interventions

« 1. *Qui a déjà reçu des dick pic à son insu ?* » - une *dick pic* est une photo de pénis, c'est une des pratiques les plus répandues chez les adolescent.es, notamment via le réseau social Snapchat. Sur 300 élèves interrogées à main levée, 70% des adolescentes en ont déjà reçu.

« 2. *Qui a déjà reçu une photo de vulve à son insu ?* » - c'est une question qui permet de montrer le caractère systémique de la culture du viol et du caractère phallocentré de notre société, à cette question 0% des élèves lèvent la main.

« 3. *Qui s'est déjà fait suivre dans la rue et a eu peur ?* » - Sur 300 élèves interrogées, 60% des adolescentes lèvent la main. Souvent, cette question est suivie d'une autre question « Ça vous fait quoi les garçons de voir vos camarades de classes lever la main ? »

« 4. *Qui s'est déjà fait insulté de salope ?* » 95% des adolescentes lèvent la main

« 5. *Qui s'est déjà empêchée de porter tel ou tel vêtement de peur d'être regardée / jugée ?* » 60% des adolescentes

## Annexe n°7 : extrait de la note d'intention –formation violence

Le collectif accompagne de plus en plus de femmes victimes de violences sexistes et sexuelles ; en parallèle, en novembre 2018, il signe le protocole départemental de la Somme de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Dans ce cadre nous organisons une formation pour se former collectivement afin de répondre au mieux aux sollicitations d'écoute, d'appui et de conseil à destination des femmes qui nous contactent.

Cette formation se donne deux grands objectifs. Le premier cherche à délimiter les différentes formes que la violence peut recouvrir, dans ses aspects psychologique, sociologique et juridique, ainsi qu'individuel et à un niveau plus structurel. Le second cherche à se doter d'outils et d'une méthodologie d'accompagnement propre à notre collectif tout en s'emparant et s'inspirant des travaux issus du travail social et de l'éducation populaire, dans une dimension militante et féministe.

Notre collectif, fondé sur des principes de sororité, d'horizontalité et de valorisation mutuelle, a eu pour ambition de concocter une formation en se saisissant des compétences et expériences de ces membres. Aussi, celle-ci est l'aboutissement d'un travail collaboratif composé par deux formatrices spécialisées sur les mécaniques sexistes et les pédagogies participatives, d'une psychologue du travail, d'une éducatrice spécialisée, d'une assistante sociale et d'une juriste.

### Les 5 modules de formation

1. Retracer la sociohistoire des politiques sociales en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans une perspective féministe
2. Connaître les lois sur les violences sexistes, lesbophobes et sexuelles et leur contexte politique
3. Comprendre les mécanismes sociologiques et psychologiques des violences conjugales et intrafamiliales
4. Comprendre, nommer et agir sur les violences sexistes et sexuelles (dans le cadre du travail)